

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Contribution à l'histoire des idées constitutionnelles
sous la Restauration

LE
SACRE DE CHARLES X
ET
L'OPINION PUBLIQUE EN 1825

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 23 novembre 1927, à 2 heures

PAR

Jean-Paul GARNIER

Licencié ès Lettres

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. GIDEL, professeur

*Suffragants : { MM. OLIVIER MARTIN, professeur
MESTRE, professeur*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1927

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554634_0022

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Contribution à l'histoire des idées constitutionnelles
sous la Restauration

LE

SACRE DE CHARLES X

ET

L'OPINION PUBLIQUE EN 1825

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 23 novembre 1927, à 2 heures

PAR

Jean-Paul GARNIER

Licencié ès Lettres

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. GIDEL, professeur

Suffragants : { MM. OLIVIER MARTIN, professeur
MESTRE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVERTISSEMENT.	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>La France en 1825.</i>	9
La Charte pour les libéraux et les ultras. — Les Chambres en 1825. — La répartition territoriale des partis. — La société française. — Une nouvelle géné- ration se lève.	
CHAPITRE II. — <i>Le Sacre, conséquence naturelle de la</i> <i>Restauration.</i>	18
La question du Sacre au retour des Princes. — Les intentions de Louis XVIII. — Le sacre lors de l'avè- nement de Charles X. — Le sacre et la charte. — Les discours du trône. — Les adresses des Cham- bres. — L'accueil de la Presse: discussions et contro- verses.	
CHAPITRE III. — <i>Le Sacre ne fait pas le Roi.</i>	30
Une commission est nommée. — M. de Chateaubriand et « le Roi est mort vive le Roi ! » — M. de Sales : « Est-il politique que le Roi soit sacré ? » — M. de Marcellus : « Proposition sur le sacre du Roi ». — Les livres sur le Sacre. — Comment on rassure l'opinion. — Le Mandement de Mgr de Latil : Le sacre ne fait pas le roi. — La place des représentants de la nation au Sacre. — Comment le Roi recevra-t-il sa cou- ronne ? — Promotion de Pairs ou nominations dans les ordres du Roi.	
CHAPITRE IV. — <i>Le serment à la Charte.</i>	48
Convocation des Chambres. — Départ du Roi. — Son arrivée à Reims. — Le discours du cardinal de	

La Fare. — Le Roi est-il décidé à prêter serment à la Charte ? — Opinions diverses des historiens. — Reims la veille du Sacre. — Les méditations de M. de Chateaubriand.	
CHAPITRE V. — <i>Le dernier Sacre d'un Roi de France.</i>	61
A. — Les serments Royaux.	61
Les préliminaires du Sacre. — Le Roi dort. — La cérémonie commence. — Le serment au Royaume. — Les serments de Louis XVI et de Napoléon — Les autres serments de Charles X.	
CHAPITRE VI. — <i>Le dernier Sacre d'un Roi de France.</i>	73
B. — La cérémonie liturgique.	73
Les modifications des prières faites par la commission. — La bénédiction de l'épée. — La consécration. — La tradition des insignes royaux, sceptre, main de justice. — Le couronnement. — L'intronisation. — Le festin royal.	
CHAPITRE VII. — « <i>La trêve du Sacre</i> ».	98
La réception des chevaliers des ordres. — Les nominations. — Le toucher des écrouelles. — Les revues de troupes, les fêtes. — Les divers organes de la Presse, l'attitude des différents partis devant le serment royal. — Les poètes et le sacre. — La trêve du sacre.	
CHAPITRE VIII. — <i>Le Sacre et l'opinion.</i>	118
La rentrée du Roi à Paris. — Le peuple n'a pas « senti » le sacre. — Le bonapartisme sentimental et la légende napoléonienne — Le sacre reste le triomphe du clergé. — Son côté théâtral. — Le serment royal n'a rien changé. — Le mécontentement laissé par la session. — Les maladroits amis de la Royauté. — Le sacre, essai malheureux, a échoué. — Il s'oppose au principe de la souveraineté nationale. — Conclusion.	

AVERTISSEMENT

Le sujet de ce travail peut paraître un peu limité, mais dans le Sacre de Charles X ce qui nous a paru intéressant est moins son côté anecdotique, le récit d'une journée radieuse de la Restauration, que la manière dont il a été envisagé par l'opinion publique française dans ses rapports avec la constitution du pays.

Nous avons considéré le Sacre, comme un point culminant, symbolique en quelque sorte de la France de 1825, de la marche alors suivie par le Gouvernement royal et de ses conceptions constitutionnelles. Nous avons vu là un des derniers efforts, maladroit peut-être, malheureux certes, mais sincère, tenté pour rallier les Français de toutes les opinions dans le culte des anciens principes et des vieilles traditions, et « renouer la chaîne des temps ». C'est là le sens profond du Sacre, qu'ont parfaitement entrevu tous les contemporains, de quelque parti qu'ils fussent. On a voulu que la gloire des siècles passés vînt rehausser de son prestige la royauté, rentrée en France en 1814 à la suite des armées étrangères.

Quand on constate à quelle polémique fiévreuse entre

libéraux et royalistes d'extrême droite, à quelle production littéraire le Sacre a donné lieu, quand on considère tout un peuple inquiet sur le sort de la Charte, dont dépendent ses libertés, suspendu aux lèvres du monarque, qui s'agenouille à Saint-Rémi, on ne peut souscrire au jugement de Lamartine, pour qui tout cela ne fut « qu'un luxe de la couronne ».

La France était encore indécise entre le passé et l'avenir : « Le Roi, écrivait alors Lamennais, en avance sur son époque, est un souvenir vénérable du passé sur le fronton d'un édifice tout moderne. » Combien même parmi les Libéraux tiraient alors d'aussi formelles conclusions des institutions parlementaires ? Bien peu. Mais si l'on n'osait encore discuter le Roi, on interprétait déjà la Charte et nous verrons lors du sacre tous les partis prendre nettement position.

Cet événement résume et concrétise lumineusement le débat des deux France, et c'est sous ce jour que nous avons tenté de contribuer quelque peu à l'étude de l'évolution des idées constitutionnelles sous la Restauration.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DES
IDÉES CONSTITUTIONNELLES
SOUS LA RESTAURATION

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE EN 1825

« On ne peut se dissimuler qu'il existe une inquiétude vague, un sentiment de crainte dans la société, que tous les hommes monarchiques ont les yeux fixés sur l'avenir comme s'ils avaient à lui demander des garanties contre les incertitudes du présent. »

La Quotidienne, 29 mai 1825.

SOMMAIRE. — *La Charte pour les libéraux et les ultras. — Les Chambres en 1825. — La répartition territoriale des partis. — La Société française. — Une nouvelle génération se lève.*

Si l'on prend la carte de la France en 1825 et qu'on la compare à celle de notre pays, un siècle après, on observe somme toute peu de changement (1). Mais si de l'aspect physique en quelque sorte on passe à la physionomie morale de la nation, on est forcé de reconnaître combien la France de 1825 est différente de la nôtre ! Quelles préoccupations, quelles conceptions étrangères aux nôtres, plus proches encore de l'Ancien Régime que de notre société con-

1. En dehors de la Savoie et du comté de Nice.

temporaire. Curieuse époque, année singulière que cette année 1825 où suivant l'expression de la Duchesse d'Abrantès « nous marchions positivement à reculons » (1).

Le Régime Parlementaire est encore balbutiant, la France s'essaye maladroitement au maniement des libertés constitutionnelles. On n'a pas encore dégagé nettement le principe de la responsabilité ministérielle (2), on hésite devant la prérogative Royale. Deux conceptions de la Charte sont en présence. Pour les ultras celle-ci est un monument profondément inspiré du passé, une addition à nos antiques franchises, qui ne change rien aux droits et aux prérogatives préexistants et supérieurs de la monarchie. Ce n'est que la réglementation de la forme du Gouvernement ; elle ne modifie nullement les institutions fondamentales du Royaume (3). Pour les libéraux au contraire la Charte a ouvert en France une ère nouvelle, un fossé sépare à jamais l'ancienne monarchie absolue de l'actuelle monarchie constitutionnelle. Nous verrons ces querelles se renouveler à propos de la place que la Charte doit occuper dans le Serment du Roi, lors de son Sacre. Quand Alfred de Vigny (4) déclare : « Charles X hait la Charte et ne

1. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires sur la Restauration*, tome IV, chap. VII, pages 164-165.

2. Voir le cours de Doctorat (Droit Constitutionnel) de M. G. Gidel, 1925-1926.

3. Voir Clausel de Coussergues, *Du Sacre des Rois de France*. Paris, 1825, chap. XXXII, page 436.

4. *Journal d'un poète*, publié par Léon Séché (*La Renaissance du livre*), page 24.

la comprend pas » il ne dit pas une chose tout à fait exacte. Charles X comprenait la Charte, mais il la comprenait avec l'interprétation essentiellement limitative que lui donnaient alors les ultra-royalistes...

« La France, dit Vaulabelle (1), à ce moment offrait un spectacle bizarre : deux courants contraires entraînaient en sens inverse le Gouvernement et la population ». En effet on peut distinguer en France, en bloc, deux partis : l'un formé par les nobles et le clergé, qui est maître, grâce à la loi du double-vote de 1820, de la Chambre et du Gouvernement ; c'est le « parti prêtre » comme disent alors les libéraux qui forment le second groupe. Ceux-ci sont les élus de la grande bourgeoisie censitaire et industrielle. Ils sont influents dans les villes, si les premiers gardent leur emprise sur les campagnes. La Chambre de 1825 est ardemment royaliste. Elle vient de voter le milliard des Emigrés et la loi du Sacrilège. M. de Bonald a défendu âprement les droits de la Théocratie religieuse. M. Royer-Collard, protecteur de la liberté des cultes et de la conscience, a prononcé un de ses plaidoyers les plus éloquentes. L'émigration mise en cause par M. Casimir-Perrier, maladroitement défendue par M. Duplessis de Grenedan, a été vigoureusement attaquée par le Général Foy. Celui-ci s'opposant aux assertions de M. de la Bourdonnaye, fait l'éloge chaleureux de ses anciens compagnons d'armes de l'Empire, qu'une ordon-

1. *Histoire des deux Restaurations* par Ach. de Vaulabelle; tome VII, chap. IV, page 155.

nance du 2 décembre vient de mettre prématurément à la retraite... A la Chambre des Pairs souffle un esprit plus modéré, légèrement teinté de libéralisme.

Voici pour le pays légal ; car la grande masse qui travaille n'a pas encore de représentants. C'est dans cette grande foule anonyme que sont fondus pour le moment les Révolutionnaires et les Bonapartistes... Le Gouvernement est présidé par M. de Villèle, le plus avisé des royalistes, qui voudrait modérer les ultras et royaliser les libéraux : il aurait désiré faire de l'indemnité des Emigrés un acte de réparation et de réconciliation nationales. La postérité le suivra, mais parmi ses contemporains, les uns virent en cet acte la reconnaissance d'un droit absolu et une réparation insuffisante, les autres un défi à la Révolution. La France est à un tournant de son histoire : va-t-elle, suivant l'exemple de l'Autriche et de l'Espagne, revenir délibérément en arrière, ou au contraire, comme l'Angleterre, perfectionner le Gouvernement constitutionnel et représentatif ?

Si pour mieux se rendre compte de la physionomie générale de la France de cette époque, on esquisse un petit tableau du groupement régional (1) des partis, on a à peu près ceci :

Il y a en France environ 100.000 électeurs pour

1. Mater, *Le groupement régional des partis à la Restauration* (1824-1830) (*Révolution Française*, 1902) tout le petit livre.

Histoire de France de Lavisse « *La Restauration* » par S. Charléty (Hachette Ed.), livre II, chap. I, page 145 et suivantes.

10.000.000 de contribuables et 29.000.000 d'habitants. A peine y a-t-il 20.000 éligibles pour tout le pays et les élections sont sous la surveillance active de l'Administration ; ce qui empêche de prendre les résultats électoraux d'une région comme critérium certain de son opinion politique.

Dans le NORD « on est soumis au Roi et à la Charte ». « Bon esprit public », déclare le préfet » (1). L'industrie se développe assez rapidement et absorbe toutes les énergies. La PICARDIE reste assez attachée à la Révolution. La bourgeoisie y est riche, nombreuse, considérée, le clergé très diminué. L'EST, lui, a mauvais esprit, en Lorraine comme en Alsace le sentiment démocratique est profond, le patriotisme très vif, la noblesse a disparu, le clergé important et aimé fait peu de politique. La BOURGOGNE est libérale, Dijon est considéré comme « un foyer de Jacobinisme ». On y est anti-clérical et à tendances bonapartistes. Il en est de même en FRANCHE-COMTÉ. Lyon, « la ville fidèle à ses Rois », et ses environs sont un curieux mélange d'éléments ultras-numériquement faibles mais actifs et organisés et de libéraux frondeurs. Tout près le BEAUJOLAIS est resté, lui, un pays d'Ancien Régime, le clergé y est omnipotent. Les DAUPHINOIS de l'Isère ont gardé un vieil attachement sentimental pour le drapeau tricolore, mais les habitants des Alpes, profondément religieux, sont fidèles au Roi. La PROVENCE tout entière est la

1. Lavissee, *La Restauration*. Pour ce passage voir livre II, chap. I, *L'esprit public en France*, page 146.

forteresse du Royalisme, Avignon est la ville modèle. Les prêtres y sont fort nombreux, l'enseignement mutuel sans aucun succès, Marseille plus modérée conserve encore un « bon esprit ». Dans le LANGUEDOC les haines de religions sont toujours vivaces entre Catholiques et Protestants ; les ultras sont puissants dans le GARD surtout et dans l'HÉRAULT, le Peuple est catholique et royaliste, l'élément libéral ne se recrute que parmi les Réformés. Dans la vallée de la GARONNE et le MIDI-PYRÉNÉEN règne la plus grande diversité : la population paysanne y est sans orientation marquée, les nobles et les prêtres sont ultras, les ouvriers Révolutionnaires, les petits bourgeois libéraux. Dans les LANDES le peuple, assez peu religieux, est indifférent, plutôt hostile au régime ; les nobles revendiquent toujours leurs biens. A Bordeaux « la ville du 12 mars » et dans la GIRONDE, le Royalisme, moins ardent qu'une dizaine d'années auparavant, est encore réel dans les classes bourgeoises. Le populaire semble retourner à une sorte de « bonapartisme sentimental » (1). La DORDOGNE, les CHARENTES, l'AUNIS et la SAINTONGE sont modérées, on aime le Roi et la Charte, du moment qu'on ne craint plus le rétablissement de la dîme et des droits féodaux. Le MASSIF CENTRAL, LOT, AVEYRON, HAUTE-LOIRE est resté le domaine du clergé. Le peuple y est doux et soumis : « le repos, la Charte et rien au delà ». Si les pays du SUD DE LA LOIRE et le

1. Lavissee, *op. cit.*, page 152.

BERRY gardent d'assez nombreux bonapartistes et comptent pas mal de libéraux, il n'en est pas de même en POITOU. Les villes en BRETAGNE sont libérales mais les campagnes, comme en VENDÉE restent soumises aux prêtres. On obéit à Dieu et au Roi ; la noblesse garde encore un certain prestige. La NORMANDIE, riche, tranquille, est surtout conservatrice, on y songe plus au commerce qu'à la politique. La région parisienne est sans vie propre et PARIS a une vie multiple où tous les extrêmes se coudoient, Casimir-Perrier, Benjamin Constant sont élus dans la Seine. En gros on peut donc distinguer en France, en dehors du Midi, l'Est plutôt hostile, l'Ouest plutôt favorable à la monarchie et au gouvernement.

S'il y avait une très grande diversité en 1825 dans les nuances politiques des différentes régions, la vie sociale y était par contre assez uniforme (1). Si l'on excepte Paris, où la vie de salon était intense et où les différentes classes de la population étaient plus ou moins mêlées, en Province on constate que les divers groupes de la société restaient soigneusement distincts et loin de sympathiser étaient hostiles les uns aux autres. Les nobles vivaient entre eux, sur les débris de leurs fortunes, récriminant sur le passé tout proche encore. Les bourgeois, divisés en plusieurs catégories, suivant leurs revenus, restaient eux aussi fermés. Les ouvriers, sans importance politique, me-

1. Voir G. D. Weill, *La France sous la Monarchie constitutionnelle* (Félix Alcan, 1912) ; chapitre III. La Société Française, pages 85 et suivantes.

naient une vie pénible et dure, et le mécontentement qui éclatera sous la monarchie de juillet, couvait déjà chez eux. Les paysans travaillaient beaucoup, vivaient de peu, étaient profondément ignorants mais somme toute assez satisfaits de leur sort. « Les questions générales qui passionnent l'ouvrier les laissent indifférents », écrit M. G. Weill (1). Les principales autorités du village étaient le maire et le curé, celui-ci influent surtout dans le Midi et dans l'Ouest. Souvent aussi quelque vieil émigré, réinstallé dans une gentilhommière plus ou moins délabrée, tout pénétré de son importance, cherchait à reprendre dans le village son importance d'autrefois (2). Il y réussissait parfois en Bretagne ou en Vendée.

Les voyages étaient fort rares, la vie économique assez lente. Le machinisme, à la veille de son formidable développement, était encore un enfant, mais la France s'était victorieusement relevée des ruines des invasions et de l'occupation étrangères et le commerce prospérait. Dans les villes industrielles qui se développent, les idées, les conceptions se multiplient et s'élargissent ; « une génération nouvelle se lève », écrit Jouffroy dans son fameux manifeste, publié en 1825. Génération riche des tendances et des inclinations les plus diverses, Romantiques, Saint-Simoniens, Néo-Libéraux, Ultra-Montains...

1. G. Weill, *op. cit.*, page 124.

2. Comte de Comminges, *Souvenirs d'Enfance* (*Rev. de Paris*, 15 sep. 1909), publiés en livre chez Plon, 1910 ; page 29 : « Les usages gardaient encore une sorte de couleur féodale. »

extraordinaire chaos d'idées qui fermentent... C'est en vain que les penseurs Royalistes du temps voudront tourner les regards de ces jeunes gens vers les fastes du passé, c'est vers l'avenir qu'ils se tournent ; ils lui demandent beaucoup de choses, que la vieille monarchie ne pourra leur fournir. Mais ils ne sont encore qu'une minorité et ils sont bien jeunes... Et pendant qu'ils sont pris par la fièvre des idées nouvelles, la grande masse de la population, que l'influence pourtant grandissante de la Presse, ne réussit pas à sortir de son apathie intellectuelle, continue, chacun selon son état, sa vie de labeur rude et monotone. La circulation à l'intérieur du pays est mal commode. Il faut près de onze jours pour recevoir à Paris une réponse de Marseille, cent dix heures séparent la capitale de Toulouse. Les libéraux et les ultras, groupes hostiles, qu'on voudra vainement réconcilier lors du Sacre de Charles X, restent en présence, face à face, pendant que le peuple pacifique travaille avec indifférence ; cette France-là somnole tranquille : les idées comme les hommes alors cheminent lentement.

CHAPITRE II

LE SACRE CONSÉQUENCE NATURELLE DE LA RESTAURATION

« Le couronnement d'un roi de France est un intérêt public et non une affaire particulière » (« publica sunt haec negotia, non privata »).

ADALBÉRON, Archevêque de Reims.

SOMMAIRE. — *Le Sacre au retour des Princes. — Les intentions de Louis XVIII. — Le Sacre à l'avènement de Charles X. — Le Sacre et la Charte. — Le discours du trône. — Les adresses des Chambres. — L'accueil de la Presse, controverses.*

Le Sacre était une conséquence naturelle de la Restauration. On a souvent reproché à Charles X d'avoir par une manifestation aussi rétrograde qu'inutile, alarmé les esprits et l'opinion publique, déjà inquiétés par la tendance de la Chambre. Ceci n'est pas exact. Le Sacre de Charles X ne doit pas être considéré comme la preuve du cléricalisme d'un roi dévôt, courbé sous l'influence toute puissante du clergé. La Restauration impliquait logiquement le Sacre du Roi miraculeusement rétabli sur son trône. Quand on restaure on n'innove point, on continue. La Charte elle-même, la Charte octroyée par Louis XVIII

n'était-elle point inspirée « des monuments vénérables des siècles passés » (1) et son article 74 ne portait-il pas expressément : « Le Roi et ses successeurs jureront dans la solennité de leur Sacre d'observer fidèlement la présente Charte constitutionnelle ». Par conséquent dès 1814 le Sacre était prévu. Aussi est-il surprenant que certains historiens aient vu dans l'onction de Charles X un « symbole du retour au passé » (2), comme un soufflet tardif et imprévu pour la Révolution. Certes la question ne préoccupait lors du retour des Princes qu'une bien faible partie de l'opinion publique française. Trop d'événements étaient survenus depuis cinquante ans, pour que l'éclat de la Sainte Ampoule, d'ailleurs en morceaux, n'en ait pas un peu pâli. Le Sacre de Napoléon avait été quelque chose de tout à fait à part, tout à fait spécial, et n'avait pas rappelé au peuple le vieux rite oublié de Reims.

Seuls, au milieu de cette indifférence, le département de la Marne et la ville de Reims, avaient gardé le souvenir de l'ancienne tradition, et des bénéfices appréciables qu'ils en retiraient (3). « Un Sacre pour Reims est une aubaine », disait Victor Hugo en 1825. Aussi quand rappelés par la Divine Providence et

1. Préambule de la Charte constitutionnelle.

2. G. Weill, *La France sous la Monarchie constitutionnelle*, chap. I, parag. IV, page 36.

3 La ville de Reims profitait de la présence du souverain, pour lui adresser ses revendications. Ainsi au Sacre de Charles X, la démolition de l'ancienne douane, un canal à la Vesle, etc.

le hasard des combats les Bourbons rentrèrent en France, les Rémois s'empressèrent-ils d'envoyer au comte d'Artois, qui chevauchait vers Châlons, une Députation pour lui demander les intentions du Roi quant à son Sacre. Le Prince leur répondit : « Dites à vos concitoyens que l'intention de S. M. est de se faire sacrer dans votre ville. » Un peu plus tard une seconde Députation vint rappeler aux Tuileries, à Louis XVIII, les promesses de son frère, et reçut un aussi favorable accueil. Ainsi le souverain voltairien qu'était Louis-le-Désiré, n'avait pas songé davantage à renoncer à une cérémonie, remontant au berceau de sa race, que le pieux Charles X.

Mais il fallait attendre un peu. La situation malheureuse du Royaume, l'état obéré des finances, l'occupation étrangère, un pays tout meurtri, tout secoué encore par Waterloo étaient les principaux obstacles aux vœux des Rémois et au désir du Roi. C'est au milieu d'un pays calme et prospère que le monarque espérait « pouvoir renouer la chaîne des temps ». Le jour parut venir enfin, ce fut au début de la session de 1819. La France était délivrée, le commerce renaissait, la paix consolidait un bien-être encore un peu précaire... Aussi Louis XVIII ouvrant les Chambres, déclara-t-il (1) :

« J'ai attendu en silence cette heureuse époque pour m'occuper de la solennité nationale où la religion consacre l'union intime du peuple avec son

1. Discours du trône, 1819.

Roi. En recevant au milieu de vous l'onction Royale, je prendrai à témoin le Dieu par qui règnent les Rois, le Dieu de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis. Je renouvellerai sur les autels le serment d'affermir les institutions fondées par cette Charte, que je chéris davantage, depuis que les Français par un sentiment unanime s'y sont franchement ralliés ».

Et l'on vit Volney exposer dans son livre « *Histoire de Samuel inventeur du Sacre des Rois* » paru à Paris en 1819 son étonnement de ce qu'un Gouvernement constitutionnel se proposât de donner un tel spectacle à l'Europe du XIX^e siècle !

Pourtant Louis XVIII ne fut jamais sacré. Ainsi naquit la légende qui voulut que ce Prince, plus avisé que son frère, ait su éviter une cérémonie dangereuse pour l'opinion parce qu'elle donnait au clergé une trop grande importance. Des bruits fantaisistes, en contradiction avec les paroles pourtant claires du Roi, circulèrent. On dit que cette cérémonie était inutile. Louis ayant déjà été sacré par l'archevêque de Reims, Mgr de Talleyrand-Périgord, en exil à Mittau. On racontait surtout et ceci plus spécialement dans les milieux populaires, que tant que Napoléon serait en vie, il n'y aurait pas en France de nouveau Sacre, et cette croyance survécut à la mort de l'Empereur, parce que le Pape, disait-on, s'y opposait (1). Mais ce ne sont là qu'élu-

1. Voir, Dulaure et Auguis, *Histoire de la Révolution Française de 1814 à 1830*, tome VIII, chap. II, page 39.

cubations fantaisistes. Il n'y eut qu'un obstacle aux volontés du Roi, mais un obstacle insurmontable celui-là : la santé de jour en jour déclinante du monarque, vieillard infirme, dont on cessa bientôt d'espérer qu'il fût un jour en état d'aller à Reims et de supporter les fatigues d'une telle cérémonie.

Et tout ceci explique pourquoi Charles X, n'étant pas arrêté par l'unique raison qui avait empêché son frère, jouissant d'une robuste vieillesse, déclara dès son avènement son intention de se faire sacrer. Le baron Hyde de Neuville (1) nous raconte dans ses mémoires que « Dès son arrivée au trône, Charles X avait arrêté dans sa pensée qu'il sanctionnerait son pouvoir Royal par l'acte religieux que ses prédécesseurs avaient accompli. Après en avoir délibéré avec son conseil il voulut que sa famille par l'unanimité de son adhésion donnât à cet acte solennel toute la portée qu'il pouvait avoir. M. le Dauphin, chrétien si fervent, fils si soumis, s'inclina respectueusement devant son père. La Duchesse de Berry, qui joignait à sa foi de Napolitaine, sa tendresse de mère vit autour de la tête de son fils une auréole de gloire de plus dans l'avenir. Seule M^{me} la Dauphine chercha à cacher son émotion par respect pour le Roi mais un torrent de larmes inonda son visage ». Charles X voulait aller à Reims, non pour voir confirmer un droit qu'il tenait de sa seule naissance, non seulement par piété sincère, mais

1. Baron Hyde de Neuville, *Mémoires*, tome III, chapitre VI, pages 275-276. Plon, 1892. Paris.

par respect pour les antiques traditions de la monarchie et conformément à l'article final de la Charte constitutionnelle.

C'est dans le Discours du Trône (1), prononcé le 22 décembre 1824, que le Roi fit savoir aux Chambres ses intentions : Le Sacre venait après l'annonce d'une loi de défense religieuse, et celle de réparations à accorder aux émigrés ; il était mal placé :

« La juste sécurité que nous donnent nos rapports extérieurs favorisera le développement de notre prospérité intérieure. Je seconderai, messieurs, le mouvement salulaire en vous faisant proposer successivement les *améliorations que réclament les intérêts sacrés de la Religion* et les parties les plus importantes de notre législation.

« Le Roi, mon frère, trouvait une grande consolation à préparer les moyens de fermer les dernières plaies de la Révolution. Le moment est venu d'exécuter les sages desseins qu'il avait conçus. La situation de nos finances permettra d'accomplir ce *grand acte de justice et de politique...* J'ai la ferme conviction que vous entrerez dans mes vues et que cette œuvre de *réparation* s'achèvera par un accord parfait de volontés entre vous et moi.

« Je veux que la cérémonie de mon Sacre termine la première session de mon règne. Vous assisterez, messieurs, à cette auguste cérémonie. Là prosterné au pied du même autel où Clovis reçut l'onction

1. *Archives Parlementaires*. Mavidal et Laurent, 1800-1860, 2^e série, tome XLII, page 577.

sainte et en présence de celui qui juge les peuples et les Rois je renouvellerai le serment de maintenir et de faire observer les lois de l'Etat et les *institutions* octroyées par le Roi, mon frère ; je remercierai la Divine Providence d'avoir daigné se servir de moi pour réparer les derniers malheurs de mon peuple et je la conjurerai de continuer à protéger cette belle France que je suis fier de gouverner. »

Le contenu de ce discours fut très discuté dans les Chambres, dans la Presse et par l'opinion. Les termes quoique vagues, qui annonçaient la loi du Sacrilège et l'indemnité des Emigrés, excitaient la méfiance des libéraux et l'enthousiasme des ultras. Il ne semble pas exact de dire avec Lamartine (1) : « un applaudissement unanime accueillit le discours. Les Royalistes y applaudissaient les promesses de réparations des ruines de leur fortune, les libéraux les promesses de fidélité aux institutions gardiennes de la liberté ».

Le baron Pasquier (2) semble porter une appréciation plus juste en disant : « Ce discours fut sur le moment assez bien accueilli, puis on remarqua qu'il avait évité de prononcer le mot *Charte* ». On notait que le libre exercice des cultes, la garantie promise aux acquéreurs de biens nationaux n'étaient pas des institutions. On rappelait que peu de temps

1. Lamartine, *Histoire de la Restauration*, t. VIII, livre XLV, page 19.

2. *Mémoires du chancelier Pasquier*, publiés par le duc d'Audiffret-Pasquier. Paris, 1895, t. VI, chap. II, page 24.

auparavant, Frayssinous prononçant l'oraison funèbre de Louis XVIII avait parlé de la Charte comme d'une expérience dont le temps révélerait les avantages et les inconvénients ; sans aller jusqu'à dire que « la réaction de 1815 semblait renaître (1) » on doit constater qu'une certaine inquiétude commençait à se manifester. Inquiétude qui grandit chez les libéraux quand on sut que, lors de la discussion de l'Adresse, en comité secret, M. *Bourdeau* avait vainement demandé le rétablissement du mot Charte, dans la réponse de la Chambre, M. *Dudon* ayant objecté qu'il serait indécent de faire figurer dans l'Adresse un mot que le Roi n'avait pas prononcé !

Le 31 décembre 1824 les deux Chambres vinrent en grande Députation lire leurs Adresses (2). Celle de la Chambre des Pairs contenait les passages suivants :

« ... VOTRE MAJESTÉ daigne nous rappeler qu'un grand acte de justice et de politique qui doit fermer les dernières plaies de la Révolution fut le vœu le plus constant de votre auguste frère et elle nous annonce que le moment est venu de l'accomplir. La fidélité, qui ne met point de prix à son dévouement, s'est résignée à souffrir tant que les besoins de l'Etat ont demandé toutes les ressources. Elle entrevoit aujourd'hui un avenir plus heureux...

1. Lavissee, *Histoire de France. La Restauration*, livre II, chap. IV, page 234.

2. *Archives Parlementaires* (Mavidal et Laurent). 2^e série, 1800-1860, t. XLII, pages 589-590-591.

...Sire, VOTRE MAJESTÉ a daigné appeler les Pairs de France et les Députés des départements à cette imposante cérémonie où sera de nouveau consacrée l'antique et sainte alliance de la Religion et de la Royauté. Elles viendront renouveler sous les yeux de celui qui reçut leurs premiers serments une union séculaire qui remonte au berceau de la monarchie. *La France de Clovis et de saint Louis se retrouvera dans la France de Charles X* et la restauration de la monarchie semblera l'anniversaire de sa fondation. On y verra le successeur de Clovis recevoir l'onction sainte des mains du successeur de saint Rémy et attester le même Dieu à la face des mêmes autels... et dans les deux grands Corps de l'Etat présents à cette royale solennité, qui, selon l'expression de votre auguste prédécesseur, réunissent le présent et le passé, on retrouvera ces premiers de la Nation et de l'Armée, qui se consacrèrent avec Clovis au culte du christianisme et au service de la monarchie. et tandis que VOTRE MAJESTÉ renouvellera le serment de maintenir et de faire observer les lois de l'Etat et les *institutions* octroyées par son auguste frère, nous nous prosternerons aux mêmes autels... ».

L'Adresse de la Chambre des Députés, lue par M. Ravez, disait :

« ... Sire, la Religion est le fondement des Sociétés...

« La Justice et la Politique inspirèrent à votre auguste frère le sage dessein qui occupa ses dernières pensées. C'est à vous, Sire, qu'est réservé l'accomplissement de cette œuvre de réparation...

Sire, nous vous rendons grâces de nous avoir appelés à cette auguste cérémonie par laquelle VOTRE MAJESTÉ veut terminer la première session de son règne... Nous demanderons au ciel que la royale maison de France, conservée si miraculeusement par la protection Divine, gouverne à jamais un peuple qui met sa gloire à lui obéir et qui lui doit ses libertés et son bonheur. »

Le Roi témoigna une égale satisfaction de ces deux adresses, toutes débordantes de loyalisme ; mais la Presse libérale ne fut pas satisfaite. Comment, s'écria le *Courrier Français* (1), une chambre instituée par la Charte peut-elle trouver ce mot inconvenant et ne pas l'insérer dans sa réponse ! Dans l'Adresse des Pairs le *Courrier* releva le passage concernant la France de Charlemagne et de saint Louis, qui devaient se retrouver au Sacre avec la France de Charles X. « Qu'y a-t-il de commun, objecta-t-il, entre ces trois époques de notre histoire ? Quels vestiges des deux premières pourrait-on retrouver dans notre France actuelle ? La France de Charles X vaut beaucoup mieux que la France tout à la fois barbare de Clovis et demi-barbare de saint Louis... Quelqu'avantage qu'on puisse trouver à faire rentrer les Peuples sous la législation primitive, encore faut-il tenir compte du présent et ne pas prétendre leur ramener de trop loin des temps qu'ils n'ont aucun sujet de regretter. »

Par contre le *Drapeau Blanc* (2), ne comprenait pas

1. *Courrier Français*, n° du 1^{er} janvier 1825.

2. *Drapeau Blanc*, n° du 3 janvier 1825.

qu'on se formalisât de l'absence du mot Charte, dans les différents discours. « La Charte est comprise dans les lois de l'Etat et les institutions octroyées par Louis XVIII. Il semblerait à entendre certaines gens que la Charte soit pour nous ce que le Coran est pour les Turcs. Que rien ne l'a précédé, que rien ne doit la suivre. *La Charte n'est qu'un acte additionnel aux lois de la monarchie*, ce n'est qu'une dérogation à ses droits anciens, à ses vieux privilèges. Ce sont de nouvelles libertés ajoutées aux antiques franchises nationales. La Charte n'a réglé ni le droit d'hérédité, ni la tutelle d'un Roi mineur... On l'appelle *la loi fondamentale*. On a peut-être tort car *elle n'a réglé que les formes du Gouvernement*. C'est prendre le sommet d'un édifice pour sa base et sa configuration pour l'ensemble. »

Telles étaient les différentes conceptions constitutionnelles que les partis, qui ne désarmaient pas, s'opposaient à la veille même d'une cérémonie, qui devait avoir pour objet de fondre les deux France en une seule. Sans doute le Royaume était prospère, mais pas plus qu'aux plus mauvais jours de la royauté de Louis XVIII, on n'avait alors l'atmosphère général de recueillement et de foi monarchique nécessaire pour recommencer une tradition longtemps interrompue. La Duchesse d'Abrantès écrivait (1) : « Cette année vit s'ouvrir la lutte prolongée dans laquelle le trône devait succomber. Cette lutte avait pour chefs d'un côté ceux qui suivaient le

1. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, t. VI, chap. VIII, page 182.

parti de la Charte et de l'autre le parti-prêtre. Ceux-ci étaient dangereux parce qu'ils n'avaient rien oublié, rien appris : C'étaient peut-être des hommes dévoués mais tellement ardents et si résolus à ne marcher que dans les routes antiques qu'il y avait impossibilité à pactiser avec eux. »

CHAPITRE III

LE SACRE NE FAIT PAS LE ROI

« La légitimité, cette loi nationale, c'est d'elle seule que le Roi reçoit sa couronne. »

Duc de la ROCHEFOUCAULD DOUDEAUVILLE.
— Ministre de la maison du Roi —

Note au roi, 5 novembre 1824.

SOMMAIRE. — *Une commission est nommée.* — M. de Chateaubriand : « *Le Roi est mort, vive le Roi* ». — M. de Sales : « *Est-il politique que le Roi soit sacré* ». — M. de Marcellus : « *Proposition sur le sacre du Roi* ». — *Les livres sur le sacre ; comment on rassure l'opinion.* — *Le mandement de Mgr. de Latil : le Sacre ne fait pas le Roi.* — *Les représentants de la nation au sacre.* — *Le couronnement du Roi.* — *Promotion de Pairs ou nominations dans les ordres du Roi.*

Dès l'avènement de Charles X une commission avait été nommée, pour fixer le cérémonial du Sacre. Elle était présidée par M. de Villèle, qui s'il faut en croire la Duchesse d'Abrantès (1) « craignait Reims et le Sacre car tout cet appareil ne lui plaisait pas ». Elle comprenait également le Duc de La Rochefoucauld-Doudeauville, ministre de la maison du Roi, l'archevêque de Reims, Mgr de Latil, le marquis de Brézé, grand-maître des cérémonies, le Duc

1. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, t. VI, chap. VII, page 166

d'Aumont et le marquis de Rivière. M. Capefigue (1) considère que « cette commission était mal choisie pour préparer des innovations aux vieilles coutumes religieuses et monarchiques ». C'est peut-être exact, en tous cas la tâche n'était pas sans difficultés ; comme le dit Viel-Castel (2), « on désirait conserver autant que possible à cette solennité un caractère qui rappelât les traditions du passé, mais il était indispensable d'apporter à l'ancien programme des modifications qui le missent en rapport avec les institutions nouvelles ».

Pendant que la commission travaillait silencieusement avec le Roi à rajeunir le vieux cérémonial, l'annonce du Sacre avait fait naître une foule de petites brochures, où s'exprimaient les plus diverses opinions de toutes les classes de la société. Parmi les plus importantes il en est une dont il faut tout d'abord parler, c'est celle de Chateaubriand intitulée : « Le Roi est mort, vive le Roi ». Le grand écrivain avec une vanité quelque peu puérile a attribué à ce petit livre une importance décisive dans la question du Sacre. L'opuscule parut effectivement dès l'avènement de Charles X, mais s'il a précédé le Sacre on ne peut dire qu'il l'ait provoqué. Dans ses mémoires (3) il écrivait : « Ma brochure : « Le Roi est mort, vive le Roi » opéra pour Charles X ce que ma

1. Capefigue, *Histoire de la Restauration*, t. IX, page 115.

2. Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, t. XIV chap. CIII page 507.

3. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-Tombe* (Edition Garnier), tome IV, pages 303 et 310.

brochure « De Buonaparte et des Bourbons » avait opéré pour Louis XVIII » ; et ailleurs encore : « J'ai assisté au dernier sacre des successeurs de Clovis, je l'avais *déterminé* par ces pages ». On ne peut admettre sans réserve un tel jugement, et il est permis de penser que sans M. de Chateaubriand, le Sacre aurait tout de même eu lieu. Dans cet ouvrage qui eut, comme tout ce que faisait alors le Vicomte, un grand retentissement, l'auteur après avoir déclaré que « dans l'histoire des Rois de France, de leurs couronnements et de leur maison, les fêtes de Reims se trouvent placées auprès des pompes de Saint-Denis » l'auteur adjurait éloquemment le Roi de se faire sacrer (1) :

« Supplions humblement Charles X d'imiter ses aïeux ; trente-deux souverains de la troisième race ont reçu l'onction royale, c'est-à-dire tous les souverains de cette race, hormis Jean I^{er}, qui mourut quatre jours après sa naissance. Louis XVII et Louis XVIII qui furent investis de la Royauté l'un dans la tour du Temple, l'autre sur la terre étrangère. Tous ces monarques furent sacrés à Reims, Henri IV seul le fut à Chartres... ».

«... (2) qu'en pleurant un frère Charles X se souvienne qu'il est Roi. Les chambres ou les Députés des Chambres qu'il peut appeler à Reims à sa suite, les magistrats qui grossiront son cortège, les soldats qui environneront sa personne sentiront se fortifier

1. Chateaubriand, *Le Roi est mort vive le Roi*. Paris, 1824, Le Normant, éd., in-8°, page 30.

2. Chateaubriand, *Le Roi est mort vive le Roi*, page 32.

en eux par une imposante solennité la foi religieuse et monarchique. Charles VII fit des chevaliers à son Sacre... Charles X créera de même à son couronnement plus d'un chevalier pour la défense de la cause légitime et plus d'un Français y recevra un nouveau baptême de fidélité...

« Notre constitution (1) actuelle n'est que le code rajeuni de nos vieilles franchises. C'est cette constitution que les successeurs de Louis XVIII devront désormais jurer de maintenir dans la solennité de leur sacre, en ajoutant le serment de la monarchie nouvelle au serment de l'ancienne monarchie... »

Chateaubriand reconnaissait comme indispensable la suppression des formules contre les hérétiques et les duellistes. Il espérait du Sacre un regain de popularité et de prestige pour la dynastie et pour l'institution monarchique, mais il prenait soin de spécifier la nécessité de la présence des deux Chambres pour donner à la cérémonie un caractère national, et il recommandait sans ambiguïté le serment à la Charte (2).

Le livre de l'auteur du « Génie du Christianisme » suscita dès sa publication un contradicteur. Ce fut M. de Sales (3), un royaliste avisé et prudent, qui lui répondit dans une publication dont le titre était : « Est-il politique que le Roi soit sacré et dans ce cas

1. Chateaubriand, *ibid.*, page 35.

2. Chateaubriand, *ibid.*, pages 35, 36, 37.

3. M. de Sales, *Est-il politique que le Roi soit sacré et dans ce cas convient-il qu'il le soit à Reims ?* Paris, 1824, in-8°, page 6 et suivantes.

convient-il qu'il le soit à Reims ? » M. de Sales commençait par la considération suivante dont les événements révélèrent la justesse : « Je sais tout ce qu'on peut dire en faveur d'un usage ancien et auquel on se conforme précisément parce qu'on le trouve établi ; mais lorsque cet usage a éprouvé une interruption d'un demi-siècle, *lorsque les circonstances ne sont plus les mêmes qu'autrefois, lorsqu'enfin il s'est opéré dans les idées et dans les mœurs de la nation des changements notables*, le retour à cet usage mérite d'être examiné et apprécié... ».

« L'estimable écrivain n'a pas songé, continue M. de Sales, qu'il semblait par là *douter des droits du Prince à la couronne et qu'il affaiblissait sans le vouloir le saint caractère de la Légitimité*. Si la naissance dans les monarchies héréditaires fait les Rois légitimes, la force fait les usurpateurs. De là le grand intérêt qu'ont ces derniers de cacher sous le voile de la religion le vice de leur usurpation... »

Il concluait (1) : « Supplions au contraire humblement S. M. Charles X de ne point par cette *démarche impolitique se défier de ses droits à la couronne*, supplions-le d'avoir assez de confiance dans l'amour de ses peuples pour que ses droits et sa personne sacrée soient l'objet de notre constant amour et de notre vénération, *représentons-lui que les circonstances sont heureusement changées*, que l'hydre de la Révolution a été depuis vingt-cinq ans étouffée... et que l'an-

1. M. de Sales, *op. cit.*, pages 13, 14, 15.

tique amour de la nation française pour les Bourbons a repris toute son énergie en sortant des ruines sanglantes de la Révolution... Ce n'est point au moment où toute la France apporte ses vœux et ses félicitations au pied du trône, lorsque les cris de Vive le Roi retentissent de tous côtés, qu'on doit songer à réchauffer par une cérémonie qui n'est ni française (1) ni politique les cœurs des Français... Tous, comme vos sujets les plus dévoués, bénissent une *hérédité tutélaire* et voient sinon avec enthousiasme du moins avec une rassurante impassibilité la légitimité enfanter sans douleur un nouveau Roi. Que ce soit devant *tous* les Députés des départements et en face des Pairs du Royaume que V. M. prête le serment de maintenir la Charte de nos libertés ! C'est dans l'Assemblée de la nation (2) et non ailleurs que la raison d'Etat commande l'accomplissement de cette grande et religieuse formalité... ». M. de Sales terminait en conseillant au Roi, si celui-ci tenait à se faire sacrer, que le Sacre eût lieu à Paris, où il serait à la fois « plus éclatant, plus national et moins dispendieux ».

Dans ce petit ouvrage très remarquable par l'exactitude de certaines réflexions M. de Sales a donc pris exactement le contre-pied de Chateaubriand.

Partant du principe de la Légimité, il a montré la faiblesse de la justification théorique du Sacre, et

1. L'auteur fait allusion à l'origine juive de cette institution.

2. Louis-Philippe a réalisé ce vœu quand il a prêté serment lors de son avènement.

nous verrons que c'est là un des points les plus difficiles à régler pour l'opinion publique. Si le Sacre ne peut conférer des droits qui lui sont préexistants et il ne le peut pas, quelle utilité a-t-il, demandera M. de Sales ? Il n'espère pas de l'onction sainte une nouvelle popularité pour le Roi, mais au contraire avec une vue très juste de la mentalité populaire de son temps il craint qu'au retour de Reims le Roi ne soit davantage isolé de la masse, qu'avant son départ. Pour lui les circonstances sont changées et on ne ressuscite pas un passé qui est mort. L'un veut galvaniser la monarchie en réveillant les siècles de gloire, qui somnolent sous les vieilles pierres de Reims, l'autre, et son royalisme n'est pas moins sincère, invite la Royauté à puiser toute sa force dans l'amour populaire et la compréhension de la France nouvelle... Les conseils de M. de Sales étaient les plus sages, ils ne furent pas suivis.

Le comte de Marcellus (1), avait, étant Député de la Gironde, en 1816, déposé à la Chambre une proposition pour supplier le Roi de ne plus différer la cérémonie de son Sacre. Pair de France il trouva opportun de publier en 1824 pour Charles X, ce qu'il avait écrit huit ans auparavant pour son frère. On y lisait (2) : « l'autorité des Rois émane de celle de Dieu même... Le Sacerdoce Royal de ces pasteurs

1. Comte de Marcellus, « Développements de la proposition faite à la Chambre des Députés le 19 février 1816 par M. le Comte de Marcellus, alors Député de la Gironde, aujourd'hui Pair de France ». Paris, 1824.

2. *Op. cit.*, page 2.

de peuples est comme le sacerdoce divin des pasteurs des âmes consacré par l'onction et l'huile saintes... » On aurait pu se demander si de telles déclarations ne cadraient pas plus exactement avec la monarchie de Louis XIV qu'avec celle de Louis XVIII. « (1) Sans doute, concédait lui aussi M. de Marcellus, *les droits du souverain n'en deviendront ni plus certains ni plus sacrés* », mais, ajoutait-il, « le peuple se rassurera quand il verra la Religion dans toute sa force et toute sa majesté venir à l'appui de ce trône et lui communiquer en quelque sorte sa durée éternelle et son immuable stabilité. Les Français étaient tellement accoutumés à voir le Sacre de leurs Rois ouvrir la carrière de leur règne, que longtemps *ils crurent les droits de la Royauté attachés à la cérémonie de leur couronnement*. Loin de nous sans doute une telle erreur, qui cependant comme tous les préjugés peut nous donner d'utiles leçons... ».

L'auteur de la proposition émettait enfin ce vœu « que les Députés soient les heureux témoins de cette imposante cérémonie, qu'elle termine et récompense les travaux de cette session, que *sans rendre plus sacrés les droits du souverain (bis)* elle ajoute pour notre bonheur à la majesté du diadème et à la force de l'autorité Royale, et que le peuple voyant l'oint du Seigneur dans l'héritier et l'émule de saint Louis et de Louis XII couvre de tout son respect et de tout son amour un trône que la religion de

1. *Op. cit.*, page 3 et suivantes.

ses pères environnera de tout son éclat (1) ».

Quant au lieu du Sacre, M. de Marcellus, éclectique, proposait en dehors de Reims, indifféremment Paris, Saint-Denis ou Chartres. Lui aussi avait vu comme M. de Sales, le danger qui avait échappé à Chateaubriand. Nous le voyons insister même avec une certaine maladresse sur ce que les droits du souverain ne seront ni accrus, ni confirmés par l'acte de Reims ; mais il faut reconnaître qu'il se contente là d'une simple affirmation, sans même un essai de justification.

Comme obéissant à une sorte de mot d'ordre la plupart des innombrables traités qui parurent alors sur le Sacre des Rois de France, contiennent sur ce point essentiellement délicat des affirmations rassurantes. Tous placent hors de la consécration religieuse le fondement de l'autorité royale. Tel M. Le Noble (2) pour qui « Le Droit de la Légimité est indépendant du Sacre. Le droit existe par lui-même et basé sur la loi fondamentale de la nation, il renferme dans sa propre essence sa vie, sa force et sa durée ». Tel M. Lacoïnta (3) qui écrivait : « Les Princes ne sont Princes que par leur naissance ou par leur droit de souveraineté, auquel dans le fond la cérémonie du Sacre n'ajoute rien, puisque l'ordre de leur succession au trône est réglé par la loi sa-

1. *Op. cit.*, page 8.

2. A. Le Noble, *Histoire du Sacre et du couronnement des rois et reines de France*. Paris, 1826 ; introduction, page 7.

3. F. Lacoïnta, *Du Sacre des Rois de France*. Paris, 1825, chap. II, page 23.

lique. » Tel encore M. Leber (1) affirmant : « Jamais l'onction ne fit un roi de France parce qu'elle ne fut jamais pour les Français que la conséquence d'un droit préexistant et indépendant de cette pieuse formalité. » M. Clausel de Coussergues dans son livre bien curieux sur le Sacre (2) partage lui aussi ce point de vue, et est en cela conforme, comme les auteurs précités, à une tradition qui remonte à l'ancien régime, qui était solidement établie depuis longtemps déjà lors du Sacre de Louis XVI, mais qui n'était certes pas admise aux premiers âges de la monarchie. M. Clausel de Coussergues considère, et cette opinion-là lui est personnelle, que « Louis XVIII n'a changé aucun des principes de notre ancienne monarchie et que notre Gouvernement est constitutionnel comme il l'était du temps des anciens Parlements assemblés annuellement sous les deux premières races de nos Rois, comme il l'a été depuis par le consentement nécessaire des Etats-Généraux pour la levée des impôts et comme nous l'avons vu jusqu'à notre temps où l'enregistrement des Parlements devait nécessairement aussi précéder la publication des lois (3) ». Aussi le député de l'Avey-

1. Leber, *Des Cérémonies du Sacre*. Paris, 1825, Introduction, page 9.

2. Clausel de Coussergues, conseiller à la Cour de Cassation, membre de la Chambre des Députés, *Du Sacre des Rois de France et des rapports de cette auguste cérémonie avec la constitution de l'Etat aux différents âges de la monarchie*, chap. XXX, page 380.

3. Clausel de Coussergues, *op. cit.*, chap. XXXIV, page 456.

ron, qui voyait si peu de changements dans le Gouvernement de la France d'après la Révolution, ne considérait-il pas comme nécessaires de profondes transformations à faire en 1825 dans le cérémonial de 1775. Il reconnaissait pourtant que l'article 5 de la Charte, qui instituait la liberté des cultes, était un peu plus large que l'Edit de Nantes, et sentant l'abandon de la formule contre les hérétiques inévitable, proposait de la remplacer par une déclaration solennelle du Roi s'engageant à ne jamais accorder de lettres de grâces aux éditeurs de livres dangereux !!

Cependant cette unanimité des auteurs ne suffisait pas à rassurer l'opinion publique, hostile au pouvoir religieux. Il fallait éviter de donner aux libéraux irrités et chagrins de trop graves prétextes de mécontentement ; il ne fallait surtout pas que le Roi pût aller à Reims sans que l'on sût clairement ou non s'il allait y recevoir une confirmation sacerdotale.

« Les susceptibilités du Peuple et de l'armée qui se souvenait de l'Empire, écrit Dulaure (1), étaient à ménager : le principe de la souveraineté nationale à la vérité était vaincu, mais le principe du Droit Divin était vivement combattu et le moment de son triomphe était encore éloigné : La Révolution et ses idées avaient passé par-dessus les maximes des conciles... » Aussi la commission et M. de Villèle

1. Dulaure et Auguis, *Hist. de la Rev. franç. depuis 1814 jusqu'à 1830*, tome VIII, chap. II, page 42.

se tournèrent-ils vers le clergé, principal bénéficiaire de la cérémonie, et obtinrent-ils de l'archevêques de Reims, Mgr de Latil, une déclaration péremptoire pour répondre « aux provocations de la Presse libérale, à la perfidie de ses questions, à cette demande dans tous ses journaux répétés : si le Sacre allait conférer un droit à la Royauté, s'il initiait le Prince conformément aux anciennes prétentions de l'Eglise (1) ». Après avoir rappelé que toute puissance vient de Dieu et que les Rois doivent être pour les Chrétiens l'image du Tout-Puissant, ce prélat protestait catégoriquement contre la pensée qu'ils vinssent recevoir l'onction sainte pour acquérir ou assurer leurs droits à la couronne. « N'allez pas supposer, disait-il dans son mandement, que nos Rois viennent recevoir l'onction sainte pour acquérir ou assurer *leurs droits* à la Couronne, non, *leurs droits sont plus anciens*, ils les tiennent de l'ordre de leur naissance et de cette *loi immuable qui a fixé la succession au trône de France et à laquelle la Religion attache un devoir de conscience*. C'est en vertu de cette loi que les Rois nous demandent obéissance et fidélité, et c'est afin d'obtenir les grâces nécessaires pour remplir les devoirs que ces droits leur imposent, faire régner la justice et défendre la vérité, qu'ils viennent rendre par leur consécration hommage au Roi des Rois et placer sous sa haute protection leur Royaume ainsi que leur

1: Lubis, *Hist. de la Restauration*, tome VI, livre 17, page 105.

Couronne. Tels sont l'autorité et la majesté des Rois, les principes de l'Eglise Catholique et dans cette grande circonstance il nous a paru convenable, nécessaire de les publier afin de fixer sur une idée aussi intéressante vos idées et vos principes. » Tels étaient peut-être en 1825 les principes de l'Eglise Catholique, mais il aurait été singulièrement téméraire d'affirmer qu'ils avaient toujours été tels. Les prières et de nombreux symboles, que la commission va transformer ou supprimer, établissaient nettement que le clergé *élisait* le Prince, et que jusqu'à cette élection la monarchie était en sommeil (1). Il semble bien que d'ailleurs cette opinion avait été dans les premiers siècles de la monarchie constamment partagée et par le Peuple et par les Princes. « Il est hors de doute que pendant ces huit premiers siècles de la monarchie, nos Princes n'étaient reconnus et proclamés Rois que du jour de leur Sacre (2). » « Considérez, mon fils, disait Philippe le Bel à Louis X, qu'*après* avoir été sacré à Reims vous serez Roi des Francs ». Mais enfin pour le présent le mandement épiscopal réglait définitivement le point délicat, et le « Moniteur » pouvait donner du Sacre sans danger cette jolie définition : les libéraux étant apaisés « le Sacre est pour nos Rois ce que la bénédiction nuptiale est pour les nouveaux époux ».

1. Ce qu'exprimait le symbole : Le Roi dort.

2. Leber, *Des cérémonies du Sacre*, paragr. 5 : *Lever du Roi*, page 166 ; Duc de La Rochefoucauld-Doudeauville : *Mémoires*. Paris, 1863, tome IX, chap. II, page 102, note au Roi.

La commission avait encore de nombreux points à régler. Tout d'abord il ne pouvait plus être question dans un pays où la liberté des cultes était consacrée par la constitution, de « conserver à l'Eglise tous ses privilèges, d'extirper l'hérésie et de soumettre les nations idolâtres ». La suppression de la formule contre les hérétiques, qui datait de saint Louis, s'imposait. On le fit comprendre non sans peine au clergé, qui s'y résigna ainsi qu'à la perte de ses privilèges. Il restait à épurer les prières elles-mêmes, de ce qu'elles contenaient d'imprudentes affirmations des prétentions ecclésiastiques, à sauvegarder la dignité royale. La commission s'y employa. Nous verrons le résultat de ses travaux dans la description de la cérémonie liturgique du Sacre.

D'autres questions qui pour être plus secondaires n'en étaient pas moins importantes préoccupaient fort le Duc de la Rochefoucauld-Doudeauville, ministre de la maison du Roi. Une partie de la Cour et le Dauphin ne voulaient pas de la présence des Députés et des Pairs lors du festin Royal, qui suivrait le Sacre. Le duc écrivit au Roi le 21 avril 1825 : « Voilà six semaines que les Jacobins Blancs et quelques membres du clergé travaillent avec persévérance à empêcher la Députation des Pairs et des Députés de dîner dans la salle du festin, le jour du Sacre. Le Roi ne craint-il pas d'annoncer ainsi qu'il s'isole de la nation, ne craint-il pas que cela nuise à sa popularité, à l'influence qu'il conserve sur l'esprit des Députés ? L'absolutisme triomphe...

Le Roi va donc rester seul, je me trompe : le clergé est admis en grande pompe dans la salle du festin. Son influence est donc la seule régnante. Voilà ce qu'on ne manquera pas de dire. Sire, c'est peut-être dans ce moment la plus grande faute que V. M. puisse commettre et il ne lui appartiendra pas d'en arrêter les conséquences. » M. de Villèle se joignit à ces représentations énergiques et le Roi se rangea à l'avis de ses deux conseillers. Il semble bien que là en effet le Duc de Doudeauville ait empêché le Gouvernement de Charles X de faire une lourde maladresse.

Ailleurs voulant éviter au Roi une posture trop humble devant l'archevêque, attitude qui choquerait, le Duc le sentait fort bien, et les assistants et le peuple, le ministre de la maison du Roi écrivait : « (1) que serait donc aujourd'hui le Roi dans son Royaume si quelqu'un sur la terre avait le droit de lui placer la couronne sur la tête ? Rigoureusement on pourrait donc aussi la placer sur la tête d'un autre ? Pendant dix ans, Louis XVIII s'était beaucoup occupé de son Sacre. Napoléon avait posé lui-même la couronne sur sa tête ; il déplaisait au feu Roi de suivre cet exemple, aussi avait-il trouvé un moyen qui semblait tout concilier : il se présentait à la cérémonie religieuse déjà couvert de la couronne ». On peut là encore admirer la justesse de ce conseil et déplorer que Charles X ne l'ait pas suivi ; il eût

1. Duc de La Rochefoucauld-Doudeauville : *Mémoires*, tome IX, chap. I, page 22, note au Roi du 5 novembre 1824.

gagné en dignité dans la cathédrale de Reims. »

Où aurait lieu le Sacre ? Les magistrats municipaux et quelques députés libéraux pensaient comme M. de Sales, que la cérémonie à Paris aurait un caractère plus national. Déjà, lors du Sacre de Louis XVI, nous rapporte le Marquis de Ségur (1), il avait été question de sacrer le Roi dans la capitale. Mais Reims avait l'avantage d'une antique tradition, sa cathédrale n'avait été souillée par aucune usurpation (2). Une brochure anonyme (3), parue en 1819, annonçait déjà que « le temple de Reims est pour ainsi dire le sanctuaire de la légitimité, ou du moins le lieu d'où on la fait reconnaître au monde entier. » D'ailleurs Mgr de Latil, en revendiquant les privilèges de son Eglise put ajouter un argument décisif : La Sainte Ampoule, « cette fiole d'huile qu'un moine dit avoir été apportée du ciel par un pigeon », ainsi définie par le représentant de la convention, avait été brisée publiquement par Ruhl en 1793 ; mais des fragments en avaient été conservés, et mis ensemble, comme le constatait un procès-verbal de 1819. La Sainte Ampoule était miraculeusement reconstituée, et le « Moniteur » allait bientôt pouvoir annoncer que « l'huile sainte qui coulera sur le front de Charles X sera la même que celle qui depuis Clovis a consacré tous les monarques français. »

1. Marquis de Ségur, *Au couchant de la monarchie* (*Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1909).

2. Notre-Dame de Paris avait vu le Sacre d'Henri d'Angleterre et de Napoléon.

3. *Du Sacre*. Paris, 1819.

Une autre question, bien délicate aussi, était celle d'une promotion de Paris, dont M. de Villèle était d'abord partisan pour briser la résistance du Luxembourg. « L'une des questions les plus embarrassantes était celle-ci : créera-t-on de nouveaux pairs », écrit M. de La Rochefoucauld. Le président du Conseil, qui comptait sur le Sacre pour effacer les mauvaises impressions de la session, n'aurait pas été fâché après avoir consolidé sa majorité à la Chambre, de s'assurer le concours de nouveaux amis à la Chambre Haute ; mais il se heurta aux répugnances du Roi pour un semblable procédé, et à de telles compétitions, qu'il craignit de se faire plus d'ennemis que d'alliés. On abandonna donc cette idée pour se rabattre sur une promotion dans les ordres du Roi ; mais les ambitions pour les cordons et les croix n'étaient pas moins vives que pour les places et M. de Villèle eut beaucoup de peine à faire comprendre à quelques-uns de ses collaborateurs, notamment M. de Peyronnet, que le ministère se devait à lui-même de ne rien solliciter pour lui.

Ainsi le cérémonial était établi, la participation des Chambres arrêtée, le rôle respectif du monarque et du clergé aussi nettement délimité que possible. « Le doyen des maréchaux Moncey fut désigné pour porter au Sacre l'épée du connétable, trois autres maréchaux, Soult, Mortier et Jourdan, les plus anciens après lui, furent appelés à y porter le sceptre, la main de justice et la couronne. C'était renouer autant que

possible la chaîne des temps » (1). « On ôtait ainsi à l'opposition, dit Nettement (2), tout motif sérieux de se plaindre. » 6 millions avaient été votés par les Chambres, pour les dépenses du Sacre ; les travaux de restauration et d'aménagement de la cathédrale activement poussés seraient bientôt terminés. Tout semblait réglé : un seul point restait en suspens quand on partit pour Reims, un seul point mais combien essentiel celui-là pour l'opinion publique d'alors : quelle serait la teneur exacte du serment Royal : La Charte, la loi fondamentale y figurerait-elle expressément et par son nom, ou serait-elle remplacée par ce terme, vague et un peu inquiétant, dont le Roi s'était servi dans son discours du trône : *institutions* ?

1. Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, tome XIV, chap. C, III, page 510.

2. Nettement, *Histoire de la Restauration*, tome VII, livre XVII, page 187.

CHAPITRE IV

LE SERMENT A LA CHARTE

« Une seule chose préoccupe le Roi jusqu'au dernier moment, le mot *Charte* sera-t-il prononcé dans le serment solennel... »

Chancelier PASQUIER, *Mémoires*.

SOMMAIRE. — *Convocation des Chambres. — Le départ du Roi, son arrivée à Reims. — Le discours du cardinal de La Fare. — Le roi est-il décidé à prêter serment à la Charte. — Reims la veille du Sacre. — Les méditations de M. de Chateaubriand.*

Le 26 avril 1825 le Roi adressa à M. Ravez, président de la Chambre des Députés, une lettre close ainsi conçue :

« Monsieur, notre intention étant de nous faire sacrer incessamment dans l'Eglise métropolitaine de notre bonne ville de Reims nous vous faisons cette lettre pour vous dire que notre désir est qu'une grande Députation de la Chambre des Députés des départements se rende le 29^e jour du mois de mai en notre dite bonne ville afin d'assister à cette cérémonie. La présente n'étant à autre fin nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde ». Une lettre semblable fut adressée le 27 à « notre amé et féal le Chancelier de France », président de la Chambre des

Pairs. Des logements étaient en outre préparés à Reims pour cent membres de chacune des deux Chambres qui désireraient assister au Sacre du Roi, quoique ne faisant pas partie des Délégations. Des convocations analogues avaient été envoyées aux grands officiers de la Couronne et de l'Armée, aux premiers Corps de l'Etat, à la Cour de cassation, à la Cour des comptes, aux premiers présidents et procureurs généraux des cours Royales, aux maires des bonnes villes, à un grand nombre d'officiers généraux, à des colonels de la Garde nationale (1)... Toute la France officielle devait se rendre à Reims pour les derniers jours de mai, et le 21 une proclamation du Roi prorogea les Chambres jusqu'au 7 juin.

Le Roi quitta Paris le 24 mai avec son fils pour se rendre à Compiègne, où il resta trois jours au milieu des plaisirs de la chasse, sa distraction favorite, des fêtes et des réceptions (2). Le 27 il alla coucher à Fismes. Le lendemain plusieurs batteries de la garde ayant salué le départ du Roi, les chevaux de son carrosse et ceux de sa suite s'emportèrent. Le Roi et son fils coururent un grand danger pendant quelques instants, mais n'eurent aucun accident ; moins heureux les Ducs d'Aumont et de Damas, les Comtes Curial et de Cossé versèrent, et MM. de Damas et

1. Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, tome XIV, chap. C, III, page 509.

2. Vaulabelle, *Hist. des deux Restaur.*, tome VII, chap. IV, page 140.

Curial furent gravement blessés. Parlant du Comte Curial, la Duchesse d'Abrantès (1) note méchamment: « pour un homme qui avait aussi complètement oublié l'Empire c'était un grand malheur que d'être privé des honneurs du gentilhomme de la Chambre le jour du Sacre ». A midi, Charles X arriva à une lieue et demie de Reims, au village de Tinqueux, où l'attendaient les Ducs d'Orléans et de Bourbon, les officiers de sa maison, les gardes du corps, l'état-major de la Garde Royale, la légion de la Garde nationale à cheval de Paris et une foule de dignitaires et de hauts fonctionnaires, qui prirent place suivant leurs rangs respectifs dans un cortège destiné à encadrer la voiture dite « voiture du Sacre » dans laquelle se trouvaient avec le Roi et le Dauphin, les Ducs d'Orléans et de Bourbon. De Tinqueux à Reims la route n'était qu'un arc de triomphe de verdure et de l'entrée de la ville à la cathédrale les rues recouvertes de sable étaient jonchées de fleurs. Les maisons étaient tendues de tapis et de guirlandes, les spectateurs avides de voir le Roi se pressaient nombreux et enthousiastes. Les acclamations se mêlaient aux sons des musiques militaires et aux salves de l'artillerie. Charles X se rendit à la cathédrale pour y entendre selon l'usage la veille du Sacre les vêpres, le sermon et le Te Deum. Il fut reçu sous le dais par l'archevêque de Reims, assisté de ses suffragants les évêques de Soissons, Beauvais, Châ-

1. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, tome VI, chap. VII, page 166.

lons et Amiens. L'archevêque après lui avoir offert de l'eau bénite le conduisit dans le sanctuaire où l'attendait le cardinal de La Fare « qui trente-six ans auparavant, dit Duvergier de Hauranne (1), à l'ouverture des Etats-Généraux avait prononcé un long sermon sur les devoirs des souverains et les droits du Peuple et qui devait par un singulier retour prêcher sur les devoirs du Peuple et les Droits des souverains ». Le cardinal dans un mouvement de lyrisme exalté s'écriait « ... Le Seigneur daigne contracter avec la maison de France un pacte nouveau ! Disons et répétons que si le sacre de Clovis tira de la barbarie la vaillante nation des Francs pour la conquérir à la foi de Jésus-Christ, aujourd'hui par un redoublement des faveurs de la Providence le Sacre de Charles X va renouveler en quelque sorte cette conquête. Louis-le-Désiré avait recommencé l'ère de la monarchie légitime, Charles-le-Bien-Aimé recommencera celle de la Religion et de la Fidélité. » Le cardinal promettait encore au Roi que « son peuple serait plus que jamais religieux et fidèle », mais certains passages de son discours, comme celui qui commençait par « c'est absolument la condition de l'homme de naître sujet » semblaient s'appliquer plutôt à la monarchie, comme la concevait Bossuet, qu'à la monarchie comme l'avait établie la Charte. Or ce prélat dans sa maladresse avait été jusqu'à attaquer celle-ci dans toutes les parties qui concernaient

1. Duvergier de Hauranne, *Histoire du Gouvernement Parlementaire*, tome VIII, chap. XXXV, page 342.

la religion et la liberté des cultes. Ce prêche fit un très fâcheux effet dans tous les rangs de l'assistance, même ceux des Royalistes et M. de Villèle en fit interdire la reproduction intégrale. Cet incident permit au président du Conseil, de prendre lui-même et de faire prendre au Roi une résolution énergique.

Nous avons vu en effet que si lors du départ du Roi tout était réglé jusque dans les détails un point capital cependant restait en suspens : la Charte figurerait-elle dans le serment Royal ? On avait calmé toutes les appréhensions manifestées par la Presse libérale au point de vue religieux, sur la participation des Chambres, sur le texte des oraisons, mais à cette question ressassée par les différents organes libéraux avant le Sacre : Le Roi jurera-t-il le maintien de la Charte, la presse officielle que nous verrons si prolixie après l'évènement, observait avant un silence prudent. Le *Courrier Français*, du 11 mars 1825, écrivait déjà : « On prétend que la formule du serment qui doit être prononcé au Sacre est devenue l'objet de graves discussions parmi les ministres, il en est dit-on qui voudraient remplacer dans ce serment le mot *Charte* qui est le mot propre par le mot institution, qui ne veut rien dire du tout. » De son côté *Le Constitutionnel* assurait : « Le serment est le sujet de toutes les conversations, il est attendu avec une vive curiosité par tout le monde. » Ce même journal faisait d'ailleurs remarquer que « Le Sacre est subordonné à la Charte en même temps qu'il est

adopté par elle (1) ». Le *Journal du Commerce* assurait sans en être bien certain et pour voir si on lui répondrait « qu'il ne serait point question des institutions du Royaume que la coterie jésuitique n'aurait pas été fâchée de faire revivre (2) ».

Certes comme Roi Charles X dès son avènement avait adhéré à la Charte sans ambiguïté et sans ambages ; mais comme catholique oserait-il prendre devant les autels un engagement, qui répugnerait à sa conscience et auquel le clergé était formellement opposé. Que vu le malheur des temps le Roi tolérât les autres cultes dans le Royaume, on pouvait à la rigueur s'y résigner, mais comme l'écrit Duvergier de Hauranne (3) « que le Roi Très chrétien, le fils aîné de l'Eglise vînt en présence de Dieu sceller un pacte impie, faire profession d'indifférence religieuse et démentir les croyances de toute sa vie, voilà ce qui indignerait, disait-on, tous les honnêtes gens, ce qui mettrait le comble aux maux du Royaume ».

Sur cette question capitale, et qui est une des dates importantes de l'histoire constitutionnelle de la Restauration les historiens sont loin d'être d'accord.

Pour M. Nettement (4), royaliste, « il n'y eut pas un moment de doutes dans l'esprit du Roi, de son mi-

1. *Le Constitutionnel* du 27 mai 1825.

2. *Journal du Commerce* du 3 mai 1825.

3. Duvergier de Hauranne, *op. cit.*, tome VIII, chap. XXXV, page 341.

4. Nettement, *Histoire de la Restauration*, tome VII, livre XVII^e, page 185.

nistre et de l'immense majorité des deux Chambres. » M. Capefigue (1) déclare également : « Je dois dire qu'il n'y eut jamais quant à ce serment la moindre difficulté ». Voilà une thèse qui s'oppose radicalement aux assertions de Duvergier de Hauranne, suivi par Pasquier et Vaulabelle.

Entre ces extrêmes M. de Viel-Castel (2) occupe une position intermédiaire : « S'il faut, écrit-il, s'en rapporter à certains récits ce ne serait pas sans beaucoup d'hésitations, qu'on se serait résigné à insérer dans ce serment le nom de la Charte, qui répugnait au parti ultra-religieux parce qu'il consacrait la liberté des cultes ; on aurait même d'abord décidé qu'elle n'y serait pas nommée et on ne serait revenu sur cette résolution que par suite d'un incident que j'aurai à raconter (3). Tout bien considéré et en pesant les témoignages contradictoires que j'ai pu recueillir, je suis disposé à penser que s'il s'éleva à ce sujet des doutes dans certains esprits, si ce que j'ignore mais ce qui n'a rien d'invraisemblable, des efforts purent être faits par certaines personnes pour amener le Gouvernement à une détermination qui aurait certainement produit le plus fâcheux effet, ces efforts n'eurent pas un moment de succès ».

M. de Vaulabelle (4) pose la question sans la résoudre ; après avoir indiqué l'inquiétude où l'on

1. Capefigue, *Histoire de la Restauration*, tome IX. *Le Sacre*, page 114.

2. Viel-Castel, *op. cit.*, tome XIV, chap. CIII, page 510.

3. Allusion au discours du Cardinal de La Fare.

4. Vaulabelle, *op. cit.*, tome VII, chap. IV, page 142.

était sur ce que ferait le Roi, il ajoute : « Charles X consentirait-il à faire violence à ses préjugés politiques et à ses convictions pieuses pour demeurer fidèle à son rôle de Roi constitutionnel ? » et il conclue sur un point d'interrogation.

Du point de vue opposé M. Duvergier de Hauranne (1) est absolument affirmatif, son opinion est partagée par M. Charléty (2). Le Roi voyait, pour ces auteurs, un compromis fâcheux entre les vraies et les fausses religions dans la liberté des cultes, aussi l'appel du clergé ne l'avait-il pas laissé insensible.

« A ce moment, écrit Duvergier de Hauranne (lors du discours du Cardinal de La Fare) le parti religieux se croyait sûr que le mot de Charte ne serait pas prononcé et le nonce du Pape en avait reçu la promesse... La plupart des historiens que j'ai consultés, ajoute-t-il, affirment que jamais il n'avait été question d'omettre dans le serment le mot Charte. Je crois que c'est une erreur et je tiens de personnes bien informées les détails qui précèdent. J'ai même lieu de penser que ces détails seront pleinement confirmés par les « Mémoires » de M. Pasquier quand il conviendra à sa famille de les publier. » Effectivement, les « Mémoires » de Baron Pasquier (3), parues de longues années après le livre de Duvergier de

1. Duvergier de Hauranne, *op. cit.*, tome VIII, chap. XXXV, page 343.

2. Charléty, *Histoire de France de Lavisse : La Restauration*, livre II, chap. IV, page 235 ;

3. *Mémoires du Chancelier Pasquier*, publié par le Duc D'audiffret-Pasquier. Paris, 1895, tome VI, chap. II, page 39.

Hauranne, sont venues corroborer pleinement ses assertions. On y lit : « Le Roi est décidé au Sacre depuis longtemps. Une seule chose le préoccupe jusqu'au dernier moment, le mot *Charte* sera-t-il prononcé dans le serment solennel... Jusqu'à la veille le Roi paraissait décidé à ne pas prononcer le mot *Charte*. Le clergé l'y poussait fortement et le nonce du Pape en avait à peu près reçu l'assurance... L'effet du discours du Cardinal de La Fare fut si fâcheux... que M. de Villèle supplia S. M. de souffrir que le mot *Charte* fût introduit dans le serment du lendemain. Il a rendu à Charles X en cette occasion un signalé service. »

Comment choisir entre ces différentes thèses ? Nous nous rallions plus volontiers à la seconde, qui vient d'être exposée pour ce motif, qui sans être définitif nous paraît assez probant : Le silence gouvernemental, l'attitude de la presse officielle jusqu'à la célébration du Sacre. Quand on constate combien on avait pris de précautions pour ne pas irriter une opinion susceptible, on ne peut concevoir que, si le Gouvernement était résolument fixé, il eût laissé si longtemps le pays dans une inquiétude que tous les auteurs sont unanimes à signaler. « Si les classes officielles du pays se préoccupaient surtout des cérémonies du Sacre comme d'un spectacle curieux par sa nouveauté, comme d'une de ces rares solennités où la Royauté déploie toutes ses grandeurs et toutes ses pompes, dispense ses faveurs et ses grâces, cette masse de citoyens qui ne connaissent

les Gouvernements que par les charges que ces pouvoirs leur imposent, les classes moyennes surtout attendaient avec une certaine inquiétude l'accomplissement de cette cérémonie (1). » Et c'est pourquoi nous admettons que c'est, comme le raconte le Chancelier Pasquier, lors du discours du Cardinal de La Fare que M. de Villèle exigea et obtint le rétablissement du mot Charte dans le serment que le Roi devait prêter le lendemain.

Charles X après les vêpres se retira dans le palais de l'archevêché et y reçut le chapitre métropolitain ainsi que les autorités de la ville qui, conformément à la tradition lui offrirent des présents consistant en vin de Champagne et en poires de Rousselet. Le même jour, 28 mai, le grand aumônier, Cardinal Prince de Croï avait d'ordre du Roi et selon l'antique usage délivré des prisonniers au nombre de cinquante.

La ville de Reims offrait à la veille du Sacre un bien singulier spectacle. Toute la France officielle était là, ministres, maréchaux de l'Empire, hauts fonctionnaires, ambassadeurs étrangers... Curieuse société où se coudoyaient les descendants des vieilles familles de la monarchie et les vieux chefs de la République. Le Prince de Talleyrand était là boiteux et satisfait ; le Maréchal Jourdan aussi, qui devait porter la couronne de Charlemagne... que de personnages qui vingt ans auparavant avaient assisté à un autre sacre ! Les Pairs et les Députés étaient en foule et encombraient les rues. La France

1. Vulabellé, *op. cit.*, tome VII, chap. IV, p. 141.

nouvelle était représentée par M. Ravez, président de la Chambre. Le Duc de Polignac venait tout exprès de Londres, le Duc Decazes oublié revenait aussi. M. de Montmorrency nouait des intrigues contre le ministère. Le Baron Hyde de Neuville, ambassadeur de France en congé, rencontrait ses collègues étrangers. L'Angleterre avait envoyé au Sacre un ambassadeur extraordinaire, le Duc de Northumberland, qui devait éblouir par son faste jusqu'au Roi de France ! La Russie était représentée par le Prince de Volkonsky, la Prusse par le Général de Zastrow, l'Espagne par le Duc de La Villa-Hermosa, l'Autriche par le Prince d'Esterhazy. Toute la vieille Europe monarchique brillant d'un dernier éclat s'était donné rendez-vous à Reims. Il n'était pas jusqu'aux plus petits Princes Allemands qui n'eussent accrédité des représentants pour cette occasion. Le Maréchal de Lauriston allait et venait affairé. Les nouveaux arrivants se logeaient avec peine...

La jeune littérature était à l'honneur avec M^{lle} Delphine Gay, M. de Lamartine et M. Victor Hugo invités tout spécialement ; M. Charles Nodier accompagnait son ami. La muse des poètes était alors toute royaliste. Ils venaient avec enthousiasme assister à la renaissance de la monarchie ; pendant que M. le Vicomte de Chateaubriand, qu'ils devaient le lendemain rencontrer dans la ville, seul, aigri, écrivait dans sa mansarde ces lignes amères (1) :

1. *Mémoires d'outre-Tombe* (Edit. Garnier), tome IV, pages 303 et suivantes.

« Le Roi arrive après-demain, il sera sacré dimanche 29. Je lui verrai mettre sur la tête une couronne à laquelle personne ne pensait en 1814 lorsque j'élevai la voix. J'ai contribué à lui ouvrir les portes de la France, je lui ai donné des défenseurs en conduisant à bien l'affaire d'Espagne, j'ai fait adopter la Charte et j'ai su retrouver une armée, les deux seules choses avec lesquelles un Roi peut régner au dedans et au dehors : quel rôle m'est réservé au Sacre ? Celui d'un proscrit. Je viens recevoir dans la foule un cordon prodigué que je ne tiens pas même de Charles X... Le Roi tiendra mes mains dans les siennes, il me verra à ses pieds sans être ému quand je prêterai mon serment comme il me voit sans intérêt recommencer mes misères... J'écris cette page de la chambre où je suis oublié au milieu du bruit. J'ai visité ce matin Saint-Rémi et la cathédrale décorée de papier peint... » Dans l'excès de son amertume, l'auteur d'« Atala » allait jusqu'à se comparer à un petit Savoyard venu au Sacre avec sa marmotte, et dont il enviait le sort ! Mais il reprenait bientôt le cours de réflexions plus judicieuses : « Louis XVII et Louis XVIII n'ont point été sacrés ; le Sacre de Charles X vient immédiatement après celui de Louis XVI. Charles X assista au couronnement de son frère, il représentait le Duc de Normandie, Guillaume-le-Conquérant. Sous quels heureux auspices Louis XVI ne montait-il pas au trône ? Comme il était populaire en succédant à Louis XV ! Et pourtant qu'est-il devenu ? Le Sacre actuel sera la représentation d'un Sacre,

non un Sacre : nous verrons le Maréchal Moncey, acteur au sacre de Napoléon, ce maréchal qui jadis célébra dans son armée la mort du tyran Louis XVI, nous le verrons brandir l'épée royale à Reims en qualité de Comte de Flandre ou de Duc d'Aquitaine. A qui cette parade pourrait-elle faire illusion ? Je n'aurais voulu aucune pompe : Le Roi à cheval, l'Eglise nue, ornée seulement de ses vieilles voûtes et de ses vieux tombeaux, les deux Chambres présentes et le serment de fidélité à la Charte prononcé à haute voix sur l'Evangile, c'était ici le renouvellement de la monarchie et de la religion : malheureusement on aime peu la liberté ; encore si on avait eu du moins le goût de la gloire (1) ! »

Peu de gens pouvaient écrire des choses plus dures pour le Gouvernement et la monarchie de Charles X en 1825, que le grand opposant Royaliste et nous verrons que son ressentiment même lui faisait sentir juste. Il est permis de douter que Ministre Chateaubriand eût agi comme loin du pouvoir il écrivait... Mu par une ambition différente, M. le Duc de La Rochefoucauld-Doudeauville voulait que le Sacre de son Roi éblouît l'Europe entière, et surpassât en luxe le dernier couronnement tout récent du Roi d'Angleterre ; et pendant que Chateaubriand méditait, les ouvriers travaillaient fiévreusement aux derniers travaux nécessaires à l'éclat de la fête du lendemain.

1. *Mémoires d'outre-Tombe* (Edit. Garnier), tome IV, pages 305-306.

CHAPITRE V

LE DERNIER SACRE D'UN ROI DE FRANCE (29 Mai 1825)

A. Les Serments Royaux

« Le Roi Très Chrétien et le Roi Constitutionnel devaient se retrouver, ce jour-là, dans le Prince qui se présentait devant le portail de la vieille Eglise de Saint-Rémy. »

NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*.

SOMMAIRE. — *Les préliminaires du Sacre. — Le Roi dort. — La cérémonie commence. — Le serment au Royaume. — Les serments de Louis XVI et de Napoléon. — Les autres serments de Charles X.*

« Pendant la nuit du 28 au 29, écrit M. F. Miel (1), la ville de Reims avait présenté un singulier spectacle, tout y était en mouvement comme en plein jour. Le Dimanche 29 au lever du soleil les personnes invitées à la cérémonie se dirigèrent vers l'Eglise métropolitaine ; les hommes en habit à la française et en uniforme, les femmes en parure de cour avec des barbes pendantes (2) à leur chevelure. Avant 5 heures,

1. F. Miel, *Histoire du Sacre de Charles X*. Paris, 1825, chap. X, page 190.

2. Sortes de dentelles que les femmes mettaient sur leurs cheveux.

les portes latérales étaient assiégées par le public. » La vieille basilique était toute tapissée de velours et de soie, resplendissante de girandoles et de bougies allumées, qui reflétaient leurs feux dans des crépines d'argent. Les portraits de tous les Rois sacrés à Reims décoraient les piliers. « Ces monarques taciturnes du passé venaient assister au Sacre de leur lointain successeur comme pour attester la perpétuité de la monarchie (1). » A 6 heures, les tribunes étaient déjà presque pleines...

Les femmes étaient éblouissantes, si l'on en croit la chronique, particulièrement la Dauphine et Madame, Duchesse de Berry ; la cour toute dorée « semblait revêtue du milliard dont on venait de l'indemniser (2) ». Vers 7 heures le Corps diplomatique avait été introduit, et, changement des temps, on avait pu voir derrière le Nonce du Pape, un orthodoxe Grec, l'Ambassadeur de Russie, un Anglican, de nombreux protestants, Luthériens, ou Calvinistes, un Musulman, l'envoyé de Tunis, un Israélite M. de Rothschild... qui venaient figurer à une cérémonie exclusivement catholique !

Les Députés en frac sombre, collet montant fleurdelisé sont assis sur les gradins à gauche, et contrastent avec les Pairs de France, qui font à droite une tache claire, avec leurs longs manteaux bleu-ciel, doublés feu et leurs panaches à la Henri IV. On dis-

1. Nettement, *op. cit.*, tome 7, livre XVII^e, page 193.

2. Dulaure, *Histoire de la Révolution française*, tome 8, chap. II, page 40.

tingue encore les députés des ordres royaux de saint Louis et de la Légion d'Honneur, les grands cordons du Saint-Esprit, les premiers présidents et les procureurs généraux des cours de Justice, les préfets, les maires, les représentants de l'Université et de l'Institut... Les ministres secrétaires d'Etat prennent place à la droite du fauteuil que le Roi doit occuper. M. de Frayssinous, évêque d'Hermopolis¹ et ministre du Roi, se trouve près de l'autel. Les deux cardinaux assistants, M. de Clermont-Tonnerre et M. de La Fare, arrivent bientôt avec le clergé en corps. Trente évêques prennent place dans le sanctuaire. L'Archevêque de Reims s'avance vers l'autel, et s'assied le visage tourné vers le chœur, dans un fauteuil vis-à-vis le prie-Dieu du Roi pendant qu'on chante quelques litanies.

Un peu avant 8 heures les deux cardinaux assistants, précédés du chapitre, sortent de l'Eglise et vont chercher le Roi dans ses appartements. Celui-ci était avec le Dauphin, le Duc d'Orléans et le Duc de Bourbon. Le cortège étant arrivé à la porte de la chambre, le grand-chantre frappe à la porte : « Que demandez-vous ? » dit à haute voix le grand-chambellan. M. de Clermont-Tonnerre répond : « Charles X que Dieu nous a donné pour Roi ». Les huissiers ouvrent la porte et les deux prélats entrent. Le Roi qui était dans son fauteuil se lève et rend leur salut aux cardinaux.

Il convient de remarquer le changement que la commission a cru devoir apporter ici au commence-

ment même de la cérémonie. Autrefois le Roi était couché sur son lit quand on venait le chercher. Les prêtres le demandaient par trois fois ; aux deux premières demandes le grand-chambellan répondait : « Le Roi dort », réponse symbolique destinée à constater la vacance du pouvoir royal avant la consécration religieuse. Cela exprimait « que le Roi n'est rien tant que les prêtres ne l'ont pas fait quelque chose et que le Roi n'est roi qu'en vertu de l'onction sacrée », comme l'écrit Darmaing (1), rédacteur au « Constitutionnel ». Aussi a-t-on jugé à propos de supprimer toute la partie de ce cérémonial qui aurait paru contraire au mandement de M. de Latil.

Alors les Princes, conduits par le Grand-Maître des cérémonies, se mettent en marche pour l'Eglise. Ils sont vêtus de leurs longs manteaux de velours violet, doublés d'hermine et brodés de fleurs de lis d'or, et portent sur la tête la couronne ducale.

Peu après le Roi arrive à son tour, précédé par le Chapitre, les gardes, les hérauts, le Grand-Maître, le Marquis de Dreux-Brézé, les quatre chevaliers du Saint-Esprit, destinés à porter les offrandes : ce sont le duc de La Vauguyon, qui porte le vin dans un vase d'or. Le Duc de La Rochefoucauld le pain d'argent, le Duc de Luxembourg le pain d'or, le Duc de Gramont, l'aiguière d'or remplie de médailles. Puis vient le Maréchal Moncey, Duc de Conegliano, faisant fonction de connétable et

1. Darmaing, *Relation du Sacre de S. M. Charles X*. Paris, 1825, chap. III, page 52.

tenant à la main son épée nue ; il est suivi par le Duc de Mortemart, le Duc de Bellune, le Maréchal de Lauriston, le Duc de Cossé et le Duc de Polignac.

Voici maintenant le Roi, avec ses deux cardinaux, derrière lui MM. de Rivière et d'Havré de Croï, le Chancelier, le Duc d'Uzès, le Prince de Talleyrand, le Duc d'Aumont...

Le clergé reste à l'entrée de l'Eglise et le cardinal de La Fare y reçoit le Roi en appelant sur sa tête la bénédiction céleste par cette prière : « O Dieu qui savez que le genre humain ne peut subsister par sa propre vertu, accordez votre secours à Charles, votre serviteur, que vous avez mis à la tête de votre peuple afin qu'il puisse lui-même secourir et protéger ceux qui lui sont soumis ».

Le Roi s'avance alors lentement vers l'autel pendant que le prélat consécrateur récite :

« Dieu Tout Puissant qui réglez tout ce qui est au-dessus de nous et qui avez daigné élever au trône votre serviteur Charles, nous vous supplions de le préserver de toute adversité, de le fortifier du don de la paix ecclésiastique et de le faire arriver par votre grâce aux forces d'une paix éternelle ».

Les portes sont alors fermées sur le Roi qui est à ce moment vêtu comme un catéchumène, d'une camisole en toile d'argent. Cet excès de simplicité qui contraste avec le resplendissant archevêque « tout couvert de dorures » (1) déplait à de nombreux

1. *Victor Hugo Reims ; Souvenirs. Rev. de Paris*, 15 octobre 1899.

assistants (1). Le Souverain se place sur son fauteuil. Sur l'autel est développé le manteau Royal. On y voit aussi tous les insignes de la Royauté, derrière on aperçoit les vases, les reliquaires donnés par le Roi et la Couronne Royale en diamants. On achève les petites heures. L'archevêque présente ensuite l'eau bénite au Roi, puis répand « la sainte lustration » sur l'Assemblée et se retire derrière l'autel. Il en revient revêtu de ses ornements Pontificaux, la mitre en tête, apportant le reliquaire de la Sainte Ampoule. Après avoir salué l'autel et le Roi il entonne le « Veni Creator ». A la fin du cantique, le prélat s'avance vers le fauteuil royal. Les deux cardinaux assistants sont près du Roi, portant l'un le livre des Evangiles, l'autre le reliquaire de la vraie croix. L'archevêque prend la relique et la pose sur le livre. A ce moment l'émotion est à son comble, un silence absolu règne dans l'Assemblée, tous les yeux sont fixés sur le Roi, qui assis et couvert, appuie sa main droite sur ces deux objets, et d'une voix ferme et sonore, qui se répercute jusqu'aux plus lointains bas-fonds de l'Eglise, lit distinctement les serments suivants :

SERMENT DU ROYAUME

« EN PRÉSENCE DE DIEU, JE PROMETS A MON PEUPLE DE MAINTENIR ET D'HONORER NOTRE SAINTE RELIGION, COMME IL APPARTIENT AU ROI TRÈS-CHRÉ-

1. Voir Darmaing, *op. cit.*, chap. III, page 57 ; Voir : Miel, *op. cit.*, chap. X, page 203.

TIEN ET AU FILS AINÉ DE L'EGLISE, DE RENDRE BONNE JUSTICE A MES SUJETS ; ENFIN DE GOUVERNER CONFORMÉMENT AUX LOIS DU ROYAUME ET A LA CHARTE CONSTITUTIONNELLE QUE JE JURE D'OBSERVER FIDÈLEMENT. AINSI QUE DIEU ME, SOIT EN AIDE ET SES SAINTS ÉVANGILES. »

« Les mots Charte Constitutionnelle, commente M. F. Miel (1) ont rempli toute l'Eglise, ils ont été prononcés avec l'accent de l'âme et la parole Royale a retenti dans tous les cœurs ». « On a remarqué que S. M. a appuyé d'une manière toute particulière sur les mots Charte Constitutionnelle... » note à son tour Darmaing (2). Sa résolution prise, Charles X avait loyalement exécuté la promesse faite à M. de Villèle.

Pour bien se rendre compte au point de vue des idées constitutionnelles de la place que ce serment doit occuper, il est intéressant de le comparer au serment de Louis XVI, cinquante années auparavant, et à celui de Napoléon à Notre-Dame, le 2 décembre 1804. On verra qu'il occupe une place intermédiaire et somme toute assez honorable entre l'ancienne formule dont l'origine se perd dans le temps, et l'engagement tout imprégné de l'esprit Révolutionnaire et Républicain, si on peut employer ce terme, que prit Napoléon, dont l'empire était alors au berceau. On remarquera que, entre ces

1. Miel, *op. cit.*, chap. XII, page 224.

2. Darmaing. *op. cit.*, chap. III, page 61 note.

deux extrêmes, la Déclaration de Charles X est symboliquement représentative du compromis et de la transition que la monarchie restaurée voulait ménager entre le passé et le présent.

Voici ce que promet Louis XVI le 11 juin 1775 :

« JE PROMETS AU NOM DE JÉSUS-CHRIST AU PEUPLE CHRÉTIEN QUI M'EST SOUMIS :

1^o DE FAIRE CONSERVER EN TOUS TEMPS A L'EGLISE DE DIEU LA PAIX PAR LE PEUPLE CHRÉTIEN ;

2^o D'EMPÊCHER LES PERSONNES DE TOUS RANGS DE COMMETTRE DES RAPINES ET DES INIQUITÉS DE QUELQUE NATURE QU'ELLES SOIENT.

3^o DE FAIRE OBSERVER LA JUSTICE ET LA MISÉRICORDE DANS TOUS LES JUGEMENTS ; AFIN QUE DIEU QUI EST LA SOURCE DE TOUTE CLÉMENTE ET DE LA MISÉRICORDE DAIGNE LA RÉPANDRE SUR VOUS ET SUR MOI AUSSI.

4^o DE M'APPLIQUER SINCÈREMENT ET DE TOUT MON POUVOIR A *exterminer* (1) DE TOUTES LES TERRES SOUMISES A MA JURIDICTION LES HÉRÉTIQUES NOMMÉMENT CONDAMNÉS PAR L'EGLISE. JE CONFIRME PAR SERMENT TOUTES LES CHOSES ÉNONCÉES CI-DESSUS : QU'AINSI DIEU ET SES SAINTS EVANGILES ME SOIENT EN AIDE. »

Aux précédents sacres, avant le serment on demandait aussi au peuple s'il acceptait le Prince pour son Roi : tant que la légitimité n'eut pas subi d'o-

1. Ce verbe a ici le sens du latin : *exterminare* : chasser.

rages, il n'y eut aucun danger à laisser subsister un usage vénérable qui rappelait les antiques libertés Franches ; mais la légitimité de Charles X, quoique chantée par tous les poètes du temps, n'offrait pas cette solidité, aussi la commission crut-elle devoir supprimer cette formalité. Les libéraux le déplo-rèrent. On retrancha de même purement et simplement et à juste titre comme inconciliable avec la Charte, la requête, précédant aussi le serment, qu'adressaient au Roi au nom de l'Eglise les Evêques de Laon et de Beauvais. Elle était ainsi conçue :

« Nous vous demandons de conserver les privilèges canoniques, les Droits et la juridiction dont chacun de nous et les Eglises, qui nous sont confiées, sommes en possession et de vous charger de notre défense comme un Roi le doit dans son Royaume à chaque évêque et à l'Eglise qui est commise à ses soins. »

A quoi le Roi répondait :

« Je promets de conserver à chacun de vous et aux Eglises qui vous sont confiées les privilèges canoniques, les droits et la juridiction dont vous jouissez et de vous protéger et défendre autant que je le pourrai avec le secours de Dieu, comme il est du devoir d'un Roi dans son Royaume de protéger chaque Evêque et l'Eglise qui est commise à ses soins. »

A côté de ces engagements à la fois sévères, naïfs et ingénus, venus tout droit du Moyen Age, à côté de ces promesses qui évoquent un long passé d'histoire religieuse et nationale, considérons le serment de

Napoléon (1). Quel contraste ! Le Sacre lui-même a pu être inspiré des souvenirs de Charlemagne, mais les paroles de l'Empereur respirent la Révolution toute proche encore :

« JE JURE DE MAINTENIR L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE, DE RESPECTER ET DE FAIRE RESPECTER LES LOIS DU CONCORDAT ET DE LA LIBERTÉ DES CULTES, DE RESPECTER ET DE FAIRE RESPECTER L'ÉGALITÉ DES DROITS, LA LIBERTÉ POLITIQUE ET CIVILE, L'IRRÉVOCABILITÉ DES VENTES DE BIENS NATIONAUX, DE NE LEVER AUCUN IMPÔT, DE N'ÉTABLIR AUCUNE TAXE QU'EN VERTU DE LA LOI, DE MAINTENIR L'INSTITUTION DE LA LÉGION D'HONNEUR, DE GOUVERNER DANS LA SEULE VUE DE L'INTÉRÊT, DU BONHEUR ET DE LA GLOIRE DU PEUPLE FRANÇAIS. »

Après le serment au Royaume, Charles X prononça deux autres serments (2). Le premier comme « Chef et Souverain Grand-Maître de l'ordre du Saint-Esprit ».

« NOUS JURONS A DIEU LE CRÉATEUR DE VIVRE ET DE MOURIR EN SA SAINTE FOI ET RELIGION CATHOLIQUE, APOSTOLIQUE ET ROMAINE, DE MAINTENIR L'ORDRE DU SAINT-ESPRIT SANS LE LAISSER DÉCHOIR DE SES ROYALES PRÉROGATIVES, D'OBSERVER LES

1. Voir : F. Masson, *Le Sacre et le couronnement de Napoléon* (Albin Michel, 1907), chap. VI, page 211.

2. La commission avait supprimé le serment contre les duellistes, la répression du duel devant être, conformément à la *Charte*, confiée à une loi.

STATUTS DUDIT ORDRE ET DE LES FAIRE OBSERVER PAR TOUS CEUX QUI Y SONT OU Y SERONT REÇUS, *nous réservant néanmoins de régler les conditions d'admission selon le bien de notre service.* » Cette réserve était conforme à l'esprit de la Charte, elle annulait en fait la disposition des statuts de l'ordre exigeant qu'on fût gentilhomme d'au moins trois races paternelles.

Enfin le second de ces serments « comme chef souverain et Grand-Maître de l'ordre Royal et Militaire de Saint-Louis et de l'ordre Royal de la Légion d'Honneur » réunissait dans un accouplement quelque peu imprévu la jeune institution Impériale et l'ancienne création monarchique.

« NOUS JURONS SOLENNELLEMENT A DIEU DE MAINTENIR A JAMAIS SANS LAISSER DÉCHOIR LEURS GLORIEUSES PRÉROGATIVES L'ORDRE ROYAL ET MILITAIRE DE SAINT-LOUIS ET L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION D'HONNEUR, DE PORTER LES CROIX DES DITS ORDRES ET D'EN FAIRE OBSERVER LES STATUTS, AINSI LE JURONS ET PROMETTONS SUR LA SAINTE CROIX ET LES SAINTS ÉVANGILES. »

Il n'y avait rien dans tout cela où l'on pût trouver à redire, la monarchie restaurée faisait un louable effort pour fondre les institutions diverses et calmer toutes les craintes ; rien que dut désavouer un gouvernement même franchement constitutionnel. Jusqu'ici, on peut considérer avec M. Nettement (1) que

1. Nettement, *op. cit.*, tome VII, livre XVII^e, page 187.

« Charles X ne pouvait faire mieux qu'il ne fit » mais la cérémonie liturgique allait commencer, sous l'œil attentif d'un public plus désireux de constater des innovations, que de retrouver des vestiges d'un passé aboli.

CHAPITRE VI

LE DERNIER SACRE D'UN ROI DE FRANCE

B. La cérémonie liturgique.

« Quels que soient les changements qu'on a fait subir à la cérémonie du Sacre elle ressemble plus encore à l'ancienne cérémonie que le public d'aujourd'hui ne ressemble à celui du passé. »

DARMAING, Rédacteur au *Constitutionnel*.

SOMMAIRE. — *Les modifications des prières. — La bénédiction de l'épée. — La Consécration. — La Tradition des Insignes Royaux, sceptre, main de justice. — Le Couronnement. — L'Intronisation. — Le festin Royal.*

Décrire une cérémonie liturgique est toujours un peu fastidieux, aussi nous devons nous excuser d'entrer quelque peu dans le détail de cette solennité : mais il nous a semblé que, quoique longue elle n'était pas dépourvue d'intérêt. Nous avons repris le texte des prières (1) prononcées à Reims le 29 mai 1825 telles qu'elles ont été publiées (1) et nous avons

1. Voir, pour tout ce chapitre : a) *Cérémonies et Prières du Sacre*, publiées par ordre de l'archev. de Reims, 1825. Paris et Reims ; b) *Cérémonies et prières du Sacre des Rois de France*. Paris, chez Firmin Didot, 1825.

comparé avec les mêmes oraisons du Sacre de 1775 ; nous avons pu ainsi constater quels retranchements, quels remaniements la commission avait fait subir aux textes primitifs. Quand les principales questions avaient été réglées, on avait cru que pour la liturgie elle-même il n'y aurait pas de difficulté, qu'il suffirait d'ouvrir un ancien précis et de le calquer. On ne tarda pas à s'apercevoir de l'erreur où l'on était ; en effet partout dans les prières, dans les invocations se glissaient des allusions à d'anciennes prétentions, parfois mêmes des affirmations, de nombreux archaïsmes... Il fallait donc, sous peine d'illogisme, sous risque de voir la seconde partie de la cérémonie démentir la première, épurer ces textes, les mettre en harmonie avec les conceptions et les institutions nouvelles, afin que l'opinion n'y pût voir rien de blessant. C'est le résultat de ce travail que nous allons exposer maintenant, il nous paraît intéressant parce que significatif : il montre en effet quelles concessions des esprits cultivés et prudents entendaient faire en 1825 aux désirs populaires, et ce qu'ils considéraient comme nécessaire pour que l'opinion fût satisfaite. Cette préoccupation n'était pas nouvelle. Frédéric Masson (1) note que déjà lors du Sacre de Louis XVI on avait singulièrement atténué dans la version française, qu'on pensait devoir être la seule lue, celles des affirmations latines qui paraissaient trop dangereuses.

1. F. Masson, *Le Sacre de Napoléon*, chap. V, page 166.

Les serments prêtés l'archevêque revient à l'autel, où le Roi est conduit par les deux cardinaux assistants. Dépouillé de sa robe blanche le souverain n'est plus revêtu que d'une camisole de satin rouge galonnée d'or et ouverte aux places des onctions, il reste debout pendant que l'archevêque récite l'oraison suivante :

« O Dieu qui êtes l'auteur ineffable du monde, le créateur du genre humain, qui gouvernez les Empires et en êtes le soutien (1), *qui avez choisi dans la race d'Abraham, votre patriarche, votre fidèle ami, un roi qui devait faire le bonheur des siècles à venir, comblez de vos bénédictions par l'intercession de la bienheureuse Vierge Marie, mère de Dieu et de tous les Saints, votre serviteur, notre Roi Charles avec son armée, affermissez-le sur le trône, visitez-le de votre présence comme vous avez visité Moïse dans le buisson ardent, Josué, fils de Navé, dans le combat, Gédéon au milieu d'un champ, Samuel dans le Temple. Envoyez d'en haut sur lui cette rosée de votre bénédiction céleste qui donne la sagesse, cette bénédiction que le Saint Roi David a reçue du ciel en composant ses psaumes ainsi que l'a reçue Salomon son fils. Soyez sa cuirasse contre les armées de ses ennemis, son casque dans l'adversité, son diadème dans la prospérité et son bouclier dans son voyage et dans ses démarches, et faites que ses sujets lui gardent la fidélité, que les grands de son Royaume vivent en*

1. Nous indiquerons en italique les parties qui ont été supprimées en 1825.

paix, qu'ils aiment la Charité, qu'ils s'abstiennent^t de la cupidité, que la justice soit dans leur bouche, qu'ils gardent la vérité, que son peuple nourri de vos bénédictions se multiplie de plus en plus et que, supérieur à ses ennemis il goûte les douceurs de la paix : que celui qui règne avec vous dans la suite des siècles daigne lui accorder cette grâce. »

Le fauteuil du Roi étant apporté à l'autel et placé en face de celui de l'archevêque, le Roi s'assied et quitte sa chaussure. Le grand-Chambellan, le Prince de Talleyrand, s'approche tenant à la main les bottines de velours violet semées de fleurs de lis d'or et les met au monarque (1). Le grand-maître présente ensuite au Dauphin les éperons, que celui-ci fixe et ôte presque aussitôt à son père. Alors le connétable, ou plutôt le Maréchal Moncey qui en fait fonction, après avoir quitté son épée s'avance vers le Roi. Celui-ci monte à l'autel avec l'archevêque. L'épée de Charlemagne y est déposée dans son fourreau de velours violet semé de perles : c'est la fameuse « Joyeuse » dont tant de nos chansons de gestes médiévales ont vanté la gloire !

Le prélat bénissant le glaive prononce l'admirable prière qu'on va lire dont on n'a supprimé que quelques mots, relatifs aux infidèles. Elle est encore pleine de ce sentiment de protection que la Royauté du Moyen Age inspirait aux malheureux, aux déshérités et qui faisait sa force, car elle la puisait dans les fibres mêmes du peuple :

1. F. Miel, *op. cit.*, chap. XII, page 229.

« Exaucez, Seigneur, exaucez nos prières et daignez bénir de votre main cette épée dont votre serviteur Charles veut être ceint, afin qu'elle puisse lui servir à défendre et à protéger les Eglises, les veuves et les orphelins et tous vos serviteurs *contre la méchanceté des infidèles* et pour qu'elle inspire la crainte à quiconque osera tendre des pièges à notre Roi. »

La bénédiction achevée l'archevêque ceint l'épée au Roi et la lui ôte aussitôt, puis, l'ayant tirée du fourreau, il la présente nue au souverain en prononçant des paroles, inspirées du même esprit que celui qui anime la bénédiction précédente :

« Prenez, dit-il, cette épée qui vous est donnée avec la bénédiction du Seigneur, afin que par elle et par la vertu de l'Esprit saint, vous puissiez résister à tous vos ennemis et les vaincre, protéger la Sainte Eglise et défendre le Royaume qui vous est confié. *Prenez, dis-je, de nos mains consacrées par l'autorité des saints apôtres, cette épée dont nous vous avons ceint ainsi qu'on ceint les Rois et qui bénite par notre ministère est destinée de Dieu pour la défense de sa sainte Eglise. Souvenez-vous de celui dont le prophète David a parlé ainsi dans ses psaumes : ô vous qui êtes le fort d'Israël, prenez votre épée et disposez-vous au combat, afin que par son secours vous exerciez la justice, vous brisiez la mâchoire des injustes, que vous protégiez et défendiez la Sainte Eglise de Dieu et ses enfants, que vous n'ayez pas moins d'horreur pour les ennemis secrets du nom chrétien que pour*

ceux qui le sont ouvertement et que vous travailliez à les perdre. Prenez cette épée afin que par son secours vous exerciez la puissance de la justice, que vous protégiez avec bonté les veuves et les orphelins, que vous répariez ce qui a été détruit, que vous conserviez ce qui a été réparé, que vous affermissiez ce qui a été mis dans l'ordre. Ainsi vous couvrant de gloire par la pratique de toutes les vertus et faisant régner la justice vous mériterez de régner avec celui dont vous êtes l'image (1). »

Et pendant que Mgr de Latil met l'épée nue entre les mains du Roi, le chœur chante :

« Armez-vous de force et soyez toujours homme de cœur ; gardez les lois du Seigneur, votre Dieu ; marchez dans ses voies, observez ses préceptes, ses ordonnances et ses jugements et que Dieu soit votre appui en quelque circonstance que vous soyez. »

Cependant le Roi debout tient alors l'épée dont il élève la pointe.

« O Dieu, dit alors l'archevêque, vous qui réglez avec sagesse tout ce qui se passe dans le ciel et sur la terre, soyez propice à notre roi ; que toute la force de ses ennemis soit brisée par la vertu de votre glaive spirituel. Combattez pour lui et ils seront entièrement détruits. »

Charles X ayant baisé l'épée, la remet sur l'autel, la reçoit agenouillé, pour la seconde fois, des

1. *Cérémonies et Prières du Sacre*. Paris, 1825 (F. Didot, édit.), pages 44-45.

main du prélat, puis la donne au Maréchal Moncey, pendant que l'oraison continue :

« Jetez, Seigneur, des regards favorables sur votre serviteur Charles qui est ici environné de l'éclat de la Royauté *et comme vous avez béni Abraham, Isaac et Jacob*, daignez-le combler des bénédictions de votre grâce spirituelle et revêtez-le de la plénitude de votre puissance ; *que la rosée du ciel et la graisse de la terre procurent dans ses états une abondance de blé, de vin et d'huile et que par vos divines largesses la terre soit couverte de toutes sortes de fruits pendant de longues années* afin que sous son règne les peuples jouissent de la santé, que la paix règne dans le Royaume, que la splendeur de la puissance Royale éclate dans le palais de nos Rois, *qu'elle brille aux yeux de tous avec la vivacité éblouissante des éclairs*. Faites qu'il soit le puissant protecteur de la patrie, *le consolateur des églises et des saints monastères, qu'ils se ressentent de sa piété et de ses libéralités royales* ; qu'il soit le plus puissant des rois, *qu'il assujettisse les nations rebelles et idolâtres, que sa puissance Royale le rende la terreur de ses ennemis*, qu'il se plaise à répandre des grâces et que toujours aimable et bon pour les grands et les fidèles de son royaume il soit craint et aimé de tous. Enfin qu'il soit digne de gouverner sagement ses états et qu'après un règne glorieux il mérite de jouir de la béatitude éternelle. »

On a ici, on le voit, évité le maintien des demandes de libéralités que l'Eglise ne craignait pas autrefois

d'adresser au souverain (1), on a renoncé à désirer qu'il assujettisse les nations non catholiques, l'Etat de l'Europe de 1825 comme le statut de la France d'après la Charte ne permettant plus ni de telles espérances ni de tels vœux.

Deuxième oraison : « Bénissez, Seigneur, notre Prince et dans la confiance où nous sommes que vous nous l'avez donné pour le bien de votre peuple donnez-lui longue vie, une santé vigoureuse, qu'il arrive à une heureuse vieillesse, enfin au bonheur éternel. »

Troisième oraison : « Que Dieu le père qui règne éternellement soit votre aide et votre protection, que le Tout-Puissant vous bénisse, qu'il exauce vos prières en toutes choses et qu'il vous accorde une longue suite de jours, qu'il affermisse de plus en plus votre trône, qu'il conserve à jamais votre nation et votre peuple, qu'il couvre de confusion vos ennemis, que Jésus-Christ soit sanctifié en vous afin que celui qui vous a donné sur la terre un empire vous donne dans le ciel une récompense éternelle. »

Le Roi reconduit à son fauteuil y reste assis pendant que l'archevêque prépare l'onction : tirant la Sainte-Ampoule de son reliquaire, il en détache une parcelle avec la pointe d'une aiguille d'or, puis en fait la mixtion avec le chrême de l'Eglise. Alors va avoir lieu une des parties essentielles de la cérémonie, celle qui fait du monarque l'oint du Seigneur :

1. Voir Darmaing, *op. cit.*, chap. III, page 69.

LA CONSÉCRATION.

Les deux cardinaux délient les lacets des ouvertures des vêtements du roi, qu'ils conduisent à l'autel. Charles X s'y prosterne si complètement la face contre les coussins, qu'il est couché tout de son long, ainsi que l'archevêque tandis que les deux prélats restent debout à sa gauche. Un sentiment pénible s'empare à ce moment de tous les spectateurs, quelles que soient leurs divergences d'opinions. Nous verrons plus tard les commentaires malveillants auxquels cette attitude a donné lieu (1). « Reconnaît-on l'attitude royale dans un monarque couché à plat ventre ? » s'écrie F. Miel avec indignation.

Les évêques d'Autun et d'Evreux, les archevêques de Besançon et de Bourges s'avancent alors au bas des marches de l'autel, chantant les litanies, pendant que le chœur psalmodie :

« Le Saint-Evêque Rémi ayant reçu du ciel ce précieux baume sanctifia l'illustre race des Français dans les eaux du baptême et les enrichit du don du Saint-Esprit. »

Après le verset : « Ut obsequium servitutis », l'archevêque de Reims se lève mitre en tête et récite debout quelques versets sur le roi prosterné, ajoutant :

« Seigneur qui avez donné à votre peuple le bien-

1. Voir : *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie* (Edit. Nelson), tome II, chap. XLI, page 219 ; Chateaubriand, récit de l'ouvrage précédent, tome II, chap. XLI, page 220 ; Darmaing, chap. III, pages 70 et 90 ; F. Miel, *op. cit.*, chap. XII, pages 234-235.

heureux Rémi pour le ministre de son salut, faites que nous ayons pour intercesseur dans le ciel celui que nous avons eu pour docteur sur la terre. »

Les litanies achevées, l'archevêque sans mitre, debout, après avoir dit le « Pater Noster » récite :

« Accordez, Seigneur, le secours de votre grâce céleste à votre serviteur Charles, afin qu'il vous recherche de tout son cœur et qu'il mérite d'obtenir ce qu'il vous demande humblement. »

« Nous vous supplions, Seigneur, de prévenir nos actes par votre esprit et de les conduire par une assistance particulière de votre grâce afin que toutes nos prières et toutes nos œuvres sortent de vous comme de leur principe et se rattachent à vous comme à leur fin. »

Se replaçant sur son siège le prélat dit encore, assis, sur le roi agenouillé :

« O Dieu qui veillez sur vos peuples par votre puissance et qui régnez sur lui par votre amour, donnez à votre serviteur Charles l'esprit de sagesse et de gouvernement afin qu'en vous demeurant attaché de tout son cœur, il soit toujours capable de régir son Royaume, que sous son règne l'Eglise jouisse d'une pleine tranquillité, que la piété réside dans ses membres afin que persévérant dans les bonnes œuvres il parvienne sous votre conduite au Royaume du ciel. »

L'archevêque continue :

« Que toute équité et toute justice naissent sous son règne : qu'il soit le protecteur de ses amis, le

rempart de ses peuples contre ses ennemis, la consolation des humbles, qu'il réprime les orgueilleux, qu'il soit une leçon pour les riches, qu'il soit charitable envers les pauvres, *qu'il soit le pacificateur des nations étrangères*, qu'il fasse régner la paix et la sûreté parmi ses sujets, *qu'il gouverne avec modération les uns et les autres chacun selon son état* et que comblé de vos grâces il ne donne que des exemples de piété; *que marchant par la voie de la vérité avec le troupeau qui lui est soumis, il amasse avec modération les richesses qui lui sont nécessaires. Donnez-lui, Seigneur, tout ce dont il a besoin non seulement pour la santé du corps mais pour celle de l'âme*, qu'ainsi mettant en vous toutes ses pensées et tous ses desseins il gouverne toujours son peuple avec paix et sagesse, qu'il jouisse par votre secours d'une vie longue et heureuse, que les temps toujours favorables pour lui le conduisent jusqu'à une extrême vieillesse, que délivré des liens de tout péché par les richesses de votre miséricorde et arrivé à la fin de cette vie périssable il mérite de jouir de la récompense du bonheur sans fin et de la société éternelle avec les anges. »

Ici l'influence de M. de Villèle a fait disparaître ce qui paraissait consacrer le droit d'ingérence du Roi dans les affaires des autres pays, droit que même la Sainte-Alliance ne reconnaissait qu'au concert collectif des grandes Puissances. Il n'est plus question non plus de gouverner chacun selon son état, les trois ordres ayant été détruits par la Révolution

et la Charte ayant reconnu la suppression des privilèges, comme le disait le *Constitutionnel*, il n'y avait plus en France, théoriquement du moins, qu'un seul ordre : le Peuple, qui était toute la Nation ; laquelle dit son opinion sur les affaires du pays, aussi n'y a-t-il plus de troupeau soumis qui suive un roi pasteur.

M. de Latil reprit :

« Dieu tout Puissant et éternel qui gouvernez le ciel, qui avez créé la terre, roi des rois, Seigneur des seigneurs, qui réglez le sort des anges et des hommes, *qui avez fait triompher de ses ennemis Abraham votre fidèle serviteur, qui avez fait remporter un grand nombre de victoires à Moïse et à Josué, les chefs de votre peuple, qui avez tiré de l'obscurité David pour l'élever au trône, qui l'avez délivré de la gueule du lion, qui l'avez fait sortir vainqueur du combat avec Goliath, échappé du glaive de Saül et l'avez délivré de tous ses ennemis, qui avez enrichi Salomon du don de la sagesse et l'avez fait régner en paix*, écoutez nos très humbles prières et répandez vos abondantes bénédictions sur votre serviteur Charles, notre Roi, *que nous élisons pour Roi de ce Royaume au milieu des prières que nous vous adressons afin que doué de la fidélité constante d'Abraham, de la douceur de Moïse, de la force de Josué, de l'humilité de David et orné de la sagesse de Salomon il vous complaise en toutes choses, qu'il marche d'un pas ferme et sûr dans le sentier de la sagesse, qu'il pourvoie aux besoins des Eglises de son royaume, qu'il en soit le*

moniteur et le défenseur, que par votre puissance il gouverne ses états avec toute l'autorité royale, qu'il réprime tous ses ennemis visibles et invisibles et qu'il n'abandonne point ses droits sur les royaumes des Saxons, et des peuples du Nord, et des Cimbres et que jouissant de l'amour dont il est digne il affermisse et gouverne en paix par votre grâce le trône de ses pères pendant une longue suite de jours, que toujours muni du casque et du bouclier de votre protection et tout environné des armes célestes il triomphe heureusement et selon nos souhaits de tous ses ennemis, que sa puissance inspire de la terreur aux infidèles, que par ses vertus qui l'accompagneront dans les combats il recueille avec joie les fruits de la paix. Honorez-le de bénédictions abondantes et répandez sur lui l'onction du Saint-Esprit. »

Ce disant l'archevêque sur son siège, mitre en tête, prend le baume et sacre le monarque, agenouillé en sept parties du corps : sur le sommet de la tête, la poitrine, entre les deux épaules, sur l'épaule droite, sur celle de gauche, aux plis des bras droit et gauche, prononçant à chaque onction, en faisant le signe de la croix : « *Ungo te in regem de oleo sanctificato in nomine Patris et Filii et Spiritus sancti* » pendant que le chœur chante : « Le prêtre Zadoch et le prophète Nathan sacrèrent Salomon dans Sion et s'approchant de lui ils lui dirent avec joie : « Vive le Roi éternellement. »

Le seul changement notable apporté ici est la suppression de la formule de l'élection du Roi par

le clergé, qui était indispensable. A côté de ce point l'abandon des droits du roi sur le pays des Saxons et des Cimbres, c'est-à-dire sur l'Angleterre (1), était tout à fait secondaire et l'opinion française comme le monarque anglais s'en inquiétaient fort peu.

La fin de la consécration est remplie par des prières, qui n'ont subi en 1825 presque aucune modification, et qui, donnant au roi de France une sorte de caractère ecclésiastique, en font « l'évêque du dehors » dont parlent nos vieilles chroniques :

« O Christ sacrez vous-même ce Roi pour le gouvernement ainsi que vous avez sacré les prêtres, les rois, les martyrs, qui par la foi ont subjugué des royaumes, ont accompli les devoirs de la Justice, ont reçu l'effet des promesses ; que cette onction sacrée se répande sur sa tête, qu'elle pénètre jusque dans son âme et dans le fond de son cœur et qu'il mérite d'avoir part aux promesses dont les rois fameux par leurs victoires ont vu en eux l'accomplissement en sorte qu'il règne heureusement dans le siècle présent et qu'il soit admis dans leur société dans le royaume des cieux. Nous vous le demandons par Notre Seigneur Jésus-Christ *qui a été sacré d'une huile de joie d'une manière plus excellente que tous ceux qui participent à sa gloire et qui par la vertu de sa croix a vaincu les puissances de l'air, a détruit l'enfer, triomphé de l'empire du démon et est monté*

1. Les Rois de France prétendaient à des droits sur l'Angleterre depuis l'élection de Louis d'outre-mer comme roi de ce pays.

vainqueur aux cieux à qui appartiennent la victoire, la gloire, la puissance. »

Deuxième oraison : « O Dieu qui êtes la force des élus, qui au commencement du monde avez voulu punir par les eaux du déluge les crimes des hommes et qui avez fait connaître par une colombe portant un rameau d'olivier que vous rendiez la paix à la terre, qui avez sacré prêtre votre serviteur Aaron par le moyen de l'huile sainte, qui par cette même onction avez établi les prêtres, les rois, les prophètes pour gouverner le peuple d'Israël, qui avez prédit par la bouche prophétique de David, votre serviteur, que toute la face de votre Eglise serait resplendissante par une telle onction ! Nous vous supplions, Dieu Tout Puissant, de sanctifier par votre bénédiction et par l'effet de cette huile sainte votre serviteur ici présent : faites que participant à la douceur de la colombe, il donne la paix à tout le peuple qui lui est confié, qu'il imite avec soin les exemples d'Aaron dans le service du Seigneur, qu'il monte sur le trône assisté dans ses jugements des conseils de la science et de l'équité, que par votre bénédiction et l'onction de cette huile sainte la satisfaction et la joie éclatent toujours sur son visage aux yeux de tout son peuple.

« Que Notre Seigneur Jésus-Christ, le fils de Dieu, répande sur votre tête par l'effusion de cette huile sainte la bénédiction du Saint-Esprit et qu'il en pénètre votre cœur afin que par ce don visible et sensible vous méritiez d'avoir part aux biens invisibles et qu'après avoir gouverné avec une juste

modération un royaume temporel vous méritiez de régner avec celui qui seul, le roi des rois, vit sans péché et est glorifié avec Dieu le Père. »

A ce moment l'archevêque, faisant deux nouvelles onctions aux paumes des mains de Charles X prononce cette dernière prière :

« O Dieu, qui êtes la gloire des justes et qui faites miséricorde aux pécheurs, qui avez envoyé votre fils pour racheter le genre humain par son précieux sang, qui terminez les guerres en combattant pour ceux qui espèrent en vous et qui tenez sous l'empire de votre volonté toute la puissance des Rois ! nous vous supplions humblement de bénir sur ce trône votre serviteur Charles ici présent, qui met toute sa confiance dans votre bonté et de lui être propice. Et puisque votre protection est l'objet de ses vœux faites qu'il soit supérieur à tous ses ennemis, qu'il en soit le vainqueur et que le bonheur l'accompagne. Couronnez-le de la couronne de justice et de sainteté, afin que plein de foi en vous de tout son cœur et de toute son âme il vous serve fidèlement, qu'il défende votre Sainte-Eglise *et qu'il la mette au-dessus de tout*, qu'il conduise avec équité le peuple que vous lui avez confié et qu'à l'abri de toute adversité, il lui enseigne à pratiquer la justice. Enflammez son cœur de l'amour de votre grâce par l'effet de cette huile sainte et qu'après avoir régné comme les meilleurs rois pendant le cours des années que vous avez réglé il mérite d'arriver aux joies éternelles. »

TRADITION DES INSIGNES ROYAUX.

On apporte ensuite une paire de gants sur un plat de vermeil : il y a là un des souvenirs les plus nets de l'ancienne Chevalerie ; le prélat les bénit en ces termes :

« Dieu Tout Puissant qui avez donné à l'homme créé à votre image des mains *et dont les doigts sont propres à divers usages comme un organe de discernement pour bien agir*, que nous avons voulu que l'on conserva sans taches afin qu'elles pussent porter pour ainsi dire une âme toujours digne de Dieu et qu'elles servissent d'instrument à la célébration de vos saints mystères, daignez bénir ces vêtements qui servent à couvrir les mains, afin que les Rois qui voudraient en faire usage ne montrent que des œuvres pures tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. »

L'archevêque met ensuite les gants aux mains du Roi en disant :

« Environnez, Seigneur, les mains de Charles votre serviteur de toute la pureté de l'homme nouveau qui est descendu du ciel, afin que comme Jacob votre bien-aimé reçut la bénédiction paternelle, de même ce Roi mérite d'obtenir la bénédiction de votre grâce. »

BÉNÉDICTION DE L'ANNEAU.

Il y avait aussi sur le plat de vermeil un anneau d'or, symbolisant le mariage mystique que contractait le Roi avec la France.

« O Dieu, qui êtes le principe et la fin de toute créature, répandez votre bénédiction sur cet anneau, daignez le bénir et le sanctifier afin qu'étant le signe représentatif des honneurs de votre serviteur il le soit aussi de ses vertus, qu'il ait toujours l'esprit de discernement, qu'il brille toujours des splendeurs de la vraie foi. »

M. de Latil passe l'anneau ainsi béni au 4^e doigt du monarque en ajoutant :

« Recevez cet anneau qui est le signe de la foi et de votre dignité royale, la marque de votre puissance afin que par votre secours vous triomphiez de vos ennemis, *vous détruisiez l'hérésie*, vous teniez vos sujets dans l'union et demeuriez persévéramment attaché à la foi catholique. »

TRADITION DU SCEPTRE.

Vint alors la tradition du Sceptre de Charlemagne, hante d'or surmontée du portrait de cet Empereur. L'ayant pris sur l'autel l'archevêque le met dans la main droite de Charles X en prononçant ces paroles : « Recevez ce sceptre qui est la marque de la puissance royale *appelé sceptre de droiture et règle de vertu* pour vous bien conduire et vous-même et la Sainte-Eglise et le peuple chrétien qui vous est confié ; pour la défendre des méchants par votre autorité Royale, pour corriger les pervers, pour pacifier les bons et les aider à marcher dans les sentiers de la justice afin que par le secours de celui dont le règne et la gloire s'étendent dans tous les siècles vous

passiez d'un royaume temporel à un royaume éternel. »

Ayant ôté sa mitre il dit encore :

« Dieu Tout-Puissant, qui êtes la source de tous les biens, l'auteur des progrès qu'on fait dans la vertu, faites que votre serviteur Charles use avec sagesse de sa dignité. Donnez-lui la force nécessaire pour soutenir l'honneur de la royauté dont vous lui avez fait part, faites-le respecter *plus que tous les rois de la terre*. Comblez-le de vos bénédictions, affermissez-le sur son trône, accordez-lui une longue vie, que la justice fleurisse sous son règne et qu'il soit couvert de gloire et comblé de joie dans le règne éternel. »

TRADITION DE LA MAIN DE JUSTICE.

Charles X la reçoit du prélat dans la main gauche, en écoutant cette prière où tout le Moyen âge imagé et pieux exposait sa conception de la monarchie contemporaine de Louis VII.

« Recevez ce sceptre de vertu et d'équité, qu'il vous apprenne à *user de douceur envers les gens de bien, à vous faire craindre des méchants*, à remettre dans le droit chemin ceux qui s'égarent, à tendre la main à ceux qui sont tombés, à confondre les orgueilleux, à relever les humbles afin que Jésus-Christ Notre Seigneur vous ouvre la porte du ciel, lui qui a dit de lui-même : « je suis la porte si quelqu'un entre par moi, il sera sauvé » ; *qu'il vous secoure lui-même qui est la clef de David, le sceptre de la maison*

d'Israël, qui ouvre et personne ne ferme, qui ferme et personne n'ouvre, qui tire de prison le captif assis dans les ténèbres et l'ombre de la mort afin que vous méritiez de suivre en toutes choses celui dont le prophète David a parlé en ces termes : « Votre trône, ô Dieu, est un trône éternel et le sceptre de votre empire est un sceptre d'équité » et que vous imitiez celui qui dit : « Parce que vous avez aimé la justice et haï l'iniquité, Dieu vous a sacré d'une huile de joie » à l'exemple de celui que Dieu avait sacré avant tous les saints d'une manière plus excellente que tous ceux qui participent à sa gloire, savoir Notre Seigneur Jésus-Christ ».

COURONNEMENT.

Le Roi s'assied, le Chancelier vient prendre ses ordres et invite le Dauphin, les ducs d'Orléans et de Bourbon à s'approcher. L'archevêque prenant la couronne de Charlemagne la maintient au-dessus de la tête de Charles X et les Princes portent la main pour la soutenir, remplaçant les douze Pairs aux comtés et duchés archaïques, qu'on a jugé préférable de supprimer. M. de Latil ne tenant plus la couronne que de la main gauche la bénit de la droite en disant :

« Que Dieu vous couronne de la couronne de gloire et de justice : qu'il vous arme de force et de courage, afin qu'étant béni par nos mains, plein de foi et de bonnes œuvres vous arriviez à la couronne du règne éternel. »

Puis il pose seul le diadème sur la tête du monarque en ajoutant :

« Recevez la couronne de votre royaume au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit afin que rejetant les prestiges de l'ancien ennemi des hommes et vous gardant de la contagion de tous les vices vous soyez si zélé pour la justice, si accessible à la compassion et si équitable dans tous vos jugements que vous méritiez de recevoir de Notre Seigneur Jésus-Christ la couronne du règne éternel dans la société des saints. Recevez donc cette couronne et faites qu'elle porte les marques glorieuses et honorables de votre piété et de votre courage *et sachez que c'est par elle que vous participez à notre ministère et que de même qu'on nous regarde comme les pasteurs et les conducteurs des âmes dans les choses spirituelles, de même vous prenez notre défense contre les ennemis de l'Eglise, que par le ministère de notre bénédiction et tandis que nous faisons en cette partie la fonction des apôtres et de tous les saints au milieu de nos cantiques, vous montriez le protecteur et le ministre fidèle du royaume qui est confié à vos soins afin que orné de toutes les vertus et couronné de la couronne du bonheur éternel vous régniez glorieusement avec Jésus-Christ notre Rédempteur et notre Sauveur dont on vous regarde comme le lieutenant : lui qui étant Dieu vit et règne dans les siècles des siècles. »*

INTRONISATION.

Le couronnement achevé, l'archevêque soulevant le Roi le conduit à son trône. Des cris de « Vive le Roi » partent de tous côtés, on doit suspendre un instant la cérémonie. « Quel contraste frappant, écrit Darmaing (1), que ce même roi qu'on voyait tout à l'heure dans un état d'humilité et de soumission, couché entre deux cardinaux debout, apparaissant tout à coup dans toute la splendeur souveraine, revêtu de ses habits royaux, tenant le sceptre et la main de Justice et dominant tout ce qui l'environne... On éprouve une satisfaction intérieure en voyant la royauté échappée en quelque sorte à la domination sacerdotale et remise enfin à sa place ! ».

Arrivé devant le fauteuil le Roi s'arrête sans s'y asseoir pendant que le consécrateur récite :

« Demeurez ferme et montrez-vous dans la place que vous avez occupée jusqu'ici comme ayant succédé à vos pères et qui vous a été transmise par droit d'héritage par l'autorité de Dieu Tout Puissant et dont nous vous mettons en possession nous et tous les évêques et tous les serviteurs de Dieu et comme vous voyez le clergé plus près des saints autels que le reste des fidèles aussi vous devez avoir plus d'attention à le maintenir dans la place la plus honorable en tous lieux convenables afin que le médiateur de Dieu et

1. Darmaing, *Relat. du Sacre de S. M. Charles X*, chap. III, page 90.

des hommes vous établisse le médiateur du clergé et du peuple. »

Deuxième oraison : « O Dieu qui avez affermi les mains victorieuses de Moïse dans la prière, lui qui quoiqu'avancé en âge n'en était pas moins infatigable dans le combat afin qu'après avoir vaincu l'injuste Amalécite, après avoir subjugué des nations profanes et exterminé les étrangers il rendit votre peuple possesseur d'une vaste étendue de pays, exaucez nos prières et affermissez l'ouvrage de nos mains. Père saint nous avons pour intercesseur auprès de vous Jésus-Christ notre sauveur, qui a étendu pour nous ses mains sur la croix. C'est par lui que nous vous supplions d'anéantir l'impiété de tous ses ennemis. Faites grand Dieu que votre peuple libre de toute crainte apprenne à ne craindre que vous seul. »

Puis l'archevêque, après avoir fait à Charles X une profonde révérence, le baise sur la joue et crie par trois fois « *vivat rex in æternum* ». Le Dauphin et les Princes s'approchent du roi et en reçoivent l'accolade, en criant : Vive le Roi. Les acclamations éclatent de toutes parts. Les portes de la cathédrale sont enfin ouvertes, un flot de peuple s'y précipite. L'artillerie tonne sur les remparts, les cloches « jubilent », on lâche un grand nombre d'oiseaux, symboles des antiques libertés des Francs et de la délivrance des prisonniers, qui s'en vont perdus dans l'encens, heurter les hauts piliers, et les voûtes. L'enthousiasme est à son comble, des hérauts d'armes jettent à la foule des médailles du sacre en argent...

Quand tout est un peu calmé a lieu la messe du Sacre, on y chante le « *Domine salvum fac regem* », le Roi se confesse et communie (1) ; et bientôt se retire dans ses appartements... La cathédrale sera déserte dans quelques jours, son parvis ne retentira plus des acclamations populaires. On va reléguer dans les combles le grand tapis fleurdelisé sur lequel ont marché le Roi et tous les dignitaires ; il n'en sortira plus : Le dernier Sacre d'un Roi de France est fini...

Retiré à l'archevêché, Charles X dut recevoir le Cardinal de Clermont-Tonnerre, à la tête du clergé, qui lui fit un discours, où il affirmait : « l'auguste cérémonie du Sacre a répandu la joie et le bonheur dans tous les cœurs français. Elle est encore le *triomphe de la Religion* ». Parole imprudente ; c'est bien ce qu'allait reprocher l'opinion.

Le soir eut lieu dans la grande salle de l'archevêché, décorée dans le goût gothique, et ornée de tous les portraits des souverains sacrés à Reims, comme des archevêques qui les avaient couronnés, le dîner ou festin Royal.

Comme l'avait désiré M. de la Rochefoucauld, les Pairs et les Députés étaient là. La table du Roi était dressée devant le trône. De chaque côté de la salle il y en avait quatre autres : à droite celle des Ambassadeurs, puis celle des Pairs, à gauche celle des grands officiers de la Couronne, puis celle des Députés. Au bas de la pièce une dernière table était

1. Sous les deux espèces par un privilège de la maison Royale de France.

réservée aux ecclésiastiques. « Jamais, dit un contemporain, F. Miel (1), cérémonie semblable n'eut plus de vraie dignité... c'était la première fois que le peuple français voyait s'asseoir à côté de son Roi les dépositaires de sa liberté légale... c'était une fête de la grande famille, une véritable fête de la France. »

Tout le monde ne pensait pas ainsi, chez les ultras du moins, et comme le Baron Méchin, Député de l'Aisne et membre de l'opposition constitutionnelle exprimait à son voisin le plaisir qu'il éprouvait à voir les Pairs de France et les Députés assis et couverts devant le Roi, comme à une sorte de repas de famille, « Quant à moi, lui répondit le Député du côté droit, ce spectacle me déplait et me choque, c'est beaucoup trop Républicain ! »

1. F. Miel, *Hist. du Sacre*, chap. XIII, pages 289-290.

CHAPITRE VII

LA TRÊVE DU SACRE

« Ce furent les jours fériés de la royauté de Charles X. »

A. de LAMARTINE.

« On y vit des titres nouveaux embrassés par la monarchie avec autant d'amour que s'ils avaient été écrits sur l'écu des croisades, on y vit des titres monarchiques accueillis par la Nation avec une tendre reconnaissance... »

Journal Historique du Sacre, 1827.

SOMMAIRE. — *Réception des chevaliers des ordres. — Le toucher des écrouelles. — Revue des troupes, fêtes. — Les divers organes de la Presse et le serment Royal. — Attitude des différents partis. — Les poètes et le sacre. — La trêve du sacre.*

Le lendemain 30 mai le Roi reçut le nonce et le Corps diplomatique. On dit que le compliment de l'envoyé romain, mécontent du serment à la Charte, sonnait un peu faux. La réponse du souverain fut pleine d'humilité chrétienne : « j'espère, dit-il, que Dieu bénira mes efforts ».

Le même jour, eut lieu l'après-midi, pour la première fois depuis la Révolution et le retour des Princes en 1814 la réception des chevaliers des ordres, réception qui ne peut avoir lieu qu'après le Sacre.

Le Dauphin reçut d'abord au nom du Roi les chevaliers de l'ordre de Saint-Michel. Ensuite on célébra la grande cérémonie de l'ordre du Saint-Esprit présidée par le roi dans la cathédrale décorée comme la veille. Les chevaliers étaient revêtus du grand manteau avec le Saint-Esprit en paillettes d'argent sur l'épaule gauche, du grand collier et de la toque couverte de plumes blanches. Charles X était éblouissant, en velours noir semé de flammes rouges.. Il était accompagné du Dauphin, des ducs d'Orléans et de Bourbon, du commandeur grand prévôt et d'une foule de dignitaires. Les 38 chevaliers firent leur entrée dans l'église sur deux colonnes égales en nombre et qui se déployèrent à droite et à gauche de l'autel. On y trouvait les plus vieux noms de la monarchie et de l'émigration comme les maréchaux ralliés à Louis XVIII, des hommes nouveaux comme M. Decazes... C'était l'œuvre des premières années de la Restauration. La composition des deux groupes était la suivante :

Colonne de Droite.

Vicomte de Chateaubriand.
 Duc de San Carlos.
 Prince de Castel-Cicala.
 Vicomte Lainé.
 Marquis de Caraman.
 Marquis Dessolle.
 Maréchal marquis de Vio-
 ménil.
 Duc d'Avaray.
 Maréchal Duc de Raguse.
 Maréchal Duc de Tarente.

Colonne de Gauche.

Marquis de Talaru.
 Duc de Doudeauville.
 Comte de Villèle.
 Maréchal marquis de Lauriston.
 Comte Ch. de Damas.
 Baron Pasquier.
 Duc de Blacas d'Aulps.
 Marquis de Rivière.
 Marquis de La Tour-Maubourg.

Maréchal Duc de Cone-	Duc Decazes.
gliano.	Maréchal Duc de Reggio
Duc de Lévis.	Duc de Dalberg.
Duc de Duras.	Prince de Poix.
Duc d'Aumont.	Duc de Grammont.
Duc de Luxembourg	Prince de Talleyrand.
Prince de Hohenlohe.	Duc de la Rochefoucauld.
Duc de La Vauguyon.	

On peut dire que la cérémonie se passa tout entière en salutations et en révérences. Les réceptions eurent lieu ainsi : le héraut de l'ordre appelait deux récipiendaires de chaque colonne, et ces quatre chevaliers rangés de front saluaient l'autel puis le souverain, devant lequel ils s'agenouillaient et posant la main droite sur le livre des Evangiles, ouvert sur les genoux de Charles X, ils prêtaient serment ; chacun d'eux recevait alors de la main du monarque le cordon bleu en bandoulière, puis le collier de l'ordre en sautoir, ainsi qu'un livre d'heures et un dixain.

Le principal intérêt de cette gothique représentation fut la rencontre toute accidentelle de MM. de Villèle et de Chateaubriand, mortellement brouillés, depuis le renvoi de ce dernier du ministère. Le retour au pouvoir était l'ardente envie de l'ancien ministre des Affaires étrangères ; et le matin même, un de ses amis, l'archevêque de Paris, M. de Quelen, avait parlé de lui au roi. « Ceux qui ne veulent pas de moi, je les laisse » avait répondu Charles X. « — Mais, Sire, M. de Chateaubriand ? » « — Oh ! celui-là je le regrette. » Mais l'archevêque ayant négligé de rapporter ce propos au vicomte, celui-ci resta froid et compassé, quand Charles X, qui s'attendait à quelque

remerciement, lui dit en souriant, comme il parvenait avec peine à ôter ses gants pour prendre les mains du récipiendaire : « Chat ganté ne prend pas de souris .» Or, M. de Villèle et M. de Chateaubriand, ces derniers venus dans la promotion, étant côte à côte le rapprochement involontaire amusa tout le monde et s'il faut en croire Victor Hugo (1) « celui des deux qui sembla supporter la rencontre le plus fièrement fut M. de Villèle. M. de Chateaubriand parut maussade et impatient que le tête-à-tête finît. M. de Villèle au contraire triomphant, président du Conseil, eut l'air parfaitement à l'aise. On n'eût pas dit qu'il connaissait son voisin ; il le regardait sans le voir avec l'indifférence profonde et le dédain bien naturel d'un homme qui a un portefeuille pour un homme qui n'a que du génie. »

Après la cérémonie le Roi tint suivant l'usage un chapitre de l'ordre. Par ordonnances précédentes le Duc de Chartres, fils aîné du Duc d'Orléans, M. de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, et M. de Latil, archevêque de Reims avaient reçu le Saint-Esprit. Le Roi nomma cette fois vingt et un chevaliers-commandeurs et dans cette promotion si l'ancienne noblesse recevait le prix de sa fidélité, la nouvelle avait aussi sa part des récompenses, et la bourgeoisie censitaire elle-même était à l'honneur en M. Ravez, président de la Chambre.

La liste comprit : les Ducs d'Uzès, de Chevreuse,

1. *Vict. Hugo raconté par un témoin* (Edition Nelson), tome II, chap. XLI, pages 221-222.

Brissac, Mortemart Fitz-James, Lorges, Polignac, Maillé, Castries, Narbonne, Maréchal Comte Jourdan, Maréchal Duc de Trévise, Maréchal Duc de Dalmatie, Marquis de la Suze Brézé, de Pastoret, Comte de La Ferronnays, Vicomte d'Agoult, Marquis d'Autichamp, M. Ravez, Comte Just de Noailles.

Le 31 mai au matin le Roi se rendit à l'hôpital Saint-Marcoul pour toucher les scrofuleux, comme le voulait l'ancienne coutume. On avait hésité sur le rétablissement de celle-ci, et quelque temps avant le sacre, M. Lapointa (1) avait cru pouvoir annoncer qu'elle serait supprimée. Quand une tradition a été interrompue plus de cinquante ans, on la discute, on en recherche l'origine et si le sacre pouvait être considéré comme le renouvellement d'un pacte d'alliance entre un monarque constitutionnel et un peuple libre, il était bien évident qu'ici la tradition remontait et se rattachait à « l'idée d'une royauté en communication directe avec la divinité, investie d'attributions surnaturelles, affranchie de tout contrôle humain (2) ». On avait longtemps craint les ironies du *Constitutionnel*, avant de se décider. Pendant ce temps le *Drapeau Blanc* à tout hasard comparait les détracteurs de toutes les manifestations religieuses « à la hyène qui sort la nuit pour chercher un cadavre qu'elle puisse dévorer ! » et s'indignait à la pensée qu'on put refuser

1. F. Lapointa, *Du Sacre des Rois de France*, Paris, 1835, chap. XXIV, page 133, note.

2. Duvergier de Hauranne, *op. cit.*, tome VIII, chap. XXXV, page 350.

au Roi la faculté réelle de guérir les écrouelles ; il ne craignait pas de soutenir « qu'en vertu d'une délégation suprême le don des effets surnaturels était communiqué au monarque pénétré de l'esprit de la Royauté ! » Finalement les préférences du Roi, pour tout ce qui rappelait la France d'autrefois l'avaient emporté et Charles X s'en vint toucher les malades. Elle était bien belle autrefois cette manifestation de la sollicitude royale pour les malheureux, au milieu d'un peuple en prières et regardant passer saint Louis ; sous Charles X elle étonna ; l'ambiance manquait. De longues théories de scrofuleux attendaient le passage de Louis XIV, agenouillées en plein air. Il en avait touché 2,500, Louis XV 2,000, Louis XVI encore 2.400. Mais les temps sont changés, Charles X sans doute va toucher aussi « mais à huis clos dans les salles de l'hôpital, en présence de quelques curieux ; 121 malades seulement s'agenouilleront sur son passage », écrit M. Maurice Renard (1). Le monarque prononça la vieille formule : « Le Roi te touche, Dieu te guérisse » et en partant adressa à ces déshérités ces nobles paroles : « Mes chers amis, je vous ai apporté des paroles de consolation, je souhaite bien vivement que vous guérissiez » ; il remercia les sœurs qui soignaient ces pauvres gens : « mes sœurs, vous avez bien soin des pauvres, je vous en remercie ». Et l'on vit un tout vieil homme se présenter à l'hô-

1. Maurice Renard, *Notre-Dame Royale*. Crès, 1927, chap. XIII, page 223.

pital en disant : « je viens remercier les bonnes sœurs qui m'ont si bien accueilli il y a cinquante ans... Voyez les cicatrices de mes plaies, j'ai eu le bonheur d'être touché par notre bon Roi (Louis XVI) et depuis je n'ai pas éprouvé le plus petit retour du mal dont j'étais atteint. » Et ceci montre dans un raccourci saisissant qu'il y avait entre l'atmosphère des deux sacres plus d'un demi-siècle d'intervalle ; il y avait le fossé de deux générations.

Le Roi partit ensuite au camp de Saint-Léonard, pour y passer en revue les troupes qui y étaient rangées sous les ordres du Duc de Bellune. Les drapeaux fleurdelisés flottaient gaiement, et de nombreuses inscriptions, où débordait un loyalisme, qui devait durer encore cinq ans, s'offraient aux regards de Charles X.

Le gazon disait : « Vive le Roi Charles X, vivre pour le servir, mourir pour le défendre » et au-dessus d'une couronne on pouvait lire sur un morceau de soie : « Dieu la lui a donnée, nous devons la lui conserver », tandis qu'un buste en plâtre du souverain annonçait : « un instant dans notre camp, dans notre cœur toujours ! »

Le Roi prononça une foule de mots heureux, comme celui-ci, que reproduisirent avec une touchante unanimité les organes libéraux et royalistes ; questionnant un officier Charles X lui avait demandé : « — Vos blessures vous font-elles souffrir ? — Non, Sire. — Vous pourrez donc me servir longtemps ? — Ah ! Sire, de bien bon cœur. » Le Roi alla encore à l'Exposition du Bazar, où étaient alignés tous les

produits du Département et sa sollicitude remplit d'aise les commerçants.

Les fêtes succédèrent aux fêtes, des bals innombrables furent donnés, et le plus beau fut sans contredit, celui du Duc de Northumberland, où chaque femme trouva un diamant dans son bouquet. Il y eut certainement pendant quelques jours une atmosphère joyeuse qui put faire illusion. « C'était, dit un témoin, un spectacle assez curieux de voir tous les rangs de la société pêle-mêle au milieu des rues, le brillant uniforme de cour à côté du simple habit bourgeois, les grands avec la multitude. Jamais fête n'eut un caractère plus national. » On joua deux pièces de circonstance « l'heureux jour », par M. de Saint-Hilaire et « Louis XII » ou « le sacre d'un bon roi » par M. de Chazet. Le Roi et sa famille, tels de bons bourgeois allèrent voir les illuminations de la Promenade; l'enthousiasme fut à son comble, quand prenant une pétition qu'une jeune fille lui tendait avec timidité : « Donnez mon enfant, lui dit Charles X, je suis venu la chercher » et commentant le célèbre mot au marquis de Rivière : « à propos j'ai oublié de te dire que je t'ai fait duc » ; un spectateur de ces fêtes s'écriait lyrique : « ne croirait-on pas entendre Henri IV parlant à Crillon ! (1) »

« Les colonnes du *Moniteur* suffirent à peine, reconnaît Vulabellé (2), pendant plusieurs jours à enre-

1. Miel, *op. cit.*, chap. XVI, p. 340.

2. Vulabellé, *Hist. des deux Restaurations*, tome VII, chap. IV, page 153.

gistrer la nomenclature des dignités, titres, cordons et avancements donnés à l'occasion de cette cérémonie. Les proscrits et les condamnés politiques eurent leur part dans ces grâces, toutes leurs peines furent remises, l'exil cessa pour ceux qui pouvaient le subir encore. On peut dire en restant fidèle à la vérité que le sacre de Charles X devint pour ce prince une occasion de cicatriser les plaies que les nombreuses condamnations prononcées sous le règne de son frère laissaient encore saignantes. Une amnistie pleine et entière avait été accordée à 56 condamnés politiques et à 72 transfuges, comprenant les généraux Guillaume de Vaudoncourt et Drouet d'Erlon. Et le Duc de La Rochefoucauld-Doudeauville (1) pouvait écrire : « pour rendre la cérémonie éclatante, il a fallu confondre toutes les oppositions et toutes les opinions » ; ceci devait s'entendre non seulement de la cérémonie elle-même mais encore des faveurs et des actes de clémence qui l'avaient suivie.

« Le serment nouveau a satisfait à tous les besoins d'une monarchie rajeunie », telle fut l'opinion d'A. Le Noble (2) dans son « Histoire du Sacre de Charles X » ; tel fut le thème de la Presse presque unanime, les libéraux se réjouissant comme leurs adversaires. On faisait remarquer qu'avec le Maréchal Moncey, trois autres soldats de l'Empire, Soult, Mortier, Jourdan

1. Duc de La Rochef.-Doudeauville, *Mémoires*, tome IX, chap. III, page 124.

2. A. Le Noble, *Histoire du Sacre de Charles X*. Paris, 1825, page 93.

avaient été à l'honneur, « Le Roi avait renouvelé son serment à la Charte, les formules les plus blessantes avaient été supprimées, le Duc d'Orléans très populaire alors avait paru dans la cérémonie aux côtés du Dauphin (1). »

Le *Courrier Français*, libéral, anti-ministériel ne cachait pas sa satisfaction ; pour lui « la solennité du Sacre a été marquée par deux actes qui sont pour la nation un double motif de reconnaissance et de sécurité ; l'amnistie accordée à des délits politiques et le serment prêté à la Charte (2) » ; il ajoutait, il est vrai, tirant du serment des conséquences que le souverain n'avait peut-être pas entrevues : « Le Roi dans la pompe de son sacre a juré de nouveau notre Pacte fondamental ; il est digne de la piété du monarque, de sa loyauté de ne reculer aucune des conséquences de ce serment solennel, de nous faire jouir pleinement des bienfaits d'un règne tout national, le seul digne d'un prince généreux et d'une nation éclairée ; le seul qui puisse doter la France de la prospérité intérieure à laquelle elle a droit d'aspirer et la placer au rang qui lui est dû parmi les nations (3). » Plus tard commentant une lettre du Roi à l'archevêque de Paris ainsi rédigée ; « Monsieur l'archevêque, Ayant donc été sacré et couronné en cette ville de Reims avec toute la solennité accoutumée et une acclama-

1. Duvergier de Hauranne, *op. cit.*, tome VIII, chap. XXXV, page 346.

2. *Courrier Français*, n° du 1^{er} juin 1825.

3. *Courrier Français*, n° du 4 juin 1825.

tion universelle de tous les grands de mon royaume et de tous mes sujets qui y étaient présents je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est qu'il en soit rendu grâces à Dieu publiquement dans toute l'étendue de mon royaume », ce même organe ajoutait : « Voilà un prince qui parle à la nation une langue digne d'elle et de lui et qui se fait un titre de gloire des acclamations dont il a été salué (1). »

Dans le camp libéral la satisfaction du *Courrier* est partagée par le *Journal du commerce*, comme par *Le Constitutionnel*. Le premier considère que « le serment de Sa Majesté, comme promesse, comme *engagement moral pour l'avenir* ne saurait être trop loué. En en retranchant des formules menaçantes pour les hérétiques et les infidèles, en y rappelant la *Constitution dont le vœu général avait fait au pouvoir une nécessité* en 1814, le Roi a de nouveau imposé aux dépositaires de son pouvoir l'obligation de protéger dorénavant tous les cultes sans distinction et de respecter et de défendre les droits énumérés et proclamés dans la Charte (2) ».

Enfin *Le Constitutionnel* entonne un « Te Deum » de victoire (3) :

« Nous avons dit que la cérémonie du Sacre était à la fois nationale et religieuse. Ce double caractère résulte du serment que Charles X a prêté aux pieds des autels ; la promesse royale de gouverner confor-

1. *Courrier Français*, n° du 9 juin 1825.

2. *Journal du Commerce*, n° du 5 juin 1825.

3. *Le Constitutionnel*, n° du 31 mai 1825.

mément aux lois du royaume et à la Charte constitutionnelle est un sûr garant du repos de la France et de ses futures prospérités. *Ainsi s'évanouissent les espérances des ennemis de nos libertés* ; ainsi se trouvent consacrés en présence de Dieu qui juge les rois et les peuples, les droits légitimes que nous avons acquis au milieu de tant de calamités publiques et d'infortunes privées. Le précieux héritage que nous a légué la raison des siècles ne sera point abandonné à la barbarie ; il est placé sous la sauvegarde du petit-fils de Henri IV ; il est protégé par la religion elle-même qui a reçu son serment. » Enfin s'élevant à la hauteur d'une prophétie et par une interprétation pour le moins arbitraire des paroles royales *Le Constitutionnel* allait jusqu'à dire que « *ces paroles établissent à jamais une barrière insurmontable entre le présent et le passé*, répudient en quelque sorte les anciennes institutions de la monarchie absolue qui sont mortes pour adopter les nouvelles institutions de la monarchie constitutionnelle, qui sont vivantes : elles consacrent l'auguste et sainte alliance du pouvoir et de la liberté (1). »

Sans doute les journaux ministériels étaient pleinement satisfaits et du sacre et du serment, mais ils n'en tiraient pas du tout les mêmes indications que les libéraux, et on les voit dans des interprétations tout à fait intéressantes du régime et des conditions politiques de la France de 1825 essayer de retenir les

1. *Le Constitutionnel*, n° du 1^{er} juin 1825.

libéraux, qui veulent faire glisser le gouvernement sur une pente que les conseillers du Roi trouvent dangereuse. La plupart de ces articles sont écrits nettement sous l'inspiration de M. de Villèle. Les organes du ministère s'étonnent ou plutôt feignent tout d'abord de s'étonner de la surprise joyeuse, qu'ont manifesté les libéraux en apprenant les paroles royales.

Le Drapeau Blanc (1) écrit : « *Le Constitutionnel* et *Le Courrier* ont entonné un cantique d'actions de grâces au sujet du serment prêté par le Roi à la Charte le jour de la cérémonie du Sacre. Leur joie est celle de l'étonnement et les expressions de reconnaissance qui leur échappent sont presque injurieuses tant elles expriment le doute et le peu de confiance avant la certitude acquise de la réalité ! Nous nous sommes gardés de montrer un aussi grand enthousiasme pour une chose toute simple et qu'il était facile de prévoir. La parole des rois nous paraissait plus sûre que les serments des hommes, qui se sont engagés à vingt constitutions et à plusieurs maîtres et en nous rappelant les promesses de Charles X à son avènement, le discours qu'il a prononcé à la session actuelle des Chambres, les réponses faites par le prince en toutes occasions aux hommes des différents Corps de l'Etat, nous étions parfaitement rassurés sur la présentation de la Charte au Sacre et le rang honorable qu'elle y occuperait. Avant d'avoir

1. *Le Drapeau Blanc*, n° du 2 juin 1825.

été consacrés par la religion ces engagements l'étaient par un autre culte héréditaire dans la famille des Bourbons, celui de la bonne foi et de l'honneur dont le cœur de nos rois est le sanctuaire...

Chaque siècle amène des nécessités nouvelles et modifie la forme des institutions. Le serment de saint Louis n'a pas été le même que celui de Clovis, ni celui d'Henri III semblable à celui de Louis XII... Mais comment *Le Constitutionnel* et *Le Courrier* ont-ils cru un moment qu'il fût possible d'omettre la formalité du serment à la Charte ? Le dernier article de cet acte ne porte-t-il pas formellement : « Le Roi et ses successeurs jureront dans la solennité de leur Sacre d'observer fidèlement la présente Charte constitutionnelle. » Voilà qui est exact et positif et *on ne voit pas par quel subterfuge on aurait pu éluder aux yeux de la nation et du monde une disposition aussi précise.* « Ainsi s'évanouissent les espérances des ennemis de nos libertés », tel est le cri triomphant du *Constitutionnel*. Certes si ces ennemis ne sont pas à Charenton il est temps de les y envoyer. Nous serions curieux de connaître les hommes qui ont pu s'imaginer que sans le concours des trois pouvoirs il serait possible d'escamoter un serment prescrit par la loi fondamentale pour lui en substituer un autre ! Mais voici qui est plus fort : « ces paroles, dit l'ami de la Charte, établissent à jamais une barrière insurmontable entre le passé et l'avenir ». Quoi, Messieurs, vous n'iez ainsi froidement le passé en masse sans vouloir qu'il en reste le moindre vestige ! *Et qu'est-ce que la Charte,*

si ce n'est une nouvelle forme de gouvernement, un acte qui a reconnu le passé en le modifiant selon quelques nécessités nouvelles ?... »

...Après cette définition et l'on pourrait dire cette limitation de la Charte, *Le Drapeau Blanc* concluait : « trente ans de destructions ne sont qu'un point imperceptible au milieu de 1.400 ans que l'histoire a consacrés comme une des plus longues existences sociales dont l'univers ait été témoin » et la Royauté restait pour lui « une Pontificat civil (1) ».

Le Journal de Paris partageait en tous points l'opinion du précédent. Il considérait que (2) « la Charte avait été sacrée par le roi en même temps que le roi par le ciel » et trouvait « le serment aussi rassurant par les suppressions qui y ont été faites que par les expressions qui y ont été insérées (3) ». Il espérait qu'un peu de popularité rejaillirait sur le clergé, dont il était particulièrement content. « La cérémonie du Sacre a montré sous un jour vrai la piété du roi Très Chrétien et le patriotisme du clergé français. La royauté et l'église ont fait connaître toutes les conditions de leur alliance : il n'y en a pas une d'inquiétante pour les intérêts les plus ombrageux. C'est un grand service rendu à l'opinion désormais éclairée (4). »

Si nous passons maintenant, dans cette rapide

1. *Le Drapeau Blanc*, n° du 9 juin 1825.

2. *Le Journal de Paris*, n° du 2 juin 1825.

3. *Le Journal de Paris*, n° du 2 juin 1825.

4. *Le Journal de Paris*, n° du 4 juin 1825.

revue de la Presse, à l'opposition de droite, nous voyons une même position que chez les journaux ministériels, avec cette différence pourtant, que les opposants prennent bien soin que leurs louanges, leurs félicitations aillent au Roi seul, en ignorant ses conseillers. *Le Journal des Débats* attendit longtemps dans une prudente réserve que M. de Chateaubriand voulût bien décider si le sacre était un anachronisme ou une heureuse résurrection du passé et l'écrivain mécontent était un peu gêné pour prendre violemment parti contre un acte qu'il avait lui-même conseillé ; finalement *les Débats* félicitèrent Charles X et lui seul « d'avoir exigé les graves changements qu'ont subis les antiques formules (1) ».

L'Aristarque Français demanda des remerciements pour la sagesse du clergé, et après avoir protesté de son loyal attachement à la Charte vit dans le serment « un pacte général de réconciliation... La chaîne des siècles se trouve renouée. Il n'y a plus de vide dans l'histoire (2) ».

L'Etoile comme *Le Drapeau Blanc* expliquait la Charte en la limitant et voyait dans le sacre « une fête de la religion et de la monarchie, qui, nous rappelant les heureux souvenirs de notre vieille monarchie, a en quelque sorte réuni le présent au passé (3) ».

La Gazette de France se plaignit elle aussi de l'étonnement perfidement joyeux manifesté par les libé-

1. *Le Journal des Débats*, n° du 3 juin 1825.

2. *L'Aristarque Français*, n° du 4 juin 1825.

3. *L'Etoile*, n° du 4 juin 1825.

raux, comme si, dit-elle, « on venait d'échapper à un grand péril (1). »

Enfin *La Quotidienne*, dont le désir était que « la monarchie royale supplantât la monarchie ministérielle » déclarait : « la grande cérémonie est à peine consommée, l'encens fume encore dans le temple saint et voilà que déjà l'air semble purifié autour de nous (2) » ; elle contemplait « l'éclat sans tache de la Royauté » et se félicitait du cérémonial, tel qu'il avait été réglé « avec un sentiment exquis des convenances ».

Ainsi donc quelles que fussent leurs opinions politiques, quelles que fussent leurs tendances et leurs interprétations, tous les journaux comme tous les partis qu'ils représentaient étaient satisfaits. Pendant quelques jours ce fut un concert unanime de louanges, comme la monarchie de Charles X n'en connaîtra plus. Les adresses affluèrent de tous les points du royaume. On put croire la royauté consolidée à jamais dans l'amour de ses peuples. « Le parti royaliste s'enivrait d'avoir retrouvé de la monarchie jusqu'à des vestiges miraculeux, le parti sacerdotal s'enorgueillissait d'avoir repris devant le peuple l'attitude d'un conservateur des trônes, le parti bonapartiste se confondait par toutes les faveurs militaires et courtoisanesques de l'ancienne aristocratie. Le parti libéral amnistié augurait un règne de mansuétude et de libre discussion, le peuple ébloui de luxe et de

1. *La Gazette de France*, n° du 4 juin 1825.

2. *La Quotidienne*, n° du 4 juin 1825.

pompe s'apaisait et se reposait dans un horizon de sérénité ; ce furent les jours fériés de la royauté et de la vie de Charles X », écrit Lamartine (1). Ce fut vraiment la « trêve du sacre » (2).

« Où sont, s'écriaient les courtisans, où sont maintenant les sujets de plaintes ? Tous les actes, toutes les paroles du Roi ne sont-elles pas de nature à calmer les susceptibilités les plus ombrageuses. Il ne s'est pas borné à jurer sur l'Evangile et sur la croix le maintien de la Charte : fidèle à l'esprit de cet acte il a pris à tâche d'effacer dans les fonctions du sacre toute distinction de race et d'origine : c'est un soldat de la République qui a rempli près de sa personne l'office de connétable ; son sceptre et sa main de justice étaient confiés à deux maréchaux de l'Empire ; des plébéiens, des hommes de la Révolution ont reçu le cordon bleu. Le clergé lui-même, objet d'attaques si violentes, n'a-t-il pas effacé des anciennes prières tous les passages en désaccord avec le droit politique nouveau ou la liberté des cultes ? »

Un historien royaliste (3) écrivait quelques années plus tard : « il était difficile de se montrer plus soucieux des idées nouvelles, plus empressé à récompenser tous les ordres de services, à ménager tous les intérêts, à dissiper toutes les alarmes et tous les doutes. »

1. Lamartine, *Histoire de la Restauration*, tome VIII, livre 54, page 42.

2. Lesur, *Annuaire historique universel pour 1825*. Paris, 1826, chap. X, page 381.

3. Nettement, *op. cit.*, tome VII, livre XVII^e, page 197.

Beaucoup pensaient, comme F. Miel (1), qu'on avait trouvé la formule définitive, l'heureux compromis entre la France d'avant et la France d'après la Révolution. « Le nouveau rituel, disait-il, fera époque dans la monarchie constitutionnelle. »

Les poètes nombreux qui avaient assisté au sacre ne voulurent pas rester en arrière. MM. Barthélémy et Baour-Lormian entre autres se signalèrent par un lyrisme intéressé, M^{me} Amable Tastu fit merveille, et s'il faut en croire les contemporains, M^{lle} Delphine Gay fit sur les oiseaux du sacre un petit chef-d'œuvre ! Lamartine (2) et Victor Hugo (3) étaient particulièrement en vedette, nommés chevaliers de la Légion d'honneur à l'occasion du sacre. Leur muse était alors toute royaliste, et si Hugo lyrique s'écriait :

« Charles sera sacré selon l'antique usage !
 et
 « La Royauté longtemps veuve de ses couronnes
 « De la Chaîne d'airain qui lie au ciel les trônes
 « A retrouvé l'anneau perdu ! »

Lamartine tout aussi éloquent ne craignait pas d'affirmer :

« Les Rois ont trouvé leur divin héritage
 Les Peuples leur rendant un légitime hommage
 Ont placé dans leurs mains le sceptre de la loi !
 Elle brille à leurs yeux comme un céleste phare
 Et dans le temple en deuil leur piété répare
 Les débris de la foi

 « Et l'Univers vieilli rêve qu'il voit renaître
 Un nouvel âge d'or »

1. F. Miel, *op. cit.*, chap. XVIII, page 352.

2. Lamartine, *Chant du Sacre, Veille des armes*. Paris, 1825.

3. V. Hugo, *Le Chant du Sacre, Odes*. Paris, 1825.

Puis apostrophant *La Liberté*, le poète lui disait :
« souviens-toi...

... « Et que pour affermir et consacrer tes droits
Ton temple le plus sûr est le cœur des bons rois ! »

C'est tout ce qui nous reste ayant quelque valeur, dans cette production abondante et éphémère, qui devait passer plus vite encore que cette royauté qui a duré si peu !

Quand Charles X quitta Reims le 1^{er} juin pour se rendre à Compiègne et de là à Paris, « nul, dit Duvergier de Hauranne (1), ne doutait que cette seconde entrée du roi dans la capitale ne fît éclater de nouveau les transports d'enthousiasme et de joie qui l'avaient accueilli huit mois auparavant » ; royalistes et libéraux promettaient au monarque une rentrée triomphale au milieu d'un peuple « ivre d'amour » et tous s'accordaient pour souscrire à ce jugement du duc de La Rochefoucauld-Doudeauville (2) : « Le Sacre a été ce qu'il devait être : digne du Roi et digne de la France. »

1. Duvergier de Hauranne, *op. cit.*, tome VIII, chap. XXXV page 346.

2. Duc de la Rochefoucauld-Doudeauville, tome IX chap. III, page 159 : note au Roi.

CHAPITRE VIII

LE SACRÉ ET L'OPINION

« Les siècles sont passés où la sainte Ampoule imprimait une force nouvelle à la Royauté. »

CAPEFIGUE, *Histoire de la Restauration*.

SOMMAIRE. — *La rentrée du Roi à Paris. — Le peuple n'a pas « senti » le sacre — Le bonapartisme et la légende Napoléonienne. — Le sacre reste le triomphe du clergé. — Son côté théâtral. — Le serment royal n'a rien changé. — Les maladroits amis de la royauté. — Le sacre, essai malheureux et loyal, a échoué ; il s'oppose au principe de la souveraineté du peuple. — Conclusion.*

Dès le 30 mai *Le Moniteur* avait publié un magnifique programme de réjouissances pour célébrer le retour du roi. Par la suite des mandements épiscopaux, des proclamations des autorités avaient invité la population parisienne à manifester son allégresse. Dans toutes les Eglises du Royaume, sur l'ordre du souverain, on avait rendu grâce à Dieu de l'heureux événement. Partout des fêtes avaient été organisées à Lyon, Toulouse, Avignon, Marseille...

Tout promettait à Paris une réception triomphale et pourtant la journée du 6 juin fut très froide. Toute la partie officielle de la cérémonie réussit à merveille et aucun incident fâcheux ne vint la troubler. Un

soleil éclatant, « le soleil du sacre » comme on disait alors, après avoir dit autrefois « le soleil d'Austerlitz », accompagna le cortège, mais partout l'acclamation populaire fit défaut et c'est vainement qu'on chercha à y suppléer par des illuminations ! « Aucune des pompes officielles ne manqua à la journée du 6 juin mais tout le monde fut frappé et le Roi demeura douloureusement surpris de la froideur de la réception que lui fit la foule », écrira M. Nettement (1). En province, on profita des fêtes qui avaient été offertes, mais nulle part il n'y eut cette explosion de joie populaire, qui jaillit spontanément des fibres de la foule, quand un événement l'a touchée... Les classes officielles pourtant, nous l'avons vu, sont satisfaites, mais il est à la fois plus difficile et plus simple de plaire au peuple. Les royalistes ont dosé quelques concessions aux libéraux, ceux-ci les ont enregistrées en attendant mieux, et ont obtenu l'engagement verbal qu'ils désiraient. Tout est pour le mieux. Mais qu'est-ce que tout cela fait à la grande masse, elle ignore ces négociations, ces transactions, ces calculs, elle juge en bloc un événement, elle ne l'analyse pas, elle le sent. Elle n'a pas senti le sacre, il ne lui va pas. Pourquoi ?

En premier lieu, il y a une raison générale qu'on ne peut négliger avant l'exposé de motifs plus spéciaux. Avec les années et le recul des temps le populaire de France se laisse gagner à une sorte de bonapartisme sentimental, qui latent en 1825 s'épanouira

1. Nettement, *op. cit.*, t. VII, livre XVII^e, page 200.

quelques années plus tard à l'ombre du drapeau tricolore de la Monarchie de Juillet. La légende napoléonienne grandit et grandit tout l'Empire avec elle. Le peuple ne s'est pas, comme les maréchaux, endormi dans l'atmosphère tiède de la Chambre des Pairs, non seulement il a gardé le souvenir mais il l'a déformé ; et puis il est moqueur, le Français, il a très vite le sens du ridicule, ou simplement du manque de tact. Il a vu avec un sentiment de pitié un peu dédaigneuse ces vieux chefs oublieux de la Révolution et de l'Empire costumés en grands seigneurs de l'ancienne cour. Cela lui a paru comme le reniement d'une communauté d'origine, un abandon dont il souffre et qui le choque. « La couronne de Charlemagne paraissait mal placée entre les mains du Maréchal Jourdan, le vieux républicain (1). »

Chateaubriand (2) dans un de ses moments de lucidité chagrine avait bien deviné ce sentiment quand il avait écrit :

« Le sacre nouveau, où le Pape est venu oindre un homme aussi grand que le chef de la seconde race, n'a-t-il pas en changeant les têtes détruit l'effet de l'antique cérémonie de notre histoire ? Le peuple a été amené à penser qu'un rite pieux ne dédiait personne au trône ou rendait indifférent le choix du front auquel s'appliquait l'huile sainte. Les figurants à Notre-Dame de Paris jouant pareillement dans la cathédrale de Reims ne seront plus que les person-

1. Duvergier de Hauranne, t. VIII, chap. XXXV, page 349.

2. *Mémoires d'outre-tombe* (édit. Garnier), t. IV, page 306.

nages obligés d'une scène devenue vulgaire : l'avantage demeurera à Napoléon qui envoie ses comparses à Charles X. La figure de l'Empereur domine tout désormais. Elle apparaît au fond des événements et des idées : les feuillets des bas temps où nous sommes arrivés se recroquevillent aux regards de ses aigles. » Charles X reçut même une adresse d'un ancien officier, Ch. de Chaumont-Quitry (1), qui lui demandait d'autoriser, déjà le retour en France des cendres de Napoléon !

Et pourtant si l'on compare les deux sacres il faut avouer que l'avantage ne va pas à celui de l'Empereur. L'un a été quelque chose d'exceptionnel, la consécration de la puissance d'un génie prodigieux et parvenu, mais enfin il n'a correspondu qu'au désir d'un homme de voir confirmer une autorité encore récente. L'autre au contraire a eu lieu dans le cadre traditionnel, entouré du prestige d'une monarchie vieille de quatorze siècles, il est riche non seulement des grâces accordées mais de l'amnistie qui vient panser les plaies, mais surtout encore des idées, des symboles qui s'y attachent. On a voulu réconcilier deux France, fondre la nouvelle monarchie et l'ancienne, assurer l'avenir en respectant les usages du passé. Et lors du sacre de Bonaparte l'opinion, comme l'écrit Frédéric Masson (2) était également loin d'être unanime. « Au Conseil d'Etat on n'a pas hésité

1. Ch. de Chaumont-Guitry, *Adresse à S. M. Charles X, Roi de France*. Paris, 1825, pages 3 et 4.

2. F. Masson, *Le Sacre de Napoléon*. Voir les références page suivante.

à critiquer ce projet avec une extrême vigueur...

Les Protestants sont indignés... Les philosophes plus ardents encore proclament qu'un sacre est inadmissible dans un siècle de lumières et ne manquent pas de faire ressortir tous les dangers qui en résulteront pour le pouvoir civil (1) ». Quant à l'enthousiasme, « partout il a manqué (2) », la foule est restée muette et compassée, elle interprète le sacre de l'Empereur comme un premier pas vers l'Ancien Régime... mais sous Charles X la légende s'empare déjà de Napoléon !

Il est un autre grief, non moins important, que l'opinion reproche au sacre ; malgré les modifications apportées le clergé y joue encore un rôle dominateur. Le sacre c'est le triomphe du clergé. Or on n'aime pas beaucoup à ce moment l'influence ecclésiastique, déjà si puissante sur le Gouvernement, on craint qu'elle ne s'étende encore. Le Roi a paru vraiment trop humble devant l'archevêque ; on rappelle que si Charles X a reçu sa couronne de M. de Latil, Napoléon, lui, s'est mis lui-même la couronne sur la tête et devant le Pape ! La cérémonie a gardé un caractère plus sacerdotal que politique, « le sacre est resté, dit un contemporain (3) qui s'en félicite, une institution de sacerdoce et de chevalerie ». On le déplore, on aurait voulu que le sacre fût presque uniquement le renouvellement du contrat entre le Prince et la Na-

1. Fréd. Masson, *Le Sacre de Napoléon*, chap. III, p. 98.

2. *Ibid.*, chap. IX, page 269.

3. F. Miel, *op. cit.*, chap. XII, page 270.

tion. « La cérémonie du Sacre où trop souvent le Roi de la France nouvelle s'agenouilla devant un archevêque froissa les sentiments généraux de la nation(1) ». « Il y avait encore dans tout cela trop de traces de l'ancienne domination du clergé (2). » *La Quotidienne* faisait le vœu suivant : « Puisse ce religieux retour aux antiques usages de la monarchie nous rendre ses *anciennes croyances* et ses *anciennes vertus* ! »

Tous les témoins ont exprimé le sentiment pénible qu'ils ont ressenti devant le Roi couché entre deux cardinaux debout (3). Rien ne vaut dans sa sobriété le récit qu'en fait Victor Hugo dans *A Reims* : « il y eut un moment où Charles X habillé d'une simarre de satin cerise galonné d'or se coucha tout de son long aux pieds de l'archevêque. Les pairs de France à droite, brodés d'or, empanachés à la Henri IV et vêtus de grands manteaux de velours et d'hermine, les Députés à gauche en froc de drap bleu fleurdelisé d'argent au collet le regardaient faire. » Quelle attitude pour le chef d'une nation guerrière ; Louis XVIII nous l'avons vu s'était préoccupé sagement de s'éviter une semblable position.

« L'archevêque de Reims a paru, écrivait M. de La Rochefoucauld (4), trop enivré de sa propre gloire et

1. Lock, *Histoire de la Restauration*, in-8°. Paris, 1861, page 137.

2. Voir Viel-Castel, *op. cit.*, t. XIV, chap. CIII, page 526.

3. Voir Darmaing, *op. cit.*, chap. III, page 90 ; Miel, *op. cit.*, chap. XII, page 235.

4. Duc de la Rochefoucauld-Doudeauville, *Mémoires*, t. IX, chap. III, page 124 (note au roi, 12 juin 1825).

pas assez occupé de celle du roi et du respect qu'il lui devait comme sujet et comme Français. » L'opinion, que l'assurance et les progrès du clergé inquiétaient déjà, fut encore mécontente de la nomination dans les ordres du Roi de l'archevêque de Toulouse, M. de Clermont-Tonnerre, dont l'intransigeance était bien connue et dont les lettres pastorales étaient si audacieuses qu'elles avaient été condamnées par le Conseil d'Etat pour cause d'abus, et de l'archevêque de Reims, qu'on n'aimait pas davantage (1). On remarquait que l'archevêque de Paris, M. de Quelen, plus modéré, n'avait rien reçu.

La partie théâtrale de la représentation du sacre suscitait aussi les moqueries et les risées. « On avait pour le couronnement d'un Roi de France inséré un théâtre dans l'Eglise, si bien qu'on a pu raconter avec une exactitude parfaite qu'en arrivant au portail j'avais pu demander au garde du corps en faction : « où est ma loge ? » (Victor Hugo) (2) : « La pompe plus digne du théâtre que de l'histoire, écrivit à son tour Lamartine (3), fut aussi imposante que ces traditions à qui la foi antique manque et qui ne vivent plus que des souvenirs et de l'appareil. » « Nous avons eu des tréteaux et une parade », déclara Chateaubriand. La cathédrale décorée de carton peint, « symbole de la

1. Voir Lubis, *Histoire de la Restauration*, t. VI, livre XVII^e, page 110.

2. Victor Hugo, *A Reims, Souvenirs*, 1825, 38 ; *Revue de Paris*, 1^{er} octobre 1899.

3. A. de Lamartine, *Histoire de la Restauration*, t. VIII, livre XLV, page 40.

monarchie d'alors (1) », semblait moins imposante que si elle était restée nue. Les nombreux changements de costumes où s'était complu le roi, l'or, l'argent, les diamants dont il était couvert, la cour dorée dont il avait été entouré, excitait plus la raillerie que l'admiration. M. de Talleyrand surtout, dans son rôle de grand Chambellan, parut ridicule. On vit, dit Lamartine (2), « M. de Talleyrand, pontife officiant sur l'autel de la Révolution au Champ de Mars en 1791, aujourd'hui marié et grand chambellan, chausser les bottes fleurdelisées au fils aîné de l'Eglise. » Bientôt écrit M. Lubis (3), historien royaliste et catholique, « la faction ne voulut voir que le côté ridicule d'une cérémonie gothique et d'une parade de courtisans. La chanson moqueuse de Béranger fut le contre-poids de l'ode enthousiaste de Barthélémy. » Viel-Castel (4) à son tour pense que « quelques modifications qu'on eût apportées à l'ancienne cérémonie par ménagement pour les institutions et les temps nouveaux, ce qu'on avait maintenu des antiques usages présentait des choses bien singulières et qui devaient provoquer sinon l'irritation, du moins la raillerie » ; il parle d' « une génération qui a vu trop de changements politiques et passé par trop d'épreuves pour qu'on puisse compter de sa part sur un respect naïf pour les usages consacrés par les siècles ». Pour toutes ces raisons la

1. Hugo, voir *supra*.

2. Lamartine, *op. cit.*, t. VIII, livre LVX, page 41.

3. Lubis, *Histoire de la Restauration*, t. VI, livre XVII^e, p. 109.

4. Viel-Castel, *op. cit.*, t. XIV, chap. CIII, page 526.

cérémonie quoique imposante manqua de cette grandeur qui force le respect de la foule. Dans ses souvenirs Victor Hugo (1) résume clairement l'impression ressentie . « Toutes les formes du hasard étaient un peu représentées là, la bénédiction papale par les cardinaux dont quelques-uns avaient vu le sacre de Napoléon, la victoire par les Maréchaux, l'hérédité par M. le Duc d'Angoulême, dauphin, le bonheur par M. de Talleyrand, boiteux et debout, la hausse et la baisse par M. de Villèle, la joie par des oiseaux qu'on lâcha et qui s'envolèrent et les valets du jeu de carte par les quatre hérauts d'armes » ; on se moqua de voir ce vieux roi, « vieillard néophite » qui « ayant toujours fui la vue lointaine d'un combat, armait sa main débile de la pesante épée de Charlemagne et chargeait son front septuagénaire de la lourde couronne de ce conquérant (2) ».

M. Nettement se plaint avec amertume qu'on n'ait pas saisi le sens du sacre ni compris sa grandeur, « qu'on eût conservé les vieilles formules qui remontaient à l'origine de la monarchie, qu'on eût suivi des usages vénérables par leur antiquité et invité le catholicisme à consacrer par les rites les plus augustes le sacre de Charles X comme il avait consacré celui de Clovis ; c'était là une grande et noble pensée qui n'aurait dû faire d'ombrage à personne. C'était une manière d'attester la glorieuse antiquité de la nation et celle de la royauté, qui enfoncent leur racine dans

1. *A Reims. Revue de Paris*, 1^{er} octobre 1899.

2. *Vaulabelle, op. cit.*, t. VII, chap. IV, page 155.

le passé. Les volées d'oiseaux lâchés dans l'Eglise, touchant et poétique symbole, les scrofuleux touchés avec la phrase sacramentelle qui témoignait de la bienveillance du roi pour les pauvres et les souffreteux et faisait un appel à la bonté toute puissante de Dieu, rien de tout cela n'était de nature à répandre l'irritation ou l'alarme et dans la vieille Angleterre où la tradition, qui est la racine de toutes choses, aide à la floraison du progrès ; personne ne se serait avisé de s'inquiéter ni de se formaliser de cette respectueuse évocation des vieux us du passé. Malheureusement les esprits étaient loin d'être bien disposés, toutes les nuances de l'opinion cherchaient des prétextes de moquerie et de blâme (1). » Mais en Angleterre la tradition n'avait pas été interrompue, pendant un demi-siècle où l'on avait brisé tous les vieux respects, toutes les anciennes conceptions. On avait pu retrouver la sainte ampoule, mais pourrait-on jamais retrouver le peuple fervent qui criait Noël au sacre du Roi Très Chrétien ? Et certes, pour beaucoup « Charles X portant une tunique ouverte à six endroits pour faciliter les onctions parut un anachronisme vivant au ^{xix}^e siècle (2) ». La position de la monarchie était, il faut le reconnaître avec l'auteur de ces plaintes, bien difficile ; quoi qu'elle fit « on trouvait ridicule qu'on eût appelé les anciens généraux de la République et de l'Empire à remplir les fonctions confiées dans les temps reculés de la monarchie aux

1. Nettement, *op. cit.*, t. VII, livre XVII^e, p. 197.

2. Nettement, *op. cit.*, t. VII, livre XVII^e, page 198.

Ducs de Bourgogne et de Normandie. On comprend que si le gouvernement royal, adoptant une ligne opposée, avait exclu des principales fonctions du sacre les plus anciens des maréchaux et les doyens de l'armée française et qu'il eût appelé à les remplir des hommes issus de l'Ancien Régime on eût parlé de l'ostracisme des gloires contemporaines. Au fond de quoi se plaignait-on ? De ce que l'ancienne Royauté revenue après une longue crise acceptât toutes les gloires acquises sous le drapeau tricolore comme sous le drapeau blanc et de ce qu'elle se plût à honorer et à mêler dans les cérémonies de son sacre ceux qui comp- taient des ancêtres de l'ancienne noblesse et ceux qui, selon une heureuse expression, devenaient ancêtres à leur tour ! (1) »

Le serment royal ne changeait rien non plus à la situation politique du Royaume, il ménageait l'avenir sans améliorer le présent ; toutes les causes d'irritation et de mécontentement subsistaient : le milliard des Emigrés, la loi du sacrilège, la mise à la retraite de nombreux officiers de l'Empire, la domination toute puissante du clergé, l'inquisition et la surveillance administrative, la corruption électorale. La conversion des rentes aigrissait encore les petits commerçants. La session pleine de débats passionnés avait été comme un champ-clos où pendant plusieurs mois les champions des deux camps s'étaient heurtés ; leurs coups avaient eu leur répercussion

1. Nettement, *op. cit.*, t. VII, livre XVII^e, pages 198-199.

dans le pays, qui en était encore meurtri. Le général Foy allait mourir mais ses paroles restaient gravées dans tous les cœurs. L'opinion avait attendu beaucoup et beaucoup de nouveau, elle fut tristement déçue et le serment de Charles X ne lui suffit pas, « ce vieux ministère qui se raccrochait au trône, tous ces projets religieux, toute cette conduite maladroite avaient dévoré l'enthousiasme populaire (1) ». Le Sacre fut « une cérémonie de prêtre pour consacrer un roi dévôt (2) ».

Béranger, interprète du sentiment populaire, devait dans une cruelle chanson traduire en masse tous ces griefs. Cela lui valut deux ans de prison quand il la publia en 1828 ; mais bien avant d'être parue la chanson mordante courait de bouche en bouche et sur l'air « du beau Tristan » faisait rage à la ville et à la campagne. Ce fut le « Sacre de Charles-le-Simple (3) ». Les allusions injurieuses abondent dans ce petit morceau, et on y représente nettement Charles X sous la coupe du clergé :

« Chamarré de vieux oripeaux
Ce Roi, grand avaleur d'impôts
Marche entouré de ses fidèles
Qui tous en des temps moins heureux
Ont suivi les drapeaux rebelles
D'un usurpateur généreux.
Un milliard les met en haleine.
C'est peu pour la fidélité ! »

1. et 2. Capefigue, *Histoire de la Restauration*, tome IX, p. 127-128.

3. Béranger, *Le Sacre de Charles-le-Simple*, écrit en 1825, publié à Paris en 1828.

.
 « Aux pieds de prélats cousus d'or,
 Charles dit son Confiteor.
 On l'habille, on le baise, on l'huile,
 Puis au son des hymnes sacrés
 Il mèt la main sur l'Evangile.
 Son confesseur lui dit ! Jurez.
 Rome que l'article concerne
 Relève d'un serment prêté... »

Il y eut aussi quelque chose qui fit au sacre et à Charles X un grand tort dans l'opinion : ce furent les *maladroits amis de la Royauté*.

Déjà quand rapportant l'épisode du vol des oiseaux dans la cathédrale *Le Drapeau Blanc* avait cru pouvoir ajouter ce commentaire : « on a remarqué que la plupart de ces oiseaux sont venus se brûler à la flamme des lustres et des candélabres. On s'est généralement communiqué à ce sujet une réflexion qui se présente d'elle-même à l'esprit *sur le funeste usage que fait de la liberté un peuple qui la reçoit tout à coup* et avant qu'on ait éloigné ce qui peut lui nuire » ; l'opinion avait été choquée d'une interprétation aussi malveillante qu'arbitraire. Et *Le Courrier Français* avait recueilli tous les suffrages en répliquant avec bon sens : « il est probable que les spectateurs se sont communiqué cette réflexion plus naturelle et moins ambitieuse, qu'il vaut mieux pour des oiseaux être lâchés en plein air que dans un lieu fermé où il y a des lustres et des candélabres. » Les tendances également de la presse de droite à limiter la Charte en l'expliquant, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, et à vouloir que le siècle se soit trans-

formé comme les divers âges passés, sans faire de différence entre leur évolution, à vouloir que de même que le serment de Louis XII diffère quelque peu de celui de saint Louis, de même et dans la même proportion le serment de Charles X ne fut pas tout à fait analogue à celui de Louis XVI, avait déconcerté, déplu, et diminué la bonne impression du début.

Enfin une foule de livres et de publications avaient vu le jour à l'occasion du Sacre ; ils voulaient plaire au gouvernement, et ces amis de la royauté, intéressés ou non, manquèrent d'adresse. Si quelques-uns comme J. Bouvet de Cressé (1) s'écriaient sagement : « Quelques mauvaises nuits sont bientôt passées pour un roi de France qui a juré de maintenir la Charte ! » d'autres, nombreux, n'avaient pas cette prudence. M. Renvoisé (2) considérait que « l'huile sainte divine en quelque sorte parmi les hommes le pouvoir des rois » et après avoir posé ce principe quelque peu inquiétant en 1825, ajoutait : « les institutions n'ont de force et de stabilité que lorsqu'elles ont la sanction de cette autorité invisible qui en est le principe bienfaisant, qu'on ne peut obtenir pour elles que par la prière et par l'hommage volontaire de son entière dépendance. » A son tour M. J. Gillé (3) pense que la monarchie française est désormais « consolidée ».

1. A.-J. Bouvet de Cressé, *Voyage à Reims à l'occasion du Sacre*. Paris, 1825, in-12°, page 54.

2. R. Renvoisé, sous-principal au collège de Mans, *Réflexions à l'occasion du Sacre de S. M. Charles X*. Le Mans, 1825, pages 7, 10, 11.

3. M. J. Gillé, typographe. *Réflexions sur le Sacre de S. M. Charles X*. Paris, 1825, in-8°, page 4.

Il affirme que « notre gouvernement est intimement persuadé que la religion bien expliquée est, avec l'instruction, le remède à tous les maux » et ajoute imprudemment : « Tous les Français n'ont-ils pas à Reims juré l'oubli du passé ?... *Charles X déchirera de l'histoire de France confiée aux études de son petit-fils des feuillets désastreux* qui rappelleraient plus tard à cet auguste enfant les malheurs d'un peuple qui doit l'aimer (1)... »

La Révolution peut être considérée comme une époque funeste mais elle ne fut pas sans gloire et les Français de cette époque n'aimaient pas qu'on leur supprimât d'un trait de plume vingt-cinq années, plus chargées d'événements et d'histoire que des siècles passés !

Mais plus que toutes ces brochures, un petit livre suscita les commentaires libéraux et l'appréhension publique. L'auteur en est anonyme, le titre porte : « Vœux d'un bon Français au mois de mai 1825 par un prêtre du diocèse de Toulouse (2). » Dans cet ouvrage on demandait qu'une section religieuse, uniquement composée d'ecclésiastiques, fût adjointe au Conseil d'Etat, et collaborât avec M. de Frayssinous, ministre des affaires ecclésiastiques, qui n'était pas suffisamment armé, disait-on, pour faire le bien ! On désirait que les prêtres ne fussent plus désormais justiciables

1. M. J. Gillé, typographe. *Réflexions sur le Sacre de S.M. Charles X*. Paris, 1825, in-8°, page 42.

2. *Vœux d'un bon Français au mois de mai 1825 par un prêtre du diocèse de Toulouse*, à Paris chez Demonville. 1 vol. in-8°, 1825.

que de leurs évêques, que loin d'être simplement tolérés les Jésuites fussent pleinement autorisés et reçussent l'instruction des collèges, qu'on supprimât ou du moins réformât soigneusement les écoles de philosophie, qui s'inspiraient de la méthode Cartésienne, qu'on rendît la tenue de l'état-civil au clergé, qu'on modifiât profondément nos codes et notre législation. « Nos codes ne se ressentent que trop de l'esprit qui a présidé à leur confection. On sent la nécessité d'épurer sous ce rapport notre législation. Je viens dénoncer la loi du mariage (1). » Tout ceci à la veille de la pétition du Comte de Montlausier sur l'expulsion des jésuites ; enfin l'auteur concluait qu'il était pleinement rassuré sur le sort de toutes ses propositions en pensant que « le meilleur des rois allait jurer d'accomplir tous les *devoirs du Fils aîné de l'Eglise* et du père de la Patrie (2) ». L'auteur était peut-être rassuré, lui, mais l'opinion publique à l'énoncé de telles prétentions ne l'était certainement pas. Ces vœux obtenaient d'ailleurs la pleine approbation et la chaleureuse adhésion du *Mémorial Catholique* (3), organe de M. l'abbé de Lamennais. De tels amis ont fait bien du tort aux Bourbons restaurés...

M. Maurice Renard dans « Notre-Dame Royale » (4) portant un jugement sur le sacre de Charles X a cru pouvoir écrire :

1. *Vœux d'un bon Français*, page 69.

2. *Vœux d'un bon Français*, page 79.

3. « Ces réformes, dit le *Mémorial catholique*, sont pour la plupart utiles et profitables. »

4. M. Renard, *Notre-Dame Royale*. Crès, 1927, chap. I, pages 8 et 9.

« Charles X fut obligé de tout refaire à neuf y compris les serments, la Révolution ayant brisé les meubles avec les idées. Il s'en manquait de peu que la cathédrale de Reims elle-même n'eût disparu (1). La Royauté n'était plus soi ; l'Eglise sortait de la bagarre meurtrie et dépouillée. Le Sacre de Charles X, malgré son luxe, malgré tout ce qu'il a gardé de son vieux fonds rituel nous apparaît isolé, différent, anachronique. Dans son éclat clinquant ce n'est plus qu'une belle fête costumée qui inspire moins la déférence de la nation envers une cérémonie organique qu'elle n'excite la curiosité pour la reconstitution pittoresque d'un usage désuet. La monarchie, la vieille monarchie absolue, parut ce jour-là comme un cadavre habillé et galvanisé. Le lis jetant son dernier éclat exhala son dernier parfum, comme une fleur coupée et plongée dans un vase de Sèvres, rempli d'eau bénite ; superbe il était déjà mort. Avec la monarchie absolue le sacre, le vieux sacre selon Louis VII avait fait son temps. La nouvelle façon de comprendre la royauté le faisait regarder comme une chose d'un autre âge. On connut au sacre de Charles X que l'avenir allait le transformer de fond en comble ou le supprimer ; il le supprima ». Et malgré la prédiction de F. Miel le cérémonial n'a pas fait époque dans l'histoire de la monarchie rétablie.

Dans ses « Mémoires » le Chancelier Pasquier constatait lui aussi (2) : « Rien n'avait été négligé pour re-

1. La cathédrale avait été transformée en écurie pendant la Révolution.

2. Chancelier Pasquier, *Mémoires*, tome VI, chap. II, page 38.

trouver les anciens usages, les anciens rites oubliés, ramener les esprits au temps où le clergé des Gaules avait donné la couronne à Clovis. Ces réminiscences acceptées avec assez d'indifférence par le Roi et la Cour furent loin d'être agréables à la masse de la nation. » Chateaubriand de son côté prophétisait. « Charles X se souvient-il qu'il a vu Louis XVI recevoir l'onction aux lieux mêmes où il va la recevoir à son tour ? Croira-t-il qu'un sacre mette à l'abri du malheur ? Il n'y a plus de main assez vertueuse pour guérir les écrouelles, plus de sainte ampoule assez salutaire pour rendre les rois inviolables (1) » ; et plus tard il ajoutait, désabusé : « Ce n'est pas que j'eusse la moindre foi à la cérémonie mais comme tout manquait à la légitimité il fallait pour la soutenir user de tout vaille que vaille (2). »

Peut-on pour cela aller jusqu'à dire avec M. G. Weill (3) que « le sacre de Charles X parut comme le symbole du retour au passé », ou avec M. Charléty (4) qu'« il apparut nettement que la Révolution n'était plus dans l'histoire de France qu'un accident, une rébellion dont le souvenir serait bientôt effacé » ? Nous ne le croyons pas ; la question nous paraît plus

1. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-Tombe* (édit. Garnier), tome IV, page 307.

2. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-Tombe* (édit. Garnier), tome IV, page 310.

3. G. Weill, *La France dans la Monarchie Constitutionnelle*, chap. I, parag. IV, page 36.

4. *Histoire de France* de Lavisse, *La Restauration*, livre II, chap. VI, page 235.

complexe et il serait à notre sens absolument injuste de présenter le sacre de Charles X comme un défi du gouvernement Royal à l'opinion publique. Ce serait contraire et à la nature avisée de M. de Villèle, et à la réalité des faits et des concessions accordées. Non, un essai a été tenté, loyal mais malheureux, une tentative de réconciliation nationale dans une communion royaliste de tous les Français à l'occasion du Sacre. Une trêve peu durable a pendant quelques jours fait illusion aux classes officielles, comme aux bourgeois libéraux, mais cette illusion n'a pas été partagée par le peuple !

Et nous touchons là un des points les plus essentiels, qui explique la désaffection populaire. Sous Louis XVI le sacre était déjà une institution du passé, dont on commençait à discuter les termes et qu'on ne respectait encore qu'à cause de la force d'une coutume vieille comme la monarchie. Le cérémonial liturgique avait figé dans ses formules une France médiévale qui rappelait bien peu de choses à la nation de 1775, et c'est en balbutiant et en bredouillant d'une manière inintelligible, nous rapporte le Marquis de Ségur (1), que Louis XVI prêta la formule d'anathème contre les hérétiques, formule que sa conscience d'ailleurs réprouvait. Napoléon lors de son sacre voulant que la partie liturgique échappât à l'attention populaire, demandait qu'on s'arrangeât en sorte que seuls pussent la voir et la compren-

1. Voir Marquis de Ségur, *Au couchant de la Monarchie*. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1909.

dre les hommes cultivés dont la foi était restée aussi vive qu'au VIII^e siècle (1) !

Aussi la foule qui inconsciemment déjà à la fin de la monarchie absolue sentait que cette cérémonie, dont l'origine était si lointaine, lui devenait étrangère, brusquement quand la Révolution ayant déchiré tous les voiles et brisé tous les respects lui fit voir le sacre sous un jour nouveau, la foule eut comme la révélation d'un anachronisme séculaire, d'une cérémonie qui depuis des années et des années n'était plus à sa place...

Enfin et c'est peut-être la principale faiblesse du Sacre de Charles X — celui-ci et c'était son essence même — manifestait clairement à la nation que s'il n'était plus dans les mains du clergé, en vertu de la légitimité, le droit de souveraineté résidait néanmoins en dehors du peuple ; c'est à Dieu et à lui seul que Charles X demandait confirmation de son droit ; or depuis la Révolution le principe de la souveraineté nationale, officiellement proscrit, était resté ancré dans le cœur du citoyen, comme du sujet du roi Très Chrétien, seul le Pacte Initial semblait justifier la monarchie. Il n'y aura plus jamais de sacre après la chute de Charles X et c'est à cet éloignement populaire si fort qu'on peut l'attribuer. Aucun souverain n'osera désormais affronter une telle cérémonie. Quand Louis-Philippe fut élu roi des Français, il se rendit au Palais-Bourbon, et là en présence des deux Chambres réunies, il prêta le serment suivant, qui constitua toute l'inauguration du nouveau règne,

1. Voir Fréd. Masson, *op. cit.*, chap. VI, page 209.

et qui est un curieux mélange de celui de Charles X et de celui de Napoléon I^{er} :

« En présence de Dieu je jure d'observer fidèlement la Charte Constitutionnelle avec les modifications exprimées dans la Déclaration, de ne gouverner que par les lois et selon les lois, de faire rendre bonne et exacte justice à chacun selon son droit et d'agir en toutes choses dans les justes vues de l'intérêt du bonheur et de la gloire du peuple français. » Ce fut tout !

Voilà, écrit Alfred de Vigny (1) dans son « Journal » « un couronnement Protestant ». Il serait plus juste de dire que ce fut une considération nationale, car comme l'écrivait Dulaure en 1838 (2) :

« La victoire du 29 juillet 1830 en remplaçant dans le peuple le principe de la souveraine puissance, a pour jamais ravi à la sainte ampoule la vertu qu'on lui attribuait. Les Rois des Français n'iront plus désormais chercher leur couronne sur l'autel de la cathédrale de Reims ; c'est la nation et non Saint-Rémy qui leur dira : *Accipe sceptrum regiae potestatis insigne.* »

1. *Journal d'un poète*, publié par Léon Séché. *Renaissance du Livre*, noté du 10 août 1830, page 28.

2. Dulaure et Auguis, *Histoire de la Révolution Française depuis 1814 jusqu'en 1830*, tome VIII, chap. II, page 39.

Vu : le Président de thèse,
GILBERT GIDEL

Vu : le Doyen,
BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sur l'importance du Sacre dans l'histoire de la Restauration et sur ses résultats. Voir :

α) LES HISTOIRES GÉNÉRALES DE LA RESTAURATION, notamment :

Comte de Montgaillard : *Histoire de France pendant les années 1825, 1826, 1827 et commencement de 1828*, faisant suite à l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard. Paris, Moutardier, 1829. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 5 (1). — Ch. Laeretelle, *Histoire de France depuis la Restauration*. Paris, Delaunay, 1829-1835. 4 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^s 2. — Capefigue, *Histoire de la Restauration et des causes qui ont amené la chute de la branche aînée des Bourbons*. Paris, Dufey 1831-1833. 10 vol. in-8. Bibl. N^{le} Un 2121. — Dulaure et Auguis, *Histoire de la Révolution Française depuis 1814 jusqu'à 1830*. Paris, Poirée, 1834-1838. 8 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^s 8. — Louis Blanc, *Histoire de 10 ans 1830-1840* (L'introduction). Paris, Pagnerre, 1842, 2^e édit. 5 vol. in-8. — Ach. de Vaulabelle, *Histoire des deux Restaurations*. Paris, Perrotin, 1844-1853. 3^e édit., 1857 (*). 8 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^s 15. — Lubis, *Histoire de la Restauration*. Paris, Parent, 1848. 2^e édit. 6 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^s 10 A. — D'Esquiron de Saint-Aignan, *Histoire de France depuis le 12 mars 1814 jusqu'au 20 décembre 1848*. Paris, Furne, 1849. 1. vol. in-8. — A. de Lamartine, *Histoire de la Restauration*. Paris, Lecou, 1853. 8 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^s 17.

1. Les livres particulièrement utiles à consulter pour le lecteur de cet ouvrage, sont suivis de leurs cotes soit à la Bibliothèque Nationale. Département des Imprimés, soit à la Bibliothèque de la Faculté de Droit afin de faciliter les recherches.

N. B. * Quand un ouvrage a eu de nombreuses éditions l'astérisque (*) indique quelle est l'édition qui a été employée et à laquelle se réfèrent les notes se trouvant dans le cours du volume.

— F. Rittiez, *Histoire de la Restauration*. Paris, Schlesinger frères, 1853. 1 vol. in-8. La³³ 12. — A. Voysin de Gartempe, *Abrégé de l'histoire de France pendant les dernières années de la Restauration*. Paris, Garnier frères, 1854. 1 vol. in-12. — Duvergier de Hauranne, *Histoire du Gouvernement Parlementaire en France de 1789 à 1848*. (s'arrête en 1830). Paris, Lévy, 1857-1872. 10 vol. in-8. Droit 26-611. — L. de Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*. Paris, Lévy, 1860-1878. 20 vol. in-8. Bibl. N^{le} La³³ 4. — Lock, *Histoire de la Restauration*. Paris, Dubuisson, 1861. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} La³³ 35. — A. Nettement, *Histoire de la Restauration*. Paris, Lecoffre, 1869. 10 vol. in-8. Bibl. N^{le} La³³ 33. — Dareste de la Chavanne, *Histoire de la Restauration*. Paris, Plon, 1879. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} 8^o La³³ 53. — E. Daudet, *Histoire de la Restauration 1814-1830*. Paris, Hachette, 1882. — 1 vol. in-16. Bibl. N^{le} 8^o La³³ 55. — E. Hamel, *Histoire de la Restauration*. Paris, Jouvet, 1885-1891. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} 8^o La³³ 465. — A.-G. Weill, *La France sous la monarchie constitutionnelle*. Paris, Alcan, 1912. 1 vol. in-8. — *Histoire de France contemporaine de Lavissee*, tome IV : *La Restauration*, par S. Charléty. Paris, Hachette, 1921. 1 vol. in-8...

β) DES ETUDES PLUS LIMITÉES TRAITANT DIFFÉRENTS POINTS DE L'HISTOIRE DE LA RESTAURATION.

Abel Hugo, d'après Barbier, *Vie anecdotique de Monsieur, Comte d'Artois, aujourd'hui S. M. Charles X*. Paris, J.-M. Maurice, 1824. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 1. — N. A. Dubois, *Histoire du règne de Charles X*. Paris, Jubin, 1831. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 10. — A. Lorieux, *Histoire du règne et de la chute de Charles X*. Paris, Dumont, 1834. 1 vol. in-8. — Alissan de Chazet, *Charles X ; esquisse historique*. Paris, Ledentu, 1837. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 15. — E. Pierre, *Histoire des Assemblées politiques de la France (1789-1831)*. Paris, Baudry, 1877. 1 vol. in-8. — Thureau-

Dangini, *Le parti libéral en France sous la Restauration*. Paris, Plon Nourrit, 1888. 1 vol. in-12. — Mater, *Le groupement régional des partis à la fin de la Restauration*. Paris, Révolution Française, 1902. 1 vol. in-8. — Michon, *Le gouvernement Parlementaire en France sous la Restauration*. Paris, Pichon, 1905. 1 vol. in-8. — G. Weill, *Histoire du parti Républicain de 1814 à 1870*. Paris, Alcan, 1910. 1 vol. in-8...

II. Sur la physionomie morale de la France de 1825, les passions politiques, les mouvements d'opinion suscités par le sacre de Charles X..., Voir :

α) LES MÉMOIRES DES CONTEMPORAINS ET LEURS CONSIDÉRATIONS SUR LES INSTITUTIONS FRANÇAISES D'ALORS, PUBLIÉS D'UNE FAÇON PRESQUE ININTERROMPUE DE 1825 A NOS JOURS, NOTAMMENT :

B. Contant, Ganilh, de Pradt, *Mélanges Politiques*. Paris, Librairie Américaine, 1829. 3 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁰ 1508. — Duc de Rivière, *Mémoires posthumes*. Paris, Ladvoat, 1829. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Ln²⁷ 17582. — A. d'Egville, *Mémoires de 1820 à 1830*. Paris, Dentu, 1830. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁰ 8. — E. de Saint-Aignan, *Annales historiques de la Restauration*. Paris, Furne, 1830. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} La³⁸ 11. — Th. Anne, *Mémoires sur Charles X*. Paris, Werdet, 1831. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁰ 9. — Vicomtesse de Fars, *Mémoires sur Charles X*. Paris, Lecomte et Pougin, 1830-1831. 3 vol. in-8. — Comte O'Mahony, *Souvenirs politiques*. Avignon, Seguin Aimé, 1831. 1 vol. in-12. Bibl. N^{le} La³⁸ 4. — Ed. Mennechet, *Seize ans sous les Bourbons*. Paris, U. Canel, 1832-1833. 2 tomes en 1 volume in-8. Bibl. N^{le} La³⁸ 6. — Louis de Carné, *Vues sur l'histoire contemporaine*. Paris, Paulin, 1833. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} La³⁸ 24. — Comte de Peyronnet, *Le septième chapitre de mes mémoires*, fragment historique, extrait des « Mémoires pour tous ». Paris, Levavasseur, 1834. 1 vol. in-8.

— A. de Jussieu, *Discussions politiques de 1823 à 1830*. Paris, Pougin, 1835. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^{ss} 25. — Duchesse d'Abrantès, *Mémoires et souvenirs politiques*. Paris, L'Henry, 1836. 6 vol. in-8, Bibl. N^{le} La^{ss} 9. — E. Chapus, *Etudes de mœurs royales au XIX^e siècle, souvenirs de l'ancienne cour*. Paris, Dentu, 1838. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^{ss} 18. — Comte de Vaublanc, *Souvenirs*. Paris, F. Ponce-Lebas, 1838. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^{ss} 110. — Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*. Paris, Pénaud frères, 1849. 12 vol. in-8. Edit. Garnier *, Paris, 1895. 6 vol. in-8. — Baudoin, *Anecdotes historiques sur la Restauration*. Paris, F. Didot frères, 1853. 1 vol. in-18. — A. Nettement, *Souvenirs sur la Restauration*. Paris, Lecoffre, 1858. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} La^{ss} 32. — Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. Paris, C. Lévy, 1858-1867. 8 vol. in-8. — *Trois Générations. Introduction à l'histoire parlementaire de France, 1789-1814-1848*. Paris, Lévy, 1861. 1 vol. in-8. — Sosthène de la Rochefoucauld, duc de Doudeauville, aide de camp du feu roi Charles X, *Mémoires*. Paris, Lévy, 1861-1865. 2^e édit. *, 15 vol. Bibl. N^{le} La^{ss} 134. — Louis de Carné, *Souvenirs de ma jeunesse au temps de la Restauration*. Paris, Didier, 1872. 1 vol. in-8. Ln^{ss} 36 379. — Duc de Broglie, *Souvenirs de 1785 à 1870*, publiés par son fils. Paris, Lévy, 1886. 4 vol. in-8. Bibl. N^{le} Ln^{ss} 36 307. — Baron de Barante, *Souvenirs 1782-1866*, publiés par son petit-fils Claude de Barante. Paris, 1890. C. Lévy. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Ln^{ss} 39 184. — Comte de Villèle, *Mémoires, journal, correspondance*. Paris, Perrin, 1890. 5 vol. in-8. Bibl. N^{le} Ln^{ss} 37 430. — Talleyrand, *Mémoires*, publiés par G. de Broglie. Paris, C. Lévy, 1891-1892. 5 vol. in-8. — Duchesse de Gontaut-Biron, *Mémoires 1773-1836*. Paris, Plon, 1892. 1 vol. in-8. — Baron Hyde de Neuville, *Mémoires et souvenirs*. Paris, Plon, 1892. 3 vol. in-8. Droit 52-399. — Maréchal Macdonald, duc de Tarente, *Souvenirs*. Paris, Plon-Nourrit, 1892. 1 vol. in-8. — Baron Pasquier,

Mémoires, publiés par le duc d'Audiffret-Pasquier. Paris, Plon, 1895. 6 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^{ss} 188. — Comte de Castellane, *Journal* 1804-1862, publié par la comtesse de Beaulincourt. Paris, Plon-Nourrit, 1895-1897. 5 vol. in-8. — Baron d'Haussez, *Mémoires*, publiés par son arrière-petite-fille la duchesse d'Almazan. Paris, C. Lévy, 1896-1897. 2 vol. in-8. Bibl. N^{le} La^{ss} 72. — Comte Ferrand, ministre d'Etat sous Louis XVIII, *Mémoires* publiés par le vicomte de Broc, t. XIII, des publications de la Société d'histoire contemporaine. Paris, Picard, 1897. 1 vol. in-8. — M^{me} de la Ferronaye, *Mémoires*. Paris, Ollendorff, 1899. 1 vol. in-8. — Victor Hugo, *A Reims, Souvenirs* 1825-1838. Revue de Paris, 1^{er} octobre 1899. — *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*. Edit. Nelson *, Paris. 2 vol. in-8. — De Reiset, *Souvenirs*, publiés par son arrière-petit-fils le vicomte de Reiset. Paris, Lévy, 1899-1902. 3 vol. in-8. — Comte de Salaberry, *Souvenirs politiques sur la Restauration*, 1821-1830, publiés par son petit-fils le comte de Salaberry. Paris, Picard, 1900. 2 vol. in-8. — Baron Sers, *Souvenirs d'un préfet de la monarchie, Mémoires* 1786-1862, publiés par le baron Henri Sers et R. Guyot. Paris, Fontemoing, 1906. 1 vol. in-8. — Comte de Comminges, *Souvenirs d'enfance et de régiment*. Paris, Plon, 1910. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} 8° Ln^{ss} 54597. — A. de Vigny, *Journal d'un poète*, Edit. de la Renaissance du Livre *, Paris, 1920, avec un commentaire de Léon Séché. 1 vol. in-8...

β) AUTRES DOCUMENTS A CONSULTER :

Lesur, *Annuaire historique universel* 1818-1832. 15 vol. pour l'année 1825. Paris, Thoissner-Desplaces, 1826. 1 vol. in-8. Droit 50-603. — Hatin, *Histoire politique et littéraire de la presse en France*. Paris, 1859-1861. 8 vol. in-8°. Voir t. VIII. Paris, F. Didot, 1866. 1 vol. in-8.

γ) VOIR LA PRESSE DE L'ÉPOQUE.

L'Aristarque Français, janv.-juillet 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Constitutionnel. janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Courrier Français, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Drapeau Blanc, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

L'Etoile, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

La Gazette de France, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Journal du Commerce, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Journal de Paris, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Journal des Débats, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Moniteur, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

La Quotidienne, janv.-juill. 1825. Paris, gr. in-folio. Bibl. N^{le}.

Le Mémorial catholique, 1824-1830. Paris, 1824. 6 vol. in-8.

Consulter aussi quoique moins importants : *La Minerve*, *la Foudre*, *l'Oriflamme*...

III. Sur le Sacre de Charles X, sur l'événement lui-même. Voir :

α) LES TRAITÉS GÉNÉRAUX SUR LE SACRE, QUI EN DÉGAGENT LA MYSTIQUE ET LE SENS, ET PLUS SPÉCIALEMENT LES TRAITÉS PARUS VERS 1825.

Marlot, *Théâtre d'honneur et de magnificences*. Reims, F. Bernard, 1643. 1 vol. in-4°. Bibl. N^{le} Li^{rs} 7. — Menin, *Traité historique et chronologique du Sacre*. Paris, C. Bauche, 1723. 1 vol. in-12. — J.-B.-F. Gerusez, *Mémoire sur le*

sacre à Reims. Reims, Le Batard, févr. 1819. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 1212 pièce. — *Du Sacre des Rois de France jusqu'au XIX^e siècle et de ce qu'il doit être à cette époque.* Paris, Delaunay, 1819. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 1213 pièce. — *Du Sacre.* Paris, Testu, 1819. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Li²⁵ 25 pièce. — Chaalons d'Argé, *Du sacre des rois de France.* Paris, Librairie ancienne et moderne, octobre 1824, 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Li³⁵ 26. — Clausel de Coussergues, *Du sacre des rois de France.* Paris, Egron, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Li³⁵ 30. — Josseume-Dubourg, *Le sacre.* Paris, Gauthier-Laguionie, s. d. 1 vol. in-12, très probablement 1825. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 248 pièce. — Abbé Juin, *De la cérémonie du sacre des rois.* Paris, Aubrée, 1825. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Li³⁵ 32. — F. Lacoïnta, *Du Sacre des rois de France.* Paris, C. Ballard, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Li³⁵ 29. — Leber, *Des cérémonies du sacre.* Paris, Baudoin, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Li³⁵ 26. — Le Noble, *Histoire du sacre.* Paris, Pochet, 1825. 1 vol. in-8...

β) PUBLICATIONS DES CONTEMPORAINS PARUES A L'OCCASION DU SACRE, OU EN TRAITANT DIRECTEMENT.

1^o 1824. — Chateaubriand, *Le Roi est mort, vive le Roi !* Paris, Lenormant, 1824. 1 vol. in-8, Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 25 pièce. — *Réponse critique à la brochure de M. de Chateaubriand, signé M.;* Paris, chez tous les marchands de nouveautés, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 28. — De Sales, *Est-il politique que le roi soit sacré et dans ce cas convient-il qu'il le soit à Reims ?* Paris, Pillet, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 62. — Comte de Marcellus, *Développements de la proposition faite à la Chambre des Députés le 19 février 1816 par M. le Comte de Marcellus, alors Député de la Gironde, aujourd'hui pair de France.* Paris, Boucher, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 185. — A. de M., *Pensées sur la mort de Louis XVIII et l'avènement de Charles X.* Paris, Lenormant fils, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 30 pièce. — Bille-

coq, *Coup d'œil sur l'état moral et politique de la France en 1825*. Paris, Gosselin, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 37. — Comte de Franclicu, *Adresse à S. M. Charles X, vœux sur notre patrie*. Senlis, Tremblay, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 59 pièce. — G. P. Le Noble, *A Charles X le vœu de la nation !* Paris, L'Huillier, 1824. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 34 pièce...

2^o 1825. — Cardinal Duc de Clermont-Tonnerre : *Discours au roi*. Paris, Cordier fils, s. d. (1825). 1 vol. in-4. Bibl. N^{le} Lb^o 254 pièce. — Ch. de Chaumont-Quitry, *Adresse à S. M. Charles X*. Paris, Laforest, 1825. 1 vol. in-4. Bibl. N^{le} Lb^o 254. — *Vœux d'un bon Français au mois de mai 1825 par un prêtre du diocèse de Toulouse*. Paris, Desouville, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 255. — F.-L. D., *Un coup d'œil sur la situation de la France en 1825*. Nantes, Hérault, mai 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 231 pièce. — Lacatte-Joltrois, *Recherches sur la sainte Ampoule*. Reims, Régnier, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Li^o 39. — Abbé Mathieu, *Le matin du Sacre*. Blois, Aucher, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 253. — J. Bodson, *Projet de fêtes pour le sacre*. Paris, chez l'auteur, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 234 pièce. — P. Maffioli, *Considérations sur le sacre* (sous le rapport du duel). Paris, A. Bertrand, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 186 pièce. — R. Renvoisé, sous-principal au collège du Mans, *Réflexions sur le sacre*, suivies d'une paraphrase du « Domine salvum fac regem ». Le Mans, Fleuriot, s. d. (1825). 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 233. — J. Gillé, typographe, *Réflexions sur le sacre de S. M. Charles X*. Paris, Pochet, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 257. — Silvy, *L'hermite de Corbenj*. Laon, Strauss-Marchant, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 250. — F. de S, *Réflexions sur les institutions et lois françaises*. Paris, Pillet aîné, 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 232 pièce. — Aug. Hus, *Paris ce 29 mai 1825*. Paris, Beauchamp s. d. (1825). 1 vol. in-8. — E. La***,

Rêve d'un ministre avant le sacre. Paris, Ladvocat, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 1540 pièce.

Consulter également pour les événements politiques qui ont précédé le sacre, par exemple : les discours de la couronne, les adresses des Chambres : *Les Archives Parlementaires de 1787 à 1860* de Mavidal et Laurent, 2^e série, t. XLII et XLV. Paris, 1879 et 1880, Dupont, éd. 2 vol. in-8. Droit 10-250...

γ) PRÉCIS ET RÉCITS DU SACRE (Voir aussi les journaux cités précédemment).

Darmaing, rédacteur au « Constitutionnel », *Relation du Sacre de Charles X.* Paris, Baudoin, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 244. — Delsart, *Sacre de S. M. Charles X.* Paris, Brunet, 1825. 1 vol. in-12. Bibl. N^{le} Lb^o 242. — A. Le Noble, *Relation du Sacre de S. M. Charles X,* Paris, Pochet, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 243. — F. M. Miel, *Histoire du Sacre de Charles X dans ses rapports avec les beaux-arts et les libertés publiques de la France.* Paris, Panckouke, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 257. — J. Bouvet de Cressé, *Voyage à Reims.* Paris, Dabo, 1825. 1 vol. in-12. Bibl. N^{le} Lb^o 249. — Colin-le-Jeune, *Mon voyage à Reims.* Paris, Provins, Lebeau, 1825. 1 vol. in-12. — *Promenade à Reims par un témoin.* Paris, Bouquier de la Souche, 1825. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Lb^o 248. — *Sacre, détail des fêtes par un Rémois.* Paris (sans nom d'éditeur), 1825. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Lb^o 238. — *Détails sur le Sacre.* Paris, Eberhart (s. d.), 1825, 1 vol. in-4. — *Détails sur le Sacre.* Rouen, Periaux, fils aîné, 1825. Gr. in-folio. — *Récits historiques 1821-1825.* (Le dernier). Paris, Crapelet, 1826, 1 vol. in-8. — *Prières et cérémonies du Sacre,* publiées par ordre de l'archevêque de Reims. Paris, Lefuel (s. d.), (1825). 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Lb^o 236. — F. G., *Cérémonies qui doivent avoir lieu au Sacre de Charles X.* Paris, Mongie, 1825. 1 vol. in-8. Bibl. N^{le} Lb^o 237. — *Cérémonies et prières du sacre des rois de*

France. Paris, F. Didot, 1825. 1 vol. in-12. — *Précis de la cérémonie du sacre*. Avignon, P. Chaillot Jeune, 1825. 1 vol. in-18. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 247. — M. Meughi, *Précis historique du sacre*. Uzès, George, 1825. 1 vol. in-8. — Ch. J. Siret, *Précis historique du sacre de S. M. Charles X*. Paris, Régnier, 1826. 1 vol. in-4. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 1537. — *Journal historique des cérémonies du sacre*. Paris, Imprimerie Royale, 1827. Gr. in-fol. Bibl. N^{le} Lb⁴⁹ 1629...

§) LA POÉSIE ET LE SACRE.

Voir : *La couronne poétique de Charles X*, Recueil de poésies composées à l'occasion du sacre, par MM. de Lamartine, Denne Baron, Soumet, Ancelot, Guiraud, Victor Hugo, Baour-Lormian, Bena-Ben, Mély Janin, J.-B. Levée, De Marcellus, De Valory, de Ségur de Pils, de Chazet, Desaugiers, Théaulon, M^{me} A. Tastu, M^{lle} Delphine Gay, M^{me} de Boisserolle... Paris, Bouquier de la Souche, 1825. 1 vol. in-8.

N. B. — A signaler tout particulièrement : Lamartine, *Le chant du sacre, veille des armes*. — Victor Hugo, *Le chant du sacre, ode*. — Baour-Lormian, *Le retour à la religion*. — R. Marcé, *Stances à l'occasion du serment de fidélité à la Charte*. Enfin Béranger, *Le sacre de Charles-le-Simple*.

IV. Diverses publications récentes, ne traitant pas du sacre de Charles X lui-même mais s'y rattachant indirectement.

Frédéric Masson, *Le sacre et le couronnement de Napoléon*. Paris, Albin Michel, 1907. 1 vol. in-8.

Marquis de Ségur, *Au couchant de la monarchie*. Revue des Deux-Mondes. Paris, 1^{er} oct. 1909 et numéros suivants.

Maurice Renard, *Notre-Dame Royale*. Paris, Crès, 1927. 1 vol. in-8...

